

# Le MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE  
DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE



Membre de l'internationale des fédérations anarchistes

<https://www.monde-libertaire.fr>

## **DOSSIER:** *Violence et non-Violence*

**PASSE-PORTS:** Chine, Espagne et bien d'autres dans le dossier

## **RECENSIONS**

Informations sur les oeuvres de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

*Merci à Olune pour ces illustrations*



**CRITIQUE ANARCHISTE**

**DE LA RÉFORME**

**DES RETRAITES**



**FÉDÉRATION  
ANARCHISTE**

# Le MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE  
DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE



**BULLETIN  
D'ABONNEMENT**

## ADRESSE DE LIVRAISON

Nom :	Code postal :
Prénom :	Ville :
Adresse : _____	Pays :
_____	Courriel : _____ @ _____

**OFFRE D'ESSAI TROIS MOIS  
PAPIER + NUMÉRIQUE 6€**

## JE CHOISI MON ABONNEMENT

Tarif réduit, chômeurs-ses, étudiants-es France métropolitaine et DROM-COM. Gratuit pour les détenus-es

	Abonnement standard	Abonnement + soutien	Abonnement tarif réduit
<b>UN AN, NUMÉRIQUE UNIQUEMENT</b>	onze numéros 22€ <input type="checkbox"/>	onze numéros 42€ <input type="checkbox"/>	
<b>UN AN, PAPIER + NUMÉRIQUE</b>	onze numéros 44€ <input type="checkbox"/>	onze numéros 85€ <input type="checkbox"/>	onze numéros 22€ <input type="checkbox"/>
<b>ABONNEMENT À DURÉE LIBRE, PAPIER + NUMÉRIQUE</b>	Prélèvement automatique par trimestre 11€ <input type="checkbox"/>	Prélèvement automatique par trimestre 21€ <input type="checkbox"/>	Prélèvement automatique par trimestre 5,50€ <input type="checkbox"/>

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel: [administration-ml@federation-anarchiste.org](mailto:administration-ml@federation-anarchiste.org). ORGANISME CRÉANCIER - PUBLICATIONS LIBERTAIRES - 145 RUE AMELOT 75011 PARIS N° NATIONAL ÉMETTEUR: 58 50 98

Votre compte à débiter		Votre établissement bancaire		Date et signature obligatoires
Titulaire :		Nom :		
Adresse : _____		Adresse : _____		
_____		_____		
IBAN :				Merci de joindre un RIB

## ÉTRANGER

<b>SUISSE &amp; UNION EUROPÉENNE</b>	Abonnement standard onze n° papier + numérique 96€ <input type="checkbox"/>	Abonnement + soutien onze n° papier + numérique 134€ <input type="checkbox"/>
<b>RESTE DU MONDE</b>	Abonnement standard onze n° papier + numérique 110€ <input type="checkbox"/>	Abonnement + soutien onze n° papier + numérique 146€ <input type="checkbox"/>

J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à:  
Les Publications Libertaires  
145 rue Amelot 75011 Paris



### Mon règlement:

- Par chèque bancaire, libellé à l'ordre de «LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES»
- Par virement bancaire: IBAN FR76 4255 9100 0008 0015 1423 617  
BIC CCOPFRPPXXX
- Par prélèvement pour les abonnements à durée libre en remplissant le coupon d'autorisation.

## Table des matières:

- 4 Édito: Résister, comment ?  
4 Faits d'hiver: Flic un jour... Flic, toujours... !

## Terrains de luttes

- 5 Soutien à la Zablière - ZAD d'Arlon  
6 Critique anarchiste de la réforme des retraites  
10 Alors rat, compte !

## Passe-ports

- 11 La Chine, moteur de l'effondrement  
12 80 ans pour déterrer la mémoire historique

## Réflexions

- 13 On se crève au travail, que crève le travail !  
15 Les évangélistes investissent le terrain politique  
16 Que se passe-t-il ?

## Dossier

- 17 La violence, un monopole !  
19 « On peut faire autrement. »  
22 Qui a peur de la non-violence ?  
24 La solution qui marche à tous les coups  
25 Libérer Hong Kong, Révolution de notre temps  
27 Iran : révolte sans précédent, répression dans le sang  
30 Explosion sociale au Chili : se réveiller pour être aveugler  
33 Algérie : le pacifisme est-il un signe de force ou de faiblesse du hirak ?  
34 La violence en préhistoire et en anthropologie.  
36 Pour une politique matérialiste de la limite  
38 Violences éducatives ordinaires et éducation sans violence  
39 Violence partout !  
40 Véganisme : non-violence ou observance ?  
42 L'insurrection de Pâques :  
l'argument en faveur de la non-violence  
44 Espagne : le Sindicato libre et l'ère du pistolérisme  
47 Gorleben, partout !

## In-culture

- 49 Andrea Dworkin : Les femmes de droite  
49 Isabelle Attard: Comment je suis devenue anarchiste  
50 Camillo Berneri:  
Comprendre pour mieux combattre le fascisme  
50 La petite histoire: Mémoires d'un anarchiste barcelonais  
de 1936 à 1975 de Agustín Guillamón Nebot

## La Fédé...

- 51 Les dernières nouveautés de la librairie Publico  
52 Annuaire des groupes et liaisons de la Fédération Anarchiste  
54 Grille des programmes de Radio Libertaire  
55 BD Bad Rabbit  
56 Fake tract



Le Monde Libertaire 145 rue Amelot 75011 Paris.  
Direction de la publication: Claudine Annereau  
Prix de vente au n°: 4€  
Dépôt légal 44145 1er trimestre 1977  
N° ISSN: 0026-9433  
Commission paritaire: 0624D80740  
Numéro d'imprimeur: 19070146  
Imprimé par: Corlet Imprimeur  
ZI Rue Maximilien-Vox  
14110 Condé-sur-Noireau



# RÉSISTER, COMMENT ?

Permettez au Comité de Rédaction du Monde Libertaire de vous souhaiter une belle nouvelle révolution solaire, en attendant la très belle révolution sociale et libertaire. Comment se fera-t-elle ? Dans la violence, avec ce capitalisme que l'on arrachera comme une dent pourrie qui aura fini de nous faire souffrir ? Sera-t-elle le fruit d'une nuée d'actions non-violentes qui feront trembler, vaciller États, religions, financiers, patrons, chiens de garde jusqu'à leur chute ?

Quand on parle de non-violence, on songe immanquablement à Gandhi comme s'il en était le mahatma étalon que l'on conserverait dans un virtuel « Pavillon de Breteuil ». Pourtant c'est à Gandhi que l'on doit, en 1920, la réflexion suivante : « *Je crois vraiment que là où il n'y a que le choix entre la lâcheté et la violence, je conseillerais la violence [...] C'est pourquoi je préconise à ceux qui croient à la violence d'apprendre le maniement des armes. Je préférerais que l'Inde eût recours aux armes pour défendre son honneur plutôt que de la voir, par lâcheté, devenir ou rester l'impuissant témoin de son propre déshonneur.* » Position très éloignée de celle prise par des pacifistes à l'aube de la Seconde Guerre mondiale. Avant de chanter *The partisan*, Leonard Cohen avait l'habitude de dire : « *Je ne crois pas que le monde puisse se permettre le pacifisme. Le pacifisme ravit le cœur des meurtriers.* »

Pour nous faire plier, l'État a choisi de réprimer de plus en plus violemment. Pour ne parler que des personnes ayant perdu un œil suite à un tir de flashball, de LBD 40 ou de grenades de désencerclement, ce sont 65 victimes depuis 1999 dont plus de la moitié ces deux dernières années. Ne pas oublier toutes les autres victimes aux blessures plus ou moins grave.

Et surtout, ne pas oublier ZINEB REDOUANE, morte suite à un tir de grenade lacrymogène de la police, alors qu'elle fermait ses volets, au 4<sup>e</sup> étage, lors des manifestations du samedi 1<sup>er</sup> décembre 2018 à Marseille.

Ne pas oublier Steve Maia Caniço, mort noyé à Nantes suite à une charge policière contre de dangereux teufeurs indisciplinés un soir de Fête de la musique...

Ces lignes étant écrites alors qu'une fronde anti « réforme des retraites » bouscule l'ordre établi, combien de nouvelles victimes avant la parution de cet éditorial ?

Le contexte social actuel est là pour offrir aux individus qui résistent une palette de modes d'action multiples. A la violence de cette société qui paupérise, de l'État qui lâche ses sbires pour contraindre, certains opposent une violence de légitime défense. Combat truqué, déséquilibré contre les tenants d'un pouvoir que nous voulons détruire. D'autres choisissent la désobéissance non-violente malgré les coups, les provocations, les inculpations Voler le portrait de l'ami des riches qui volent et des flics qui cognent, un crime... Ce serait faire preuve de malhonnêteté de ne pas donner la fin de la citation de Gandhi alors : « *Mais je crois que la non-violence est infiniment supérieure à la violence [...] Le véritable courage de l'homme fort, c'est de résister au mal et de combattre l'injustice en prenant le risque de mourir pour ne pas tuer, plutôt que celui de tuer pour ne pas mourir. Le plus grand courage, c'est de résister au mal en refusant d'imiter le méchant.* »

Nous ne sommes pas là pour donner des leçons. Ni pour louer ou pour blâmer tel ou tel choix. Le camp d'en face, pour imposer son monde use et usera de la violence. Use et usera de la peur des « braves gens » par médias complaisants interposés : « Casseurs, usagers pris en otages, pénurie, risque de chômage technique... ». Violence des mots, terrorisme du Pouvoir.

Face à cette violence officielle omniprésente, quel que soit le choix de chaque « résistant.e », nous nous devons de lui être solidaire.

Bernard  
pour le CRML

F.A. (Faut Ajouter, marre du P.S.) : dans le contexte social actuel, difficile voire impossible de publier un mensuel « à jour ».

Décalage entre rédaction, réception, corrections des articles, maquetage, impression et distribution du journal.

Pour des « Monde libertaire » plus en phase avec le moment :

<https://www.monde-libertaire.net/> et <https://www.facebook.com/MondeLibertaire/>

Mais en attendant, bonne lecture

## Faits d'hiver

# FLIC UN JOUR... FLIC, TOUJOURS... !

C'est un fait, les humains sont capables du meilleur comme du pire. C'est pourquoi il conviendrait de pouvoir les vacciner systématiquement contre cette maladie qu'est le pouvoir. Tous les pouvoirs. Les petits, comme les grands.

Il y a peu, à la gare de Toulouse-Matabiau, un jeune homme a donné 70 centimes à une pauvre femme qui faisait la manche. Une équipe de la police ferroviaire est alors intervenue et a verbalisé le jeune homme. Une prune de 100 €. Il paraîtrait que la mendicité « crée un sentiment d'insécurité chez les voyageurs ».

La SNCF, après médiatisation de l'affaire, envisage, dans sa grande bonté, d'annuler la prune.

Reste la question qui tue. Les policiers, j'espère qu'ils sont en contrat précaire, étaient-ils obligés d'être aussi cons et méchants ?

Ah, le pouvoir ! Même les pauvres aiment l'exercer à l'encontre d'encore plus pauvres qu'eux.

Cékomça ! Il est des métiers haïssables !

Jean-Marc Raynaud



Communiqué du groupe Ici et maintenant (Belgique) de la Fédération anarchiste



Ici et maintenant

Groupe belge de la Fédération anarchiste



## SOUTIEN À LA ZABLIÈRE - ZAD D'ARLON

La préservation d'un écosystème spécifique dépasse largement les enjeux de protection de la nature, même si, en soi, le respect de l'environnement et des biodiversités végétales et animales constitue une motivation suffisante.

En périphérie de la ville d'Arlon, dans le sud de la Belgique, c'est bel et bien deux conceptions du monde qui s'affrontent. La sablière de Schoppach est ainsi menacée par un processus de bétonisation et d'artificialisation des sols, alors que cette zone a été répertoriée comme *Zone de grand intérêt biologique* par la Région wallonne en raison des nombreuses espèces qui y ont trouvé refuge, dont l'hirondelle des rivages, le triton crêté, deux espèces de papillons menacés et plusieurs plantes protégées. L'anéantissement de ce lieu n'en a pas moins été programmé afin de bâtir un zoning pour PME comprenant, ateliers, bureaux et parkings, depuis son rachat auprès de la commune par l'intercommunale IDELUX-AIVE. Les priorités opposées montrent bien qu'il ne peut plus y avoir de compromis possible avec les partisans de la croissance, en faveur d'une *Zone de grand intérêt économique*, ou d'un développement prétendument durable. Car c'est d'abord le capitalisme qu'il convient d'éradiquer, ainsi que sa logique invasive de dévoration et d'accaparement.

Comme on peut le lire dans la *Motion de soutien* adoptée au 61<sup>e</sup> congrès de la Fédération anarchiste - Rennes les 29, 30 et 31 mai 2004 - Du développement à la

décroissance :

« *Si aucune société n'est écologiquement innocente, c'est-à-dire si le développement de l'humanité s'accompagne toujours d'une transformation du milieu, c'est bien la course au profit, à l'accumulation, avec la création continue de besoins artificiels, qui produit une accélération fulgurante de la dégradation des écosystèmes. Le préalable à la mise en œuvre de cette décroissance est donc la disparition du capitalisme.* »

La démocratie représentative montre ici encore ses limites et révèle, à Arlon, comme en d'autres lieux, les arrangements entre les pouvoirs civils et les intérêts financiers. Les pétitions et interpellations locales n'ont reçu aucune suite (tout comme, rappelons-le, la consultation populaire en faveur de la sauvegarde du parc Léopold à Namur). Le processus soi-disant démocratique qui assure l'exercice du pouvoir aujourd'hui ne représente ni plus ni moins qu'un dispositif destiné à préserver les intérêts des classes dominantes, des nantis et des puissants.

Reprenons les termes de la Motion de soutien adoptée au 61<sup>e</sup> congrès de la Fédération anarchiste, les 29, 30 et 31 mai 2004 :

« *La deuxième condition [à la mise en œuvre de la décroissance] est la suppression de l'État, dans la mesure où cette dynamique capitaliste ne s'accélère qu'avec*

*la collaboration des différents gouvernements : multiples subventions, mise en place d'infrastructures, prise en charge par la puissance publique de la formation, de la recherche, des coûts environnementaux, des pertes financières, cadre juridique sur mesure.* »

Face à ces diktats, c'est l'action directe qui remplace les tractations et négociations : une ZAD a pris place dans la forêt le 26 octobre 2019 pour une durée indéterminée. « *Au travers de cette occupation, c'est la sauvegarde de la Sablière, mais également l'arrêt de l'artificialisation massive des sols et l'accaparement des territoires à des fins privées, en Belgique et dans le monde qui est en jeu* », affirment les compagnons et compagnonnes rassemblées à Schoppach en ce lieu désormais rebaptisé *La Zablière*.

Le groupe belge de la Fédération anarchiste *Ici et maintenant* se joint donc à cette manifestation légitime de solidarité avec tous les autres lieux et luttes de territoire qui agissent contre la destruction des écosystèmes et qui articulent enjeux sociaux et écologiques.

Groupe Ici et maintenant  
Fédération anarchiste



**FÉDÉRATION  
ANARCHISTE**

## **CRITIQUE ANARCHISTE DE LA RÉFORME DES RETRAITES**

**Le système de retraite par points est une horreur : plus qu'une casse du système de solidarité nationale, pire qu'une attaque en règle des droits des travailleur·ses, cette réforme des retraites pourrait bien être la dernière !**

En se drapant dans les habits de la simplification, de la défense de l'égalité et de l'universalisme, le gouvernement entend masquer le fait que son projet consiste en un changement complet de paradigme. Malgré les enfumages nous ne sommes pas dupes : cette réforme est emblématique du macronisme et de son idéologie néolibérale. Lutter contre elle, c'est lutter contre le projet de société que nous promettent les capitalistes.

Bien que très insatisfaisant, le système actuel de retraite par répartition est cependant plus avantageux pour les travailleur·ses que dans bien d'autres pays. En effet, ce système par annuités garantit, dès l'âge légal de départ à la retraite, un taux de remplacement\* de 50 % dans le régime général et de 75 % dans la fonction publique pour une carrière complète définie par un nombre d'années cotisées. Toutefois, ce système ne fait que reproduire les fortes disparités qui existent entre les salarié·es et qui se retrouvent dans le calcul des pensions. Depuis 1993, la vague successive de contre-réformes n'a fait qu'amplifier l'injustice structurelle de ce système en durcissant les conditions d'obtention de la retraite à taux plein\*\*, en faisant baisser le montant des pensions et en reculant l'âge légal de départ à la retraite. Pourtant, le projet de retraite à points que va tenter de nous imposer Macron n'est pas qu'une simple contre-réforme de plus du système des retraites en France : **c'est la fin de la logique de solidarité et de justice sociale, basée sur une redistribution des richesses produites en direction des personnes qui n'avaient pu acquérir que peu de droits à une pension.**

\* Le taux de remplacement représente l'écart entre la pension de retraite et le revenu à la fin de la carrière.

\*\* Pour pouvoir partir à la retraite à taux plein (c'est-à-dire sans décote) à compter de l'âge légal, il faut avoir cotisé un certain nombre de trimestres en fonction de l'année de naissance.

### **LES POINTS ESSENTIELS DE CETTE CONTRE-RÉFORME :**

#### **L'ARNAQUE DU PERMIS DE RETRAITE À POINTS :**

Avec le système par points, les cotisations serviraient à acquérir des points tout au long de sa vie active. Au jour de l'âge légal du départ à la retraite, qui existerait toujours, le montant de la pension serait calculé en multipliant le nombre de points acquis par ce qu'on appelle la « valeur de service ». Le prix d'achat du point serait fixé à 10 euros et la valeur de service du point, au moment du départ en retraite, serait de 0,55 euros de retraite annuelle.

Avec ce nouveau système, il n'y a ni taux de remplacement garanti ni notion de carrière complète, donc pas de visibilité sur la pension. De plus, la valeur de service tout comme le prix d'achat des points pourront être réajustés chaque année par les gestionnaires des caisses de retraite. **Cela signifie en réalité que le montant des pensions pourra baisser, ainsi que son mode d'obtention, selon le bon vouloir du gouvernement et du capital, le tout sans avoir à repasser par une nouvelle contre-réforme sur le sujet.** Autre recul : le calcul de la pension prendrait en compte l'ensemble de la carrière, même les périodes « heurtées » (formation, chômage...), et non plus les vingt-

cinq meilleures années de salaire comme c'est le cas aujourd'hui dans le régime général, ou les six derniers mois, comme dans la fonction publique. De plus, il n'y aura aucun taux de remplacement garanti, pas de notion de carrière complète et donc mécaniquement pas de taux plein.

**Toute période non travaillée entraînerait donc une réduction de la future pension. Les personnes ayant eu des périodes de chômage non indemnisé ou de temps partiel, des carrières courtes, des bas salaires, en bref des personnes précaires, seraient de fait encore plus sanctionnées !**

### L'AUGMENTATION DES INÉGALITÉS HOMMES/FEMMES :

D'une manière générale, les inégalités entre femmes et hommes s'aggraveront. En moyenne, les femmes perçoivent actuellement une pension inférieure de 25 % à celle des hommes or ce sont majoritairement elles qui effectuent des carrières heurtées (maternité, temps partiels...). Le système de point entraînera mécaniquement un accroissement des inégalités entre les hommes et les femmes. Pourtant le gouvernement affirme que le nouveau système permettra d'attribuer des droits familiaux dès le premier enfant. Or, il existe déjà une majoration de 10 % de la pension pour 3 enfants et plus, à quoi il faut ajouter les majorations de durée d'assurance (MDA)\* attribuées pour tout enfant. Celle-ci attribue, au régime général, 6 annuités pour 3 enfants. Les trimestres de MDA s'ajoutent à ceux cotisés au titre de l'emploi et ils contribuent à augmenter le montant de la pension.

**Avec le nouveau système, il serait prévu une majoration de pension de 5 % par enfant. Mais cette majoration remplacerait à la fois les MDA et la majoration de 10 % pour 3 enfants et plus. De fait, cela constituerait une baisse du taux de pension, déguisé en soi-disant « meilleure prise en compte des droits familiaux »** En souhaitant harmoniser les dispositifs de réversion, le gouvernement restreint son accès. Ce droit à réversion ne sera ouvert qu'à partir de 62 ans, alors qu'il est aujourd'hui de 55 ans au régime général et pour la plupart des régimes, de 50 ans pour l'Ircantec et qu'il n'y a pas de seuil d'âge pour la fonction publique. Le droit à réversion serait supprimé pour les personnes divorcées ou remariées (pour les divorces intervenus après 2025).

**Sachant que les femmes représentent 90 % des bénéficiaires des pensions de réversions en France, ce sont encore elles qui sont les principales victimes de ces reculs.**

\* Il s'agit de trimestres d'assurance supplémentaires, attribués aux parents de façon forfaitaire.

### LE REcul DEGUISÉ DE L'ÂGE DE DÉPART À LA RETRAITE :

Le nouveau système de retraite laisse en théorie la possibilité de partir à l'âge légal de 62 ans, mais il introduit un âge pivot de 64 ans en dessous duquel le montant des pensions de retraite ferait l'objet d'une décote de - 10% à 62 ans et de - 5 % à 63 ans. Inversement, une surcote est prévue pour un départ après 64 ans, voire même plus tard encore puisque les années de travail supplémentaire permettent de bénéficier d'un bonus de 5 % par an dans le calcul de sa retraite. L'âge pivot sera l'un des leviers du nouveau système, au même titre que la valeur de service du point et celle du point à l'achat.

**Sous couvert de liberté, les travailleur-ses n'auront pas d'autres choix que celui de reculer leur date de départ à la retraite sous peine de recevoir des pensions bien trop faibles ! Cette prétendue liberté de choisir, entre partir ou continuer à travailler pour acquérir des points supplémentaires, se réduit à peu de choses. En effet, on sait que la moitié seulement des personnes sont encore employées au moment de liquider leur retraite, et que l'usure professionnelle survient bien avant l'âge de départ dans de nombreux métiers. Autrement dit, le travail est pénible - et certains mêmes plus que d'autres - (n'en déplaise à Macron) et, avec un tel projet, cette pénibilité se prolongera sans limite.**

### LA FIN DES RÉGIMES PARTICULIERS DANS LA FONCTION PUBLIQUE :

L'argument du « régime unique » et de l'universalisme utilisé comme une massue par le gouvernement masque un propos bien plus cynique : la fin des régimes particuliers c'est la fin de la prise en compte de la pénibilité de certaines professions. Autrement dit, toutes les salarié-es seraient tiré-es vers le bas, avec perte de leurs droits. Pour 5 millions de fonctionnaires, la prise en compte de toute la carrière dans le système de retraite par points, au lieu des six derniers mois, entraînera une baisse des pensions. Il est donc prévu que les primes soient intégrées dans le calcul, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

**Rien ne garantit que leur intégration suffise car tout dépend de leur montant et dans de nombreux métiers, il n'y en a pas ou peu. De plus, la prise en compte des primes dans le calcul des cotisations fera nécessairement baisser les salaires des fonctionnaires. En pointant du doigt les régimes particuliers, le gouvernement cherche à diviser les travailleur-ses ! Ne tombons pas dans ce piège grossier et exigeons de meilleures conditions pour tous-tes !**

### LE RISQUE DE L'OUVERTURE À LA CAPITALISATION DES RETRAITES

Le plan du gouvernement intègre également l'ouverture à la capitalisation. Sur la tranche de salaire mensuel supérieure à 10 000 euros brut, on ne cotisera plus dans le système commun ; ces hauts revenus devront souscrire une épargne retraite en placements financiers, qui donnera droit à des avantages fiscaux et donc payés par tous les contribuables. Au fond l'objectif dissimulé derrière cette mesure est de pousser les personnes aux gros revenus à se constituer une retraite complémentaire auprès d'assurances privées. Jusqu'ici, le budget des retraites échappait aux marchés de la finance. Mais avec ce nouveau système, c'est terminé. **La baisse des pensions va inévitablement contraindre les travailleur-ses à se constituer une retraite par capitalisation avec tous les risques que cela comporte (baisse de l'action, krach boursier, détournement frauduleux...)**

### UNE SOI-DISANT AUGMENTATION DU MINIMUM DE RETRAITE

Selon le gouvernement le minimum de retraite serait porté à 85 % du SMIC net, soit 1000 euros, pour une « carrière complète ». En réalité la « loi Fillon » de 2003, prévoyait déjà la mise en place du minimum retraite à 85 % du SMIC net au plus tard pour 2008 ! Ce qui n'a évidemment jamais été réalisé. **Mais en plus, avec le régime par points, il n'y aura plus de notion de carrière complète et pour une carrière incomplète, ce montant serait proratisé. C'est donc là encore un effet d'annonce.**

### LE PLAFONNEMENT DES DÉPENSES ANNONCE UNE NOUVELLE BAISSÉ DES RETRAITES

La décision du gouvernement de plafonner les dépenses de retraite à enveloppe constante qui devrait correspondre à la dépense actuelle de 13,8 % du produit intérieur brut (PIB), fait redouter une nouvelle baisse des pensions. En effet, dans le contexte actuel de baisse des dépenses publiques, il y a un risque de régression très important.

**La décision de plafonner le poids des retraites par rapport à la richesse produite, alors que la proportion de retraité-es dans la population va augmenter, revient à programmer l'appauvrissement de ceux-elles-ci !**

### FIN DE LA GESTION PARITAIRE DU SYSTÈME :

Pour gérer ce système de retraite, le gouvernement propose la création d'une caisse nationale de retraite universelle qui sera chargée de la gestion opérationnelle. La gouvernance de cette caisse serait assurée par un conseil d'administration composé de 26 administrateurs : 13 représentant·es des assuré·es désigné·es par les organisations syndicales et 13 représentant·es des employeurs désigné·es par les organisations professionnelles représentatives. Encadré par le Parlement et le gouvernement, ce conseil pourra se prononcer sur les leviers tels que la détermination de l'évolution des retraites, de la revalorisation de la valeur du point, de l'évolution de l'âge du taux plein, des taux de cotisations et de l'utilisation des réserves financières.

**Toutefois, c'est bien le gouvernement qui décidera des suites qu'il entend donner à ces propositions via l'établissement du budget.**



**FEDERATION ★ ANARCHISTE  
S'ORGANISER ET LUTTER**

**TOUTES ET TOUS EN GRÈVE  
à partir du 5 DÉCEMBRE !**

## CE QUE VEUT LA FÉDÉRATION ANARCHISTE :

**Face à la casse sociale qui s'annonce, l'urgence est de lutter contre ce projet de régime des retraites imposé par Macron et insufflé par le capitalisme.**

Depuis 1993, la succession de contre-réformes, menaçant directement les droits des personnes salariées, nous a obligé à adopter systématiquement une posture de résistance face aux attaques répétées du patronat et de l'État, à l'encontre de nos retraites.

Pendant, gardons à l'esprit que le régime de retraite actuel est issu du « compromis » d'après-guerre sanctionnant la défaite du prolétariat dans son objectif révolutionnaire d'abolition du salariat, des classes et des inégalités sociales. En effet, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la peur d'un soulèvement de la classe ouvrière a contraint la classe dirigeante des pays occidentaux à lui proposer ce « compromis ». Si elle acceptait de renoncer à un changement radical du système, elle pourrait jouir d'une vaste gamme d'avantages sociaux. Il ne s'agit pas de minimiser ces acquis sociaux, mais, il faut bien constater qu'à partir du début des années 1980, le contenu du « compromis » a changé avec l'offensive néolibérale. Elle avait pour objectif - et eu pour résultat - de refondre les relations salariales et de briser le cadre de négociation avec le patronat comme avec l'État. Le compromis et la négociation sont désormais impossibles.

Désormais, le seul horizon possible est un affrontement social et politique, une lutte âpre et sans merci contre l'État et le capitalisme dans la mesure où les bases possibles d'un compromis entre l'oligarchie capitalistes et les travailleur·ses ont disparu, si tant est qu'il ait jamais existé...

Il s'agit donc de réfléchir à un projet politique de dépassement du travail salarié et de la production industrielle à grande échelle en diminuant la durée

des activités inutiles et nuisibles afin de dégager du temps libre à consacrer individuellement à nos réels désirs, et collectivement à l'organisation autogérée de notre société débarrassée des impératifs de l'économie politique socialement et écologiquement destructeurs.

La Fédération Anarchiste aspire à une société libérée de toutes les institutions politiques et sociales coercitives faisant obstacle au développement d'une humanité libre. Elle vise à l'amélioration du niveau de vie

des travailleur·ses en menant des luttes éminemment politiques, révélatrices d'un projet de société débarrassé du capitalisme et d'une autre forme d'organisation sociale strictement égalitaire, car il est clair que les

injustices sociales tiennent du régime capitaliste.

Nous n'attendons rien de l'État. Nos exigences sont claires : l'émancipation des travailleur·ses, l'abolition des classes sociales, l'égalité stricte, la justice sociale et l'autogestion de la société.

Si nous nous efforçons d'abolir l'exploitation capitaliste existante, nous œuvrons également au sein de celle-ci à la diminution du taux de profit des capitalistes et à l'augmentation de la part qui revient aux travailleur·ses. De ce point de vue, la lutte contre le capitalisme doit être parallèlement une lutte contre toutes les institutions de l'État, car le pouvoir politique étatique n'est que la conséquence du monopole capitaliste et de la division de la société en classes. L'État est le garant de cet ordre social inégalitaire que nous souhaitons détruire.

**Pour la Fédération Anarchiste, cet horizon de luttes doit prendre la forme collective de l'action directe et notamment celle de la grève générale !**

**Pour nous, militant·es anarchistes à la Fédération Anarchiste, il ne s'agit pas de négocier avec ce gouvernement afin de contrebalancer cette nouvelle contre-réforme, mais plutôt de s'inscrire dans un rapport de force, celui de la lutte des classes, qui permettra de lui imposer l'abandon total et définitif de l'ensemble de ces orientations fatales.**



# ALORS RAT, COMPTE !

*La vérité sur le décalage entre le chiffre annoncé par les organisations syndicales et le chiffre annoncé par la police*

Debout sur ses pattes arrière, Ti Bob est tout à sa mission. Il étire le museau vers le haut, renifle, reconnaît un vieux relent de verveine qui fait rire. Un pétard qui doit tourner en rase-mottes... Pas le temps d'aller y traîner son museau.

Vite, retour à la quadrupédie, Ti Bob met le turbo, fonce, se faufile, glisse sur un crachat tout frais, couine un petit coup, évite la semelle d'une Doc Martins, arrive enfin à l'abri contre le trottoir d'en face. Déjà 486 pieds de comptabilisés mais faut pas mollir...

Le jour de gloire pour ce rat des champs devenu rat des villes.

Vite, nouvelle diagonale pour de nouvelles pattes... Courir, compter, slalomer, faire son job. Ti Bob s'applique à mériter la confiance qu'on lui accorde... Et puis, il y a cette dette d'honneur contractée un jour dans cette ferme qu'il « visitait ». Des poulets avaient mis en fuite le chat qui en voulait à ses petites pattes charnues.

Ce jour-là, oublié tout son passé de malandrin, Ti Bob embrassait la volaille sur la bouche.

Vite, 576 pattes, 622 pattes, surtout ne pas se tromper. Vite à l'abri, ne pas se faire piétiner, accident du travail... fait comme un rat quand on est rat. Logique mais pas réjouissant.

Soudain, Ti Bob s'assoit sur ses pattes arrière, reste immobile en fixant un point imaginaire... Il a entendu un bruit qu'il essaie d'identifier... « Poutpout », le gloussement d'un furet ! Ti Bob se met à trembler avant de se ressaisir. Il y a un de ces monstres dans le secteur ! Furet des champs devenu furet débile. NAC, Nouvel animal de compagnie... Ti Bob sent le danger. Il se lève sur ses pattes arrière, ouvre la bouche, montre ses dents, gonfle son poil pour avoir l'air plus gros... L'ennemi n'a qu'à bien se tenir.



Vite, ne pas perdre le fil du comptage. Compter et surveiller. 940 pattes plus celles du furet. Ou des furets... Le genre de bestiole qu'on peut croiser dans ce genre de circonstances... Furets versus poulets, ça va saigner.

« Qui sème la misère, récolte la colère ! Révolution sociale et libertaire ! »

Vite, 1048 pattes qui battent le pavé tandis que des slogans explosent contre les tympans de Ti Bob qui, malgré la douleur, continue de compter, de courir ventre à terre, de zigzaguer. 1312 pattes dont celle qui maintenant lui aplatit la queue. Se mordre les babines pour ne pas couiner à la mort. Compter, 1458, ne pas en oublier. Vérifier, debout sur les pattes arrière, étirer le museau vers le haut, respirer... Pas d'odeur de sauvagine, plus de furet dans les parages. Ne plus se laisser distraire, 1988 pattes.

« Qui sème des pommes de terre, récolte des pommes de terre ! »  
Tiens, des agriculteurs de la FNSEA se sont trompés de jour...

Vite, des coups de tonnerre suivi d'un drôle de brouillard qui fait pleurer. Difficile de compter dans ces conditions surtout que les pattes s'affolent autour de Ti Bob... 2518, ne pas compter les pattes chaussées de chaussures à clous ou de bottines militaires. Ti Bob croise un collègue. Ils se reniflent les

organes génitaux, histoire de faire plus ample connaissance, comparent leur calcul et tombent d'accord sur 2644 pour l'instant. Juste le temps de se frotter le museau et voilà qu'une grenade amie éparpille le malheureux rat inconnu...

A moitié sourd, choqué, ne pas abandonner pour autant sa mission. Ami, si tu tombes, y a Ti Bob qui trouve le nombre à ta place. Vite, une nouvelle vague de pattes. Les prudentes qui attendaient que le brouillard se soit dissipé. Les compter toutes pour le rapport final. 3006 pour l'instant, Ti Bob trouve un vieux reste de quignon de pain. Pause syndicale, toutes dents devant. Mais compter, 3792. « Moins vite, je mange ! » Manifestement les pattes ont décidé d'accélérer la cadence, 4612.

« On ne négocie pas la régression sociale, on la combat ! »

Vite, compter les nouvelles pattes... 4830 ... ont l'air stressées et déterminées. 5210, nouveaux coups de tonnerre, que ce passe-t-il là-haut ? Ti Bob ne voit que des chausures de loin et des semelles de presque trop près. Faire attention, 5348, le brouillard qui revient. 5482, les yeux qui ne demandent qu'à pleurer. 5806, boulot de con... 5808... Ouf, c'est fini, Ti Bob a comptabilisé toutes les pattes.

Ti Bob fonce ventre à terre faire son rapport. Ti Bob est un rat, un rampant, adepte de la quadrupédie obséquieuse, possible vecteur de la peste brune... L'auxiliaire parfait pour les poulets. Voyons, 5808 pattes, Ti Bob sait convertir... 5808 pattes, pour ce vulgaire quadrupède de rat, cela fait 1452 autres quadrupèdes...

1452 : chiffre que s'empresseront de communiquer ces vulgaires bipèdes de poulets. Et tant pis pour les 2904 manifestants...

# LA CHINE, MOTEUR DE L'EFFONDREMENT

Partiellement inspiré de la revue *L'écologiste* (N° 55), ce court article est juste destiné à stimuler les neurones de ceux qui persistent dans le déni de la réalité, de ceux qui refusent de percevoir l'accélération effrayante de l'Histoire, de ceux qui attendent sans précaution le passage de la diligence... oubliant qu'on est passé à l'ère de la Formule 1 et de la LGV.

Fortement influencée par l'héritage de Mao (politique nataliste et guerre contre la nature), la Chine s'est lancée dans une croissance folle qui l'a propulsée, en quelques décennies, du Moyen Âge à l'hyper modernité. Cette ascension fulgurante a engendré, bien entendu, un coût considérable, tant sur le plan des inégalités, de la pauvreté, du

mal-être, de la souffrance au travail que sur celui de la dégradation écologique. Quelques indices : la Chine est le premier émetteur de gaz à effet de serre ; dix millions d'ha de terres cultivées sont pollués par les métaux lourds ; chaque jour, 4000 de ses habitants meurent des effets de ce désastre ; la pollution de l'air peut coûter trois ans d'espérance de vie (OMS) ; l'impact concerne également les rendements agricoles : environ vingt millions de tonnes de riz, de blé, de maïs et de soja seraient ainsi perdus chaque année, du fait de la pollution à l'ozone qui réduit la photosynthèse, et donc ralentit la croissance des plantes (revue *Environmental Research Letters*).

10 % de croissance ont valu le sacrifice de

plus d'un million de personnes chaque année, mais n'ont pas pour autant restauré la « sagesse orientale ». En effet, le déficit écologique énorme de la Chine (c'est-à-dire la différence entre l'empreinte écologique et la biocapacité du pays), la pression démographique (1,4 milliard d'habitants), l'épuisement relatif des ressources englouties dans cette course effrénée, le nombre impressionnant d'émeutes revendiquant une meilleure qualité de vie... tous ces éléments imposent à la Chine de poursuivre une fuite en avant, nécessairement suicidaire, pour sécuriser les réserves et stabiliser les approvisionnements.

## 2013, nouveau bond « en avant » ?

Renonçant à une longue tradition d'auto-suffisance, elle se lance, depuis 2013, dans un commerce sans limites, qui dépasse de très loin toute rationalité. L'objectif se trouve résumé par le défi d'une des plus grandes entreprises de commerce en ligne : livrer aux consommateurs chinois des fruits provenant de toutes les régions du monde dans un délai de 48 heures ! Pour atteindre ce but, il faut non seulement remplacer les fermes paysannes par de grandes exploitations agroalimentaires, mais conquérir la planète. C'est-à-dire concevoir et réaliser un projet phénoménal de construction d'infrastructures à l'étranger (routes, ponts, voies ferrées, ports, aéroports, pipelines, sites de production, de transformation, exploitation minière, déforestation, télécoms...). A titre d'exemples, l'ambition de construire, en Amérique du Sud, une ligne ferroviaire reliant les océans Pacifique et Atlantique sur

4500 km, vingt grands barrages sur le fleuve Mékong, une vingtaine de centrales nucléaires flottantes, la volonté d'investir dans le cercle polaire arctique, la prétention d'envoyer un robot sur Mars... Ce projet titanique de « remodeler » de vastes régions sur l'ensemble des continents, intitulé « nouvelles routes de la soie », concernerait environ 90 pays et pourrait coûter plus de 1000 milliards de dollars, financé en grande partie par les banques chinoises.

Déjà considérables, les conséquences d'un tel programme sur les plans humain, social et environnemental vont s'amplifier de

manière dramatique : ruine des petits agriculteurs, destruction des communautés rurales, violation des droits, risques sanitaires, surendettement, accaparement des terres, atteintes graves aux écosystèmes et à la biodiversité... D'autant que, sous le vernis de l'éolien ou du solaire, le modèle énergétique chinois s'appuie principalement sur le charbon, énergie fossile la plus polluante, qui produit 80 % de l'électricité chinoise. Et que la volonté hégémonique des dirigeants conduit la Chine à financer environ 50 % de toutes les centrales en cours de construction dans le monde.

## Bulldozer capitaliste

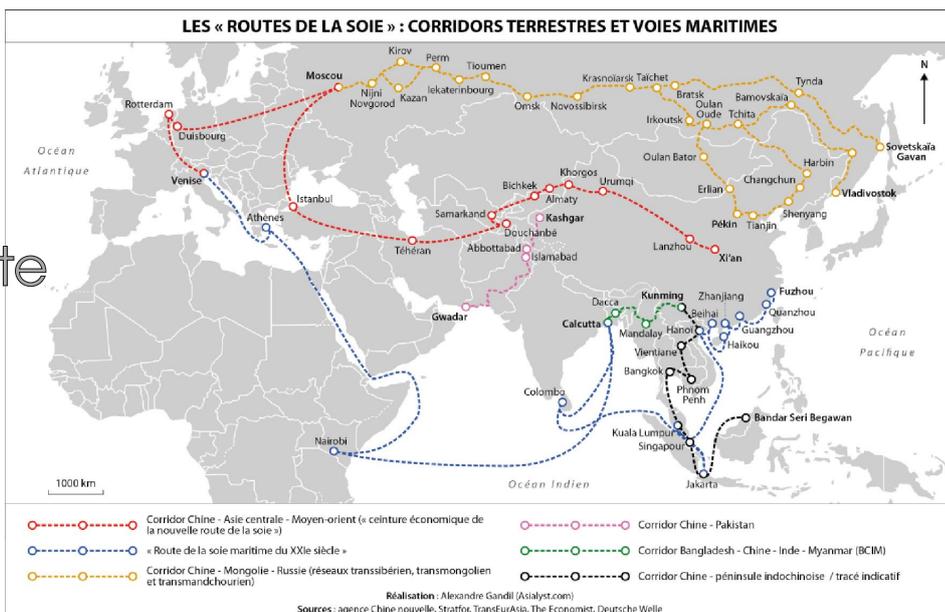
Depuis plusieurs décennies, la Chine participe pleinement de la dynamique capitaliste mondiale ; elle n'est donc pas seule en cause. Mais ce qu'il importe de mettre en évidence, c'est l'accélération des phénomènes en cours, leur changement d'échelle, l'impact massif que vont subir la biosphère et l'humanité. « *Aucune nation n'a changé la planète en si peu de temps sur une telle échelle et avec une telle détermination* », c'est ce que déclarait W. Lawrence, membre de l'Académie australienne des sciences.

Partout dans le monde, des individus, des collectifs expérimentent des modes de vie « déconnectés », multiplient les « alterna-

tives en actes », s'investissent dans des « luttes sans modèle », souvent dans l'inconfort, parfois au péril de leurs vies. Par ses projets délirants, la Chine – encore une fois, elle n'est pas la seule – risque d'anéantir tout ce potentiel d'énergie et d'espoir. Le

colosse aux pieds d'argile menace d'entraîner l'économie mondialisée dans sa chute. Peut-être que lorsque l'effondrement sera visible, certains y croiront !

Jean-Pierre TERTRAIS



# 80 ANS POUR DÉTERRER LA MÉMOIRE HISTORIQUE



80 ans. Il aura fallu 80 ans pour qu'un gouvernement espagnol rende hommage aux exilés républicains espagnols qui quittèrent leur pays en 1939, pour fuir le franquisme. 80 ans dont la moitié sous la botte du dictateur Franco, et l'autre moitié en « démocratie » tantôt de droite, tantôt de gauche, mais les deux s'accordant pour ensevelir la mémoire historique. Des évocations, des événements organisés autour de la thématique de la guerre civile et de la révolution espagnole il y en a eu, mais jamais sur l'exil des 500 000 républicains réfugiés notamment en France. C'était donc une première, due, reconnaissons-le, à l'initiative du « Département Mémoire historique » du ministère de la Justice de l'actuel gouvernement socialiste espagnol (ce qui ne l'absout pas par ailleurs de sa politique antisociale et de la répression exercée contre les diverses manifestations ayant lieu en Espagne, qu'il s'agisse de mouvements revendicatifs des travailleurs, des expulsions d'habitants ne pouvant plus payer leur loyer ou leur crédit bancaire, sans parler des événements en Catalogne ...)

Madrid, décembre 2019.

Le ministère de la Justice a donc inauguré une exposition commémorant le 80<sup>ème</sup> anniversaire de l'exil républicain espagnol, exposition destinée à sortir de l'oubli toutes celles et ceux qui, en 1939, pour fuir les hordes franquistes, franchirent les Pyrénées

pour se réfugier en France. Cette exposition qui dure jusqu'au 31 janvier 2020, se divise en trois parties :

- La première, (**1939-Exil républicain espagnol**) composée de peintures, entre autres de Pablo Picasso, Joan Miró, et de photos de Robert Capa, Agustí Centelles et David Seymour.

- La deuxième, intitulée « **Chemins de l'exil** », composée d'une centaine de photos de la Retirada et de « l'accueil » en France dans les camps de concentration. Photos inédites de Philippe Gaussoit et retrouvées par hasard il y a peu par son fils Jean-Philippe.

- Enfin une troisième partie intitulée « **Le sang n'est pas de l'eau** » consiste en photos et commentaires de fils et filles de ces exilés républicains espagnols. Elle a été réalisée par Pierre Gonnord.

Précision : notre association mémorielle « **24 août 1944** » a largement contribué à ces deux dernières parties, fournissant photos et commentaires, et était présente à cette inauguration, à la conférence de presse qui l'avait précédée et à la réunion de travail qui l'a suivie. C'est dans ce cadre que notre association avait été conviée par le département espagnol « **Mémoire historique** ».

Quant aux discours prononcés à cette occasion par les différents ministres (de la Culture, du Développement et de la Justice) même si habituellement nous n'avons que

peu de goût pour ces déclarations ou promesses de politiciens, nous n'avons noté aucune fausse note ce jour-là, les divers orateurs s'étant bornés à remercier ces « combattants de la liberté » de 1939 ayant non seulement porté au-delà de leur pays la culture et l'âme de l'Espagne en les maintenant vivantes, mais aussi en ayant largement contribué en France à la Résistance et à la lutte contre les nazis. »

Pour nous, association « **24 août 1944** », le travail mémoriel continue que ce soit ici en France ou en Espagne où il reste tant à faire : exhumation des fosses communes où sont toujours ensevelis les « rouges » exécutés par les fascistes, annulation de toutes les sentences prononcées par les tribunaux franquistes, jugement de tous les membres de l'appareil juridico/policier de la dictature franquiste encore en vie et jouissant d'une retraite paisible à l'heure où les relents fascistes empoisonnent l'atmosphère...

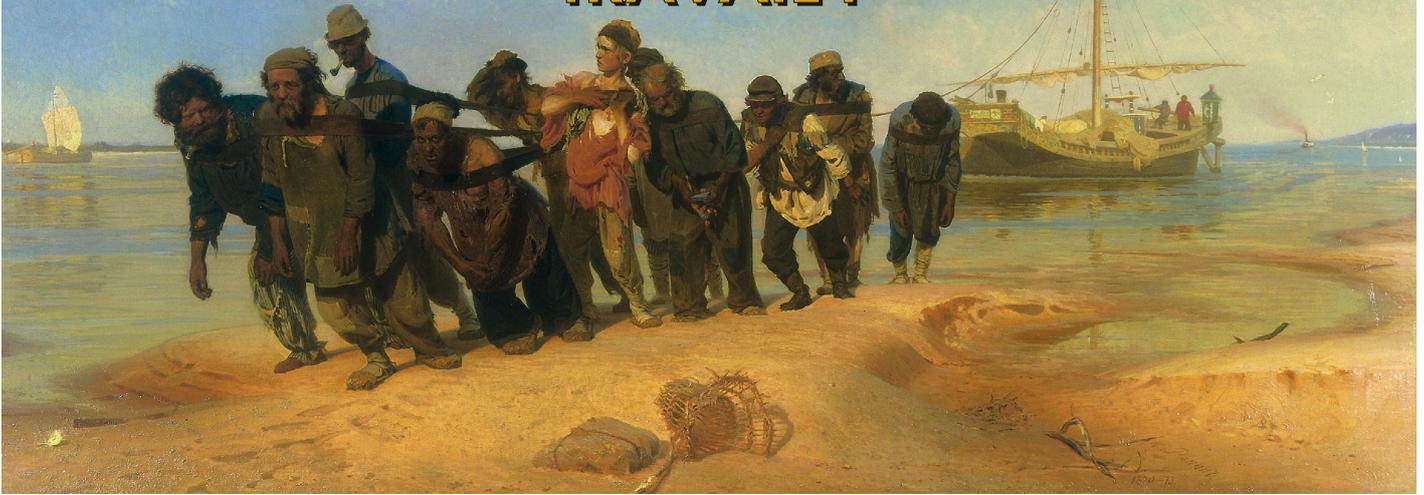
George Orwell l'avait déjà fort bien dit dans son roman *1984* : « *Celui qui a le contrôle du passé a le contrôle du futur, celui qui a le contrôle du présent a le contrôle du passé.* »

À nous de reprendre le contrôle.

Ramón Pino

Groupe anarchiste Salvador-Seguí  
Membre de l'association « 24 août 1944 »

# ON SE CRÈVE AU TRAVAIL, QUE CRÈVE LE TRAVAIL !



## Pourquoi lutter à nouveau ?

Si nous continuons le mouvement social, ce n'est pas par plaisir de taquiner le pavé, par goût des promenades de santé sous la flotte de décembre, par amour du folklore militant ou par pulsion de sacrifier une journée de salaire.

Pourquoi donc lutter, encore et toujours ? Parce que ce vieux monde est puant et va l'être encore davantage. Parce que nous refusons déjà cette piteuse retraite à 62 ans et que leurs 64 ans sont toujours le plafond de l'espérance de vie en bonne santé. Parce que cette réforme permettrait à nos chefaillons à venir de trafiquer les points au gré de leurs lubies budgétaires. Parce que cette réforme flinguera les carrières hachurées, les temps partiels, les salaires de rien du tout – et, bien sûr, ce sont encore les femmes qui trinqueront les premières. Parce que les bouffeurs de homard pourront toujours placer leur épargne-retraite, invités par d'appétissants avantages fiscaux – comme s'ils n'y avaient pas déjà pensé comme des grands. Parce qu'une triste raison comptable d'État nous condamne à baigner dans le régime du moins-disant social au nom d'une « crise » qui n'est pas la nôtre mais celle des possédants, de leur sale besogne de privatisation des profits et de mutualisation des risques et des pertes. Enfin, parce que cette réforme révèle dans sa naïve splendeur la vanité et l'hypocrisie de cette clique de lambins, aussi prompts à se gargariser du nom de « République » qu'à piétiner à coups de grosses Rangers et de mocassins à glands les principes mêmes dont ils se prétendent les héritiers, ceux qui inspirèrent en 1944 à quelques résistants un système de « retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ».

## La grande abdication

Toute une clique de clowns éditocrates pour laquelle l'idée de « pénibilité » se réduit à faire chaque matin en SUV le trajet du XVI<sup>ème</sup> arrondissement de Paris à un studio du XV<sup>ème</sup> et passer la journée sur une chaise à lire des notes préparées par d'autres, nous placera du mauvais côté de l'histoire. On dégoûille déjà sur ces plateaux criards contre le *conservatisme des gens (les gens, ça veut toujours dire les autres)* qui *vivent dans le passé*, refusent de *s'adapter*, d'adouber sans jacter les *réformes* aussi *nécessaires qu'urgentes*. Interdisons-leur l'emploi de ces mots creux : il ne leur restera plus grand-chose à bavasser.

Comme d'habitude, ils y entravent walou. Nous ne vivons pas dans le fantasme d'années passées et dépassées. Si nous ne voulons pas du 2020 qu'ils veulent nous refourguer, ce n'est pas que nous nous idolâtrons 2019, 1944 ou 1936. Contrairement aux grosses machines syndicales et électoralistes, qui échouent à sauvegarder l'existant et meurent au crédit de leurs renoncements, nous exigeons de vivre mieux. Contrairement à ceux qui ont déjà perdu, parce qu'ils partent toujours perdants, et alignent mollement les défilés avec option ballons et mots d'ordre sans gouaille, comme pour dire au pouvoir qu'on ne fait que passer et qu'on ne veut surtout pas déranger, il ne s'agit pas pour nous de vivre « comme avant ». Nous voulons vivre toujours mieux, vivre d'une vie pleine.

## Valeur du travail

Enfumés par l'illusion de travailler pour notre salaire, c'est bel et bien pour eux que nous produisons de la valeur. Pas besoin du *Capital* pour savoir que c'est notre sueur qui paye leurs yachts, leurs vacances, l'école privée de leurs chiards et la clinique de leurs croulants. Que ce sont nos troubles musculosquelettiques, nos angoisses et notre impuissance qui permettent aux banques de se faire chaque année 7 milliards d'euros sur nos seuls incidents bancaires – les sans-dents, ça rapporte – et aux groupes du CAC 40 de redistribuer les deux tiers de leurs bénéfices aux actionnaires contre 5% à nos gueules. Que ce sont les efforts de « ceux qui ne sont rien » qui autorisent les capitalistes à penser qu'ils sont tout. Qu'on claque un « pognon de dingue » pour traquer 60 millions de fraude au RSA et qu'on colle de la ferme aux affamés pour un vol de sandwich, sans se remuer pour les 3 milliards de fraude fiscale de ceux qui ont eu la bonne idée de « traverser la rue » pour se payer un costard.

Mais c'est aussi notre travail qui engraisse l'État, les policiers qui nous tabassent, les huissiers qui viennent nous soutirer notre télé ou notre baraque, les juges qui nous collent en zonzon, les profs qui nous hiérarchisent, les députés qui chouinent de devoir manger des pâtes parce qu'ils ne touchent que 5 000 euros par mois, les militaires qui vont bombarder des inconnus – jusqu'au jour où on les retournera contre nous. Tous ceux-là vivent de nos misères, et pourtant ils sont nos maîtres. Encore et toujours, tout est à nous, rien n'est à eux.

## La valeur-travail

Mais le fond de l'arnaque, le truc par excellence, c'est qu'ils *veulent* nous faire travailler. Il y a bien longtemps que nous n'avons plus besoin de trimer autant pour produire à la hauteur de nos « besoins », même délirants. Si nous continuons à nous éreinter, c'est que le travail a été érigé en vertu, en obligation morale. Parce que le travail est la meilleure école de discipline et d'obéissance, d'ordre et de hiérarchie. Le labeur salarié est un labeur de serf ; un homme qui travaille est un homme dompté ; une femme au turbin est une femme acquise. Leur monde rafistolé ne tiendrait pas une seconde si chacun ne travaillait plus que trois ou quatre heures par jour et occupait le reste de son temps *libre* à l'être réellement – et les mots ont un sens : c'est que le temps de travail est un temps d'esclave. Voilà pourquoi ils nous ont imposé le travail comme unique modalité de réalisation de soi. Mais si on doit se réaliser par le turbin, c'est aussi par lui et en lui (amen) qu'on doit se définir : que l'on essaye donc de répondre par autre chose que par son travail à la question : « Qu'est-ce que tu fais dans la vie ? ». Profession, piège à cons.

Tout cela n'est que magouille et pitrerie, puisqu'ils n'ont plus rien à proposer que des boulots de merde qui ne servent jamais à

produire des choses vraies, qui nous aliènent même la fierté du beau geste ouvrier. Même ce qui fabrique du palpable perd son sens, dès lors qu'on fait pousser des tomates qui finiront dans une poubelle de supermarché (avec de la javel, lois du marché obligent), qu'on produit l'acier ou le plastique d'une trottinette électrique destinée à sombrer dans la Seine avec son lithium pourri après avoir trébuché la crème des imbéciles pour 20 centimes la minute. Mais tout ça, il paraît que ce ne sont plus des vrais métiers : faut s'imaginer aussi, les types ils marchent dans la terre (alors que la terre c'est sale), ils bossent dans des usines (alors que les usines c'est sale), sans se rendre compte qu'ils pourraient comme tout le monde glander en chaussettes dans un *open space* avec du gazon artificiel et un patron-super-copain. Tout ça, c'est déjà un peu du passé, parce qu'on nous condamne à bosser au service d'entreprises elles-mêmes au service d'entreprises au service d'entreprises. Et ce néant n'est même pas le monopole du populo : on se demande toujours à quoi ça peut bien servir, un *chief executive*, un *community manager* ou un consultant en productique – et on espère qu'ils se le demandent aussi.

Mais au fond, le sens du travail est surtout un jeu truqué parce que nous n'avons qu'un seul travail, parce que tout est divisé, atomisé, spécialisé, et qu'il ne nous est pas donné

de cultiver le matin, de fraiser l'après-midi et de chanter le soir sans jamais devenir cultivateur, fraiseur ou chanteur. C'est aussi un jeu truqué parce que nous avons le choix entre un sur-travail débile qui nous arrache la vie, et un sous-travail stérilisant. Va donc te « réaliser au travail » en dormant quatre heures par nuit ou en jouant au Free Cell sept heures par jour, avec sur le dos une clique de contremaîtres en costume qui viennent avec leurs déconnades en franglais t'apprendre comment faire ton boulot.

## Que crève le vieux monde !

On ne luttera donc pas pour la retraite « tout pareil qu'hier », parce qu'on ne marche pas dans la combine. On ne veut pas d'un « progrès » qui signifierait bûcher « un peu moins » comme un dératé, décaniller en faisant un cadavre « un peu moins » amoché, balancé entre quatre planches « un peu moins » *cheap*. On ne veut pas mal vivre aujourd'hui pour survivre à peine demain. On ne veut pas se sacrifier pour que nos enfants aient le droit de se sacrifier. À la lanterne donc, leur travail d'esclave qui n'est et ne peut être qu'une violence, un ennui, une dépendance, un sacrifice, à 64, à 44 et déjà à 24 ans. Nous voulons du travail qui ait du sens, qui ne sente ni la dèche ni la charogne, du travail par volonté et pas pour l'artifice, du travail qui ne soit plus la face visible de la lune alors que notre vraie vie végète dans l'ombre, du travail riche et pas du travail de riches, du travail qui nous fasse respirer, imaginer, labourer, gamberger, usiner, discuter, clouer, aimer, et tout ça dans la même journée : vingt-quatre heures, c'est long si on ne les use pas à l'arbiter. Ivres de rage et d'indignation, nos rangs seront serrés tant que n'aura pas crevé le vieux monde, tant qu'il y aura besoin de clamer les beaux mots qu'Albert Libertad jetait déjà à la gueule des résignés de 1905 :

« Ô je hais la résignation !  
J'aime la vie.

**Je ne veux pas troquer une part de maintenant pour une part fictive de demain, je ne veux rien céder du présent pour le vent de l'avenir.**

**Je me moque des retraites, des paradis, sous l'espoir desquels tiennent résignés, religions et capital.**

**Je ris, de ceux qui accumulent pour leur vieillesse se privent en leur jeunesse ; de ceux qui pour manger à soixante jeûnent à vingt ans.**

**Je veux la joie pour moi, pour la campagne choisie, pour les enfants, pour les amis. Je veux un *home* où se puissent reposer agréablement mes yeux après le labeur fini.**

**Je veux être utile, je veux que nous soyons utiles. Je veux être utile à mon voisin, et je veux que mon voisin me soit utile. Je désire que nous œuvrions beaucoup car je suis insatiable de jouissance. Et c'est parce que je veux jouir que je ne suis pas résigné.**

**Il n'y a pas de Paradis futur, il n'y a pas d'avenir, il n'y a que le présent.**

**Vivons-nous !**

**Vivons ! La Résignation, c'est la mort. La Révolte, c'est la vie ».**

Vera Ščukina,  
groupe La Révolte (Paris).



Pour nous, les petits vieux, à la campagne, le facteur (ou la factrice) fait partie de la famille. C'est une présence. Une présence régulière. Amicale. Toujours prête à rendre service. Certains d'entre nous, dont l'environnement se réduit comme peau de chagrin, s'abonnent à un quotidien, juste pour voir une présence humaine chaque jour. Ah, le facteur ! Quand on n'est pas là où que la boîte aux lettres est trop petite, il rentre chez nous, comme chez lui, et dépose le courrier sur la table de la cuisine. Et pour les colis, il signe à notre place, avec notre accord, pour nous éviter de nous déplacer au bureau, toujours de plus en plus loin.

Sylvie Auconie, 59 ans, factrice à Tulle, en Corrèze, en accord avec une usagère qui le lui avait demandé, a signé à sa place, comme d'habitude, pour un colis. Elle a, pour cela, sur dénonciation (la France éternelle), écopé d'un mois de mise à pied, sans salaire. No comment !

Toutes ces petites attentions, désormais répréhensibles, sont pourtant vantées par la Poste avec force publicité. Mais.. contre 20 € par mois !

C'est cela la différence entre un service public et une entreprise privée !

Camarades petits vieux qui, bêtement, votez pour... vous ne pourrez plus dire que vous n'étiez pas au courant !

Jean-Marc Raynaud

# LES ÉVANGÉLISTES INVESTISSENT LE TERRAIN POLITIQUE

« Il ne devrait y avoir qu'une religion pour tout le monde ; une religion qui nous apprendrait à nous passer d'elle. »

Albert Brie

« La France est la fille aînée de l'Église et Jésus-Christ, le cadet de mes soucis. »

Jacques Prévert

« Le mot du silencieux (Trop cuit pour être cru) »



Les « Masterclass » sont dispensées à des étudiants en cours de perfectionnement ou à un jeune professionnel par un expert. Aujourd'hui, elles se développent en direction de différentes disciplines et notamment la politique !

A moins de 6 mois des prochaines municipales, le samedi 28.09.2019, le Conseil National des Évangéliques de France en a organisé une, inédite, pour les fidèles investis ou voulant s'engager en politique. Journée « placée sous le signe de la pédagogie et de la mise en réseau ».

Initiative qui s'est déroulée dans l'enceinte de l'Église Paris-Métropole (Paris XIe). Y participaient « 10 conseils bibliques », qui dispensaient les éléments de langage pour ceux qui voulant s'engager politiquement. Elle était animée par le pasteur Eric Denimal. A certaines tables rondes ou ateliers participaient de nombreux élu.es.

Thème principal : réfléchir sur la force et les faiblesses de l'engagement politique des chrétiens et apprendre à témoigner de sa foi au sein des partis politiques.

Idee fondamentale : les Églises évangéliques deviennent des lieux de débats et s'investissent en politique en prônant l'exemple d'une gouvernance plus réfléchie et plus humble. Sic !

Dans la ligne de mire politique des Églises évangéliques, la remise en cause de la loi de 1905 (séparation des Églises et de l'État) et de l'article 26 (interdiction de tenir des réunions politiques dans les locaux servant habituellement à l'exercice du culte), article aujourd'hui quasiment caduc !

Lors de cette journée de formation, des questionnements de fond comme : « Dans le cadre de la laïcité française, comment un élu peut-il vivre sa foi, aujourd'hui ? » William Tchamaha, cadre de 46 ans, tête de liste en 2020 du mouvement radical, social et libéral, dans la commune de Petit-Quevilly, 76. Ou encore : « J'ai été un temps tiraillé entre ma foi et la politique. Pendant des années, j'ai rejeté cette « compatibilité », mais je me suis finalement lancé » Patrice Anato,

député LREM du 93.

« Ce qui m'a poussé à m'engager, c'est le souci de l'autre, du prochain », renchérit Franck Meyer, président du Comité Protestant évangélique pour la Dignité Humaine et maire de Sotteville-sous-le-Val, 76. Voilà un individu pas très franc du collier qui avance plutôt masqué. Un temps membre de l'UDF, du Modem, puis de l'UDI, il est maintenant au NC (Nouveau centre, parti fondé en 2007 sous le nom de parti social-libéral européen). Le mélange des genres ne le gêne pas, ni la loi de 1905. Il pratique une forme de prosélytisme totalement décomplexé en tant que maire et président du CPDH. Sic !

Le CPDH regroupe des chrétiens issus de tout le protestantisme français et européen et a pour objet de promouvoir : le respect de la dignité humaine ; la défense et la protection des droits de l'enfant, de la femme, et de l'homme d'une manière générale ; la protection du droit à la vie et de tout être humain, de sa conception jusqu'à sa mort naturelle.

Sous des mots se voulant humanitaires, suinte dangereusement cette idéologie fascisante puante qui envahit le pays... chère à Sens commun, à la Fondation Jérôme Lejeune, anti avortement, et à la Manif pour tous, collectif d'associations opposées à la loi sur le mariage pour les personnes de même sexe.

Encore avec plus de précision : « Il est conseillé de rejoindre activement les équipes municipales (entrisme oblige) pour ne pas être déconnecté de l'actualité politique et sociale et de s'interroger sur la place de la parole de l'évangile dans l'espace public » Thierry le Gall, directeur du service pastoral du CNEF.

Pour les « fidèles » qui n'auraient pas bien compris, Julie Lagui, présidente de l'association Citoyennes en rajoute une louche : « Nous devons encore réfléchir à la création de nouveaux réseaux, en 2020, les chrétiens ne doivent plus avoir peur de se lancer en politique. »

Toute cette engeance se sent pousser des ailes, dans la mesure où l'exemple vient du

grand frère étasunien et « bon samaritain » D.Trump. Ne vient-il pas de recruter une « conseillère spirituelle », sa pasteur personnelle, Paula White, une télévangéliste qui l'accompagne dans ses réunions, ses meetings et déplacements, où cette nantie prône la « théologie de la prospérité », qui dit que « la pauvreté est une punition de Dieu ». Heureusement que ce Dieu est miséricordieux, sinon qu'est-ce que ce serait ! Trump fait des émules, à l'image de cette Julie Graziani, militante de la MPT, éditorialiste de *L'Incorrect*, torchon où M. Maréchal est invitée régulièrement. Julie Graziani, elle, est pressentie pour dispenser la bonne parole sur LCI. C'est ainsi que le 4 novembre dernier D. Pujadas lui demanda de commenter le bref échange entre Macron et une jeune femme rouennaise.

Macron : « Ça va ?

- Non, répond la jeune femme. Seule avec deux enfants, au SMIC, je ne vois pas comment on peut s'en sortir... »

Commentaire de cette infâme montrant à quel point cette personne abjecte méprise le peuple et qui plus est, les pauvres : « Je ne connais pas son parcours de vie. Mais qu'est-ce qu'elle a fait pour se retrouver au SMIC ? Est-ce qu'elle a bien travaillé à l'école ? Est-ce qu'elle a suivi des études ? Et puis, si on est au SMIC, faut peut-être pas divorcer, dans ce cas-là. »

Quelle violence ! Cette mégère vit dans un autre monde. Voilà ce qui nous attend si nous ne réagissons pas, la peste brune et puante va s'abattre sur le pays.

« Aucune religion, n'a aidé l'homme à vivre librement. Ceux qui s'en réclament imaginent qu'ils veulent la liberté alors que tout ce qu'ils veulent, c'est la sécurité émotionnelle, intellectuelle, psychique. Une sécurité qu'ils pensent dans la parole de leaders qui ne demandent qu'à leur dire ce qu'il faut faire, penser, croire et faire. »

Vimala Thalar - *Considérations sur un parcours ordinaire* par Jean-Claude Gilmont

Justhom

## QUE SE PASSE-T-IL ?

C'est une préoccupation, certes pas nouvelle, mais qui est de plus en plus manifeste, semble-t-il. Nos publications sont intéressantes, les idées, les actions, le mouvement anarchiste sont souvent cités de manière positive, notre Radio-Libertaire est une des plus anciennes radios libres et écoutées, y compris sur le web, les livres faisant référence à l'anarcho-syndicalisme sont abondamment lus, empruntés dans les bibliothèques, d'autres traitant par exemple de l'émergence de l'État dans les civilisations dites primitives, et rejoignant ainsi nos propres réflexions, sont copieusement commentés ; en bref, nos convictions, nos modes d'action passés et présents, alimentant notamment l'aspiration vers un autre type de société (à NDDL, Bure, etc.) ont le vent en poupe !

Et pourtant, malgré notre présence maximum sur les lieux de revendication (en considérant notre petit nombre), nous n'arrivons pas à créer de l'empathie suffisante auprès des jeunes générations. Et pour se renouveler, il faut quand même un minimum d'adhésion (sic), voire plus, de celles-ci.

Nos façons de militer ne seraient plus adaptées ? Pourtant, diffuser nos idées par les distributions de tracts, les collages, ventes à la criée du ML sont incontournables. Bien sûr, il y va de la régularité, de la permanence sur le terrain, dans les librairies que notre mouvement anime, ce qui n'exclut pas la participation de solidarité envers des squats, des lieux de vie, des salarié.e.s menacé.e.s de licenciement. C'est prenant, fatigant, usant, mais comment faire autrement ? Nous avons bien des faiblesses, mais nous essayons de nous mettre au goût du jour (sans lui courir derrière, non plus...) sur Internet, Facebook : nous sommes propres, prenons des douches, alors quoi ? Le capitalisme,

l'État et les curés sont continuellement présents, eux, et menacent quotidiennement nos droits, nos conditions, nos pensées.

Alors que la répression contre le mouvement social se durcit davantage, que la marche en avant vers une société de plus en plus libérale, où l'individu risque d'être intégralement marchandisé, est de plus en plus prégnante, il conviendrait d'être partie prenante, solidaire et acteur de toute forme de lutte, qu'elle concerne les retraité.e.s, les salarié.e.s, la défense de la planète et surtout de tout ce qui y vit et respire, les plus jeunes face au formatage accéléré et la discrimination sociale que les différentes casses de l'éducation, de l'Université veulent leur assener.

Il faudrait donc que le lien social puisse être maintenu entre générations, notamment par le partage de cultures nouvelles, d'autres formes mêlant plus intrinsèquement le fun, la réflexion et l'action. Même s'il est parfois difficile de faire cohabiter des tranches d'âge éloignées l'une de l'autre, c'est certainement d'une mobilité d'esprit plus grande dont nous devrions faire preuve, et cela chez les plus anciens comme chez les plus jeunes.

Les mobilisations récentes contre le réchauffement climatique, les occupations d'habitations vides au profit des migrant.e.s, les ZAD, montrent que le potentiel est bien présent, que la spontanéité sur certaines actions ne fait pas défaut à la jeunesse. De même, les signes de solidarité ponctuelle ne manquent pas : lorsqu'un lieu, une librairie animée par une groupe FA est exposée à de graves ennuis d'ordre financier, par exemple, immédiatement l'entraide intervient, manifestée entre autres, par des groupes plus jeunes.

Autrement dit, le ressort existe, mais la fluidité dans les deux sens fait défaut : d'un côté, les plus anciens, « sérieux », et de l'autre, les plus novateurs, maîtrisant mieux le langage, la pratique apte à capter les aspirations de leur tranche d'âge. Je n'ose pas croire que la parcellisation, la coupure à laquelle nous assistons dans toutes les strates de la société ne nous épargne pas non plus. Les militants FA, blanchis sous le harnais, ont toujours manifesté, y compris aujourd'hui, une volonté d'ouverture, d'écoute, de souplesse d'esprit. Et il en est certainement de même chez les militants plus jeunes, aux pratiques différentes.

Alors, qu'est-ce qui ne prend pas, ou alors difficilement ? Là où l'on assistait, il n'y a pas si longtemps, à une mixité générale de générations, le mouvement s'est quasiment arrêté. Est-ce l'organisation qui effraie ? Pourtant, et c'est particulièrement vérifiable ici, l'organisation ne signifie nullement mutilation, étouffement des personnalités, sensibilités. Les groupes FA expriment l'autonomie la plus large possible dans leur fonctionnement, leur investissement, et jusqu'à l'intérieur de ceux-ci. De même, si l'organisation peut ressembler, de loin, à un rituel plan-plan, elle est indispensable pour recueillir comme un réceptacle, l'écho des luttes sociales et plus générales.

Donc, comment allier de nouveaux types d'action, certainement nécessaires et exprimés par les plus jeunes générations et un socle qui a démontré et démontre son incontournable nécessité ?

Guy  
Groupe de Rouen



# LA VIOLENCE, UN MONOPOLE !

## Le cœur de l'État, c'est un nerf (de bœuf)

**Cet article est dédié aux Amajaunes, en particulier à Lisa, fière berbère du rond-point Casino, deux fois blessée au torse par un tir de LBD, et à Zineb Redouane, morte.**

On définit communément l'État comme « [...] le monopole de l'usage légitime de la force physique sur un territoire donné » (1). La violence est son cœur car elle seule lui permet de contraindre nos vies et nous priver du fruit de notre labeur. Son prélèvement – l'impôt – impose au peuple de financer le train de vie et les décisions des princes, ainsi que ses gardiens. Mais la force est coûteuse et peu efficace, il faut à l'État notre consentement, il lui faut nous domestiquer, tout comme on le fait avec les *animaux utiles*. C'est donc la justice – et l'école en remplacement de la religion – qui définissent le cadre d'un consentement pragmatique relevant de l'ordre du « moindre mal », dans lequel chacun intègre les normes et devient son propre policier. En complément, car toute société nécessite du commun, l'État s'approprie la mise en place et la gestion de certaines grandes infrastructures et services partagés par le grand nombre. Enfin il faut légitimer les maîtres de la violence ; après quelques millénaires de tâtonnements, la république et le scrutin universel peaufinent le maquillage légitimant, créant l'illusion de choisir librement des dirigeants dont on aura été persuadés qu'ils sont nécessaires.

## Écrasement judiciaire d'un soulèvement populaire

De la théorie à la pratique... nous avons assisté et, pour beaucoup, participé à une année de révolte quasi permanente des membres des classes moyennes et des précaires. Les « noface », les invisibles du champ politique se sont soudainement réveillés, revêtant le Gilet Jaune, emblème inattendu de la révolte. Une révolte des plus profondes, car sociale, déclenchée par une augmentation de trop du « coût de la vie ». Une goutte de fioul a fait déborder le vase plein à ras bord. Tellement plein de déceptions, de difficultés, d'inquiétudes, d'humiliations et de mépris qu'il ne s'arrêtait pas de couler. Un vase plein d'excréments qu'il fal-

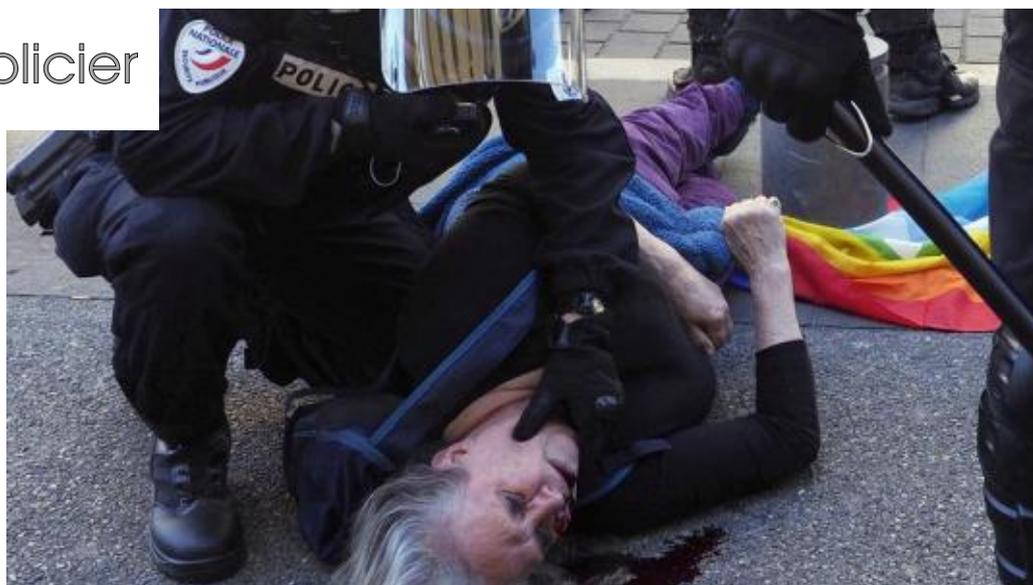
lait vider à ses sources, dans les grandes villes de préfectures, et à Paris sur les lieux symboliques du capital et de l'État : Champs Élysée, Arc de Triomphe, Fouquet's, quartiers chics...

Déstabilisé, l'État a réagi d'une manière extrêmement brutale, déclenchant contre un mouvement populaire et massif soutenu, une violence que l'on avait oubliée. Il est monté en force sur ses deux fronts baptismaux : police dans les rues et justice derrière les murs. Le bilan provisoire judiciaire officiel, du premier acte jusqu'au 30 juin 2019, recense 3 163 condamnations,

dont un millier à de la prison ferme – de quelques mois à trois ans – et 400 avec mandat de dépôt. Un nombre de prisonniers politiques inimaginable il y a un an, un assaut judiciaire inédit contre un mouvement social sans précédent. Sur près de 11,000 garde-à-vues seules 2200 ont été classées sans suite. Les yeux bandés, la justice républicaine porte une balance... bien mal en point. Son bandeau l'empêche de voir celui que porte les éborgnés et sa balance bien mal tarée, a perdu tout sens de l'équilibre. Aucune condamnation n'a résulté des plus de 400 plaintes initiées par des Gilets Jaunes et leurs soutiens.

## Écrasement policier

La violence policière, elle, est encore plus directement perceptible, car c'est dans nos rues qu'elle s'en prend aux corps qu'elle abîme, blesse ou tue. Les caméras et les micros des smartphones qui sans se lasser la capturent, ont rendu visible à tous le basculement de l'année 2019. La « Loi travail », la ZAD de Notre Dame des Landes ou celle de Sivens avaient déjà été l'occasion d'avoir à « tenir le terrain », de rester là où l'on est, et constater la progression du degré de violence d'État. On s'était progressivement habitué à la possibilité des affrontements, acclimaté à la montée de la violence policière. Le mouvement des Gilets Jaunes a fait littéralement exploser le compte. Les faits sont là, incontestables, et si l'on ne peut s'empêcher de quantifier, de compter ce qui ne devrait pas être, les innombrables brutalités policières qui ont juste abîmé ou terrifié les Gilets Jaunes ont formé un très vaste socle peu visible de la violence d'état. Ne sachant ni comment se protéger,



ni quand avancer, reculer, ou parfois fuir, c'est dans les gaz, les coups et le sang qu'ils l'ont appris. De surcroît, très naïvement, ils se sentaient – le peuple – légitimes à occuper les lieux du prestige national – la constitution nous raconte un peuple souverain, donc légitime sur les lieux symboliques du pouvoir. Mal leur en a pris, car tout comme la violence la légitimité territoriale ne se partage pas, elle n'appartient qu'à l'État. Bru-

talités donc, assauts, et un bilan extrêmement lourd. Nombreux sont les Gilets Jaunes, hommes et femmes, dont les nuits sont maintenant hantées par les cauchemars post-traumatiques ; plus de 100 personnes ont été blessées à la tête et 24 d'entre elles ont perdu un œil.

En quelques mois, la police a blessé autant de manifestants qu'en vingt ans.



## Des maux et des mots

Il fallait faire peur et décourager les gens, et la force le plus souvent, finalement l'emporte. Mais nous l'avons rappelé, elle est très coûteuse et inefficace. Le combat est aussi celui des mots et des symboles, cette violence doit à tout prix paraître légitime. Et le prix symbolique de la victoire étatique a été gonflé par plusieurs condamnations internationales très officielles : le Conseil de l'Europe, le Parlement européen et l'ONU. Jusqu'à Poutine qui a pu se permettre de faire la leçon à Macron. Il est donc monté en première ligne sur le front de la violence symbolique, celle du langage déclarant par exemple : « Ne parlez pas de répression ou de violences policières, ces mots sont inacceptables dans un État de droit ». Mais comme on sait, « Dans l'Macron, rien n'est bon », pas même le cerveau. Il n'est pas besoin d'être d'Aristote, le génial père de la logique, pour conclure formellement de sa pauvre déclaration que cet État n'est pas de droit, que sa violence n'est pas légitime (3).

## Le siècle des émeutes ?

Un effet de loupe nous a incité à considérer ici la France en détail, mais si l'on regarde au-delà, on pourrait presque dire que si le 19e siècle a été, en Europe, le siècle des révolutions, ce début du 21e est, dans le monde, celui des émeutes. Aucun continent n'échappe à l'épidémie.

Après deux siècles de pratique, on constate 50 millions de victimes de leurs guerres, et la précarisation massive de leurs populations, un bien sombre bilan... la légitimité des états-nations est très largement érodée. On n'y croit plus maintenant dans ce futur, on le redoute, et c'est peut-être une des

raisons de la présence massive des femmes dans ces révoltes ! En Iran, en Irak,

au Liban, en Algérie, au Kenya, au Mali, en Colombie, et tant d'autres ! Jusqu'au Chili, le « bon élève de l'Amérique de Sud », la vivante publicité des bienfaits du néolibéralisme ; jusqu'à Hong-Kong, la vitrine dorée de la finance mondialisée... C'est une litanie sans fin, la liste des pays ou les peuples refusent la légitimité de la violence étatique au risque parfois de leur vie, pour occuper les rues, les places, les ronds-points, les bâtiments et coûte que coûte garder le terrain – leur terrain. Si en France, l'État se retient de tuer de sang-froid, on voit doublement émerger cette perspective inédite. En haut de la pyramide qui nous écrase, les gouver-

nants assument froidement et sans retenue les violences policières, comme lors de cette déclaration de Macron, toujours lui, commentant l'agression brutale d'une femme de 73 ans, Geneviève Legay, pacifique militante d'ATTAC, lors d'un acte des Gilets Jaunes à Nice. Alors qu'elle est hospitalisée, grièvement blessée à la tête, le président lui dicte péremptoirement sa conduite : « pour avoir la quiétude, il faut avoir un comportement responsable ». Coucouche panier, Geneviève, s'occuper des petits enfants, pas de politique ; et surtout rester à la maison ! Et tout en bas de la pyramide, frime ou panique, c'est sans problème apparent que gendarmes ou policiers sortent et brandissent le pistolet de service au sein des manifestations.

## Quelles formes de résistances ?

Face à cette montée de la violence étatique à l'échelle mondiale, on assiste à une double réponse des sociétés. On la perçoit dans la croissance de la taille et de l'organisation des cortèges de tête, et dans celle de la désobéissance civile. Déployant de vastes actions de blocages pour recruter toujours plus de militants que la violence ferait fuir, les activistes écologistes promeuvent une désobéissance civile absolument non-violente.

Et en lien enfin, avec la présence toujours plus importante au niveau mondial des « cortèges de tête », la tactique des Black Blocks convoque toujours plus de ces manifestants libres de tous mots et services d'ordre. Cette forme d'action qui s'est maintenant partout déployée est devenue en quelques

années la forme mondialisée du refus radical du capitalisme et de l'État. Pour prendre deux exemples actuels, des front-liners de Hong-kong aux encapuchados du Chili, on retrouve les mêmes codes et méthodes. Les blocs sont applaudis et activement soutenus par la population qu'ils protègent. Les violences des manifestants, quand il y en a, sont exclusivement portées contre des symboles du capital et de l'État, et hormis les archers de Hong-Kong, l'équipement reste purement défensif, au point que les préfectures communiquent glorieusement lorsqu'elles découvrent des casques à vélo ou des masques de protection contre les gaz. Le monopole de la violence reste encore bien intact !

Nuage Fou

- 
- 1) Dans *Le Savant et le Politique* Max Weber, un des fondateurs de la sociologie, nous donne cette définition, devenue classique.
  - 2) C'est le nom donné par les manifestants du Hiraq algérien à l'oligarchie étatique et économique qui contrôlent de fait les destinées des Algériens.
  - 3) Il s'agit ici de la méthode de la « contraposée » qui dit que Si « P implique Q » on a également « non-Q implique non-P ». Macron nous dit en fait que « Des violences policières IMPLIQUENT que l'État n'est pas de droit ». Or tout un chacun constate des violences policières. On en conclut donc que l'État n'est pas de droit.

# « ON PEUT FAIRE AUTREMENT. »

## Notre culture

Quiconque, quotidiennement, fait l'expérience que ce qu'il fait d'une certaine façon ; il peut le faire d'une autre façon, que ce soit à propos de la cuisine, du bricolage, pour ouvrir une boîte récalcitrante, etc. Tout simplement, il n'y avait pas pensé.

À un niveau supérieur, c'est l'opération que nous avons entreprise en faisant l'exploration d'une non-violence libertaire, ou d'un anarchisme non-violent, ou de la désobéissance libertaire ; il s'agit de traiter de la violence et de la non-violence dans l'anarchisme, étant entendu que les mots peuvent être chargés de plusieurs sens et en changer au cours du temps.

On s'accorde pour dire que c'est Proudhon qui en 1840 donna un sens positif au mot « anarchie ». L'anarchisme est multiple, pluriel : communisme libertaire, anarchisme individualiste, anarcho-syndicalisme, éducationnisme, insurrectionnalisme et même anarchisme sans adjectif ; cette dernière position était défendue dès 1890 par Tarrida del Marmol dans *La Révolte* et se prononçait contre tout dogmatisme et pour la plus grande liberté d'interprétation des fondements communs.

## Notre imaginaire

La question de la violence ou de la non-violence dans l'anarchisme est, dit-on, un vieux débat, un débat sans fin et un faux débat. Rappelons cependant quelques dates. C'est en 1871, en Suisse, que des anarchistes se réunissent et créent la Fédération jurassienne. En 1872, l'anarchisme historique, en tant que force organisée, voit le jour au Congrès de Saint-Imier. Dans les années qui suivent, le mouvement ouvrier croît et développe entre autres, un fort courant antimilitariste qui menace de grève générale les fauteurs de guerre. Avec pour résultat qu'en juillet 1914, une majorité d'hommes quittent le travail pour... aller à la guerre. Qu'est-ce qui n'a pas marché ? La réponse gît, à notre avis, dans un texte vieux de plus de 2000 ans. Bien que ce soit une femme qui parle, cela concerne tout le monde : « De plus, nous sommes soumises à ceux qui sont nos maîtres, Il nous faut obéir à ces ordres, et à d'autres encore plus douloureux. » Ismène dans *Antigone* de Sophocle, 442 avant notre ère.

Si, en 1924, Romain Rolland emploie pour

Nous savons que pour le grand public et la presse en général, c'est le côté violent de l'anarchisme qui l'emporte : un événement sans violence est sans intérêt pour le journal quotidien, de même qu'on ne parle pas des trains qui arrivent à l'heure.

Il ne s'agit pas de nier le côté violent de l'anarchisme ; c'est l'histoire ; c'est la réalité ; c'est Ravachol, c'est Émile Henri, c'est la bande à Bonnot ; en 1936, en Espagne, c'est l'insurrection en armes, la militarisation des milices n'en étant que la conséquence ; c'est la Makhnovtchina en Ukraine, etc. Georges Simenon, dans *La Tête d'un homme* (1931), écrit à propos d'un de ses personnages : « Peut-être ! Il y a vingt ans, il serait devenu un anarchiste militant et on l'aurait trouvé lançant une bombe dans quelque capitale. Mais ce n'est plus la mode. »

Il n'empêche, cette image de l'anarchiste perdure, et Simenon a contribué à sa propagation par le succès de ses ouvrages. Mais il y a un côté plus discret de l'anarchisme dont on peut situer la naissance – certains se réclameront d'autres sources – dans le *Discours de la servitude volontaire* d'Étienne de La Boétie qui écrivait à propos

des tyrans :

« Et si on ne leur baille rien, si on ne leur obéit point, *sans combattre, sans frapper*, ils demeurent nus et défaits et ne sont plus rien, sinon que comme la racine, n'ayant plus d'humeur ou aliment, la branche devient sèche et morte. »

On pourra ainsi trouver là un propos au plus proche de notre culture pour poser les bases d'une non-violence libertaire, car anarchisme et non-violence s'interpénètrent, l'un conduisant à l'autre et vice versa, en toute logique ; il resterait à développer cette argumentation remettant en cause les idées les mieux installées de tout un chacun.

En attestent l'action et les écrits de Vinoba Bhave, un disciple de Gandhi ; en témoigne un Tolstoï antiétatique.

« Si nous croyons que l'État doit mourir par dépérissement, pourquoi ne serait-ce pas cette année ? », déclarait Vinoba Bhave en 1952. (1)

« Tout gouvernement, à plus forte raison celui qui dispose d'une force armée, est la plus terrible et la plus dangereuse des institutions existantes. » (« Inutilité de l'État », p. 66) (2)

la première fois le terme de « non-violence », c'est, en 1965, la naissance du groupe et de la revue *Anarchisme et non-violence*. En 2000, trois ans après sa création, la revue *Réfractations* (n° 5) et son collectif ont abordé cette question dans un numéro intitulé « Violence, contre-violence, non-violence anarchistes ». Et, en 2018, soit trente-cinq numéros plus tard (n° 40), ce même collectif publie un article au titre évocateur :

« Comme un disque rayé : Violence et résistance politique » qui aborde à nouveau cette question tout en affirmant : « Je ne veux pas m'engager ici dans le débat "violence ou non-violence". C'est une discussion idéologique et moralisante très peu pertinente pour nos actions et très artificielle », écrit Gabriel Kuhn.

Jamais les tentatives d'action violente ne sont évaluées en termes de réussite. Le débat reste toujours sur un plan philosophique, mémoriel et enfermé dans la croyance en l'inéluctabilité de la révolution insurrectionnelle.

À l'inverse, Erica Chenoweth et Maria J. Stephan (3), des universitaires américaines, en *rassemblant un grand nombre d'événe-*

*ments* ont fait ce travail dans un livre. Il y est étudié l'efficacité des mouvements violents et non-violents en conflit avec les pouvoirs d'État entre 1900 et 2006. Elles n'ont pas pris en compte les mouvements terroristes mais, disent-elles, « notre étude montre pourquoi ils n'ont pas réussi ». Les auteures démontrent que 53 % des mouvements non-violents ont été des succès alors que ce ne fut le cas que de 26 % des actions violentes. Aujourd'hui, au XXI<sup>e</sup> siècle, la capacité d'intervention des États n'a jamais été aussi forte en termes de pouvoir de destruction. Ce qui s'est passé en Syrie l'illustre hélas fort bien.

La question de la violence est donc posée depuis longtemps dans notre espace culturel. De même elle irrigue profondément l'imaginaire révolutionnaire. De tous côtés, on se heurte à la problématique de savoir ce qui est légitime ou ne l'est pas. Entre se laisser faire, ne pas se défendre ou considérer l'autre comme un ennemi à tuer, n'y a-t-il pas un troisième chemin ? De deux solutions, ne faut-il pas prendre la troisième, même si elle nous semble contre nature ? C'est ce à quoi nous t'invitons, toi qui nous lit.

## Notre histoire

Cela dit, on peut lire dans *Pour un anarchisme du XXI<sup>e</sup> siècle* (2018), une brochure des éditions du Monde libertaire, des phrases comme : « En un mot : aucune apologie de la violence n'est acceptable, car nous la haïssons plus que tout. »

Un texte de Rudolf Rocker, « Les aléas de la révolution » paru le 10 avril 1954 dans *Contre-courant*, la revue de Louis Louvet (seconde série, n° 61), et qui fut traduit par René Fugler, a retenu notre attention.

« Le fait est que la plupart des grands précurseurs d'une conception libertaire de la société, dans les périodes historiques les plus diverses, n'ont pas été partisans d'un bouleversement violent et qu'ils firent porter le plus grand poids de leur activité sur l'éducation de l'homme et sur le développement organique de ses capacités intellectuelles... » Plus loin, à plusieurs reprises, il énonce des propos qui en choqueront plus d'un : « Il y a toujours entre la révolution et la réaction des liaisons internes que l'on ne doit pas négliger... »

« De là vient que, si souvent, d'anciens révolutionnaires dévient consciemment ou inconsciemment dans le camp de la réaction. » « La Révolution anglaise conduisit à la dic-

tature militaire de Cromwell et donna lieu à l'oppression sanglante de l'Irlande [...]. La Grande Révolution française, qui avait commencé si brillamment, déboucha finalement dans la Terreur des Jacobins qui [...] frayèrent la voie à la dictature militaire de Napoléon. [...] La Révolution russe, qui éveilla de si grands espoirs dans les peuples accablés par la Première Guerre mondiale fut, dès la première année, immolée à la dictature des "révolutionnaires professionnels". »

Bien sûr, les auteurs qu'il cite en s'appuyant sur l'historien Max Nettlau ne sont en rien des « professionnels » et encore moins des révolutionnaires violents ; de plus, souvent, pas du tout liés au mouvement ouvrier mais, quand même, pensons-nous, des révolutionnaires à leur façon : il s'agit de Lao-tseu, Zénon, Godwin, Warren, Proudhon et de quelques autres.

Et, de son côté, Emma Goldman écrit : « Si je devais me décider à devenir active en Russie, leur expliquai-je, le soutien de Makhno ne m'appâterait pas plus que l'offre de Lénine par l'intermédiaire de la III<sup>e</sup> Internationale. Je ne niais pas les services rendus par Makhno à la révolution dans son

combat contre les forces blanches, ni le fait que son armée de *povstantsy* était un mouvement de masse spontané des travailleurs. Cependant, je ne croyais pas que l'anarchisme eût quoi que ce soit à gagner de l'activité militaire ou que notre propagande dût dépendre des avantages militaires ou politiques gagnés. » (4)

On ne citera qu'un extrait de la correspondance de Kreszentia, dite Zenzl, compagne d'Erich Mühsam, tout en pointant la touche finale. À Fritz Picard, libraire, ami d'Erich Mühsam depuis 1925. Berlin-Pankow, 28 janvier 1959 : « Au cas où tu aurais encore dans ta librairie le *Mahatma Gandhi* de Romain Rolland et des albums de dessins de Welti (je crois qu'ils sont sortis jadis à Munich chez Hanfstaengl), j'aimerais les avoir comme cadeau pour mon 75<sup>e</sup> anniversaire. » (p. 112) (5)

Il serait sans doute souhaitable de publier un florilège de ce genre de citations, ne serait-ce que pour montrer des aspects de la pensée libertaire que l'on maintient plus ou moins volontairement occultés.

Si l'on se penche sur l'archéologie de la vi-

## Se défendre

olence, à n'en pas douter, pour certains, la violence est l'accoucheuse de l'histoire. Pour d'autres, l'histoire de l'humanité est le résultat de sa capacité d'entraide. Ce qui nous importe est de comprendre comment l'idée de la conquête du futur humain est passée par la nécessité de prendre les armes.

Il est courant de justifier l'usage de la violence par la violence subie. Il est de bon ton d'excuser la vengeance armée manifestée par des esclaves révoltés des colonies françaises et de voir dans ce processus comme une justification mémorielle pour ce qui peut se passer aujourd'hui. Elsa Dorlin dans son ouvrage fort documenté, *Se défendre* (6), présente en son début comme une marque du racisme blanc les supplices appliqués à des Noirs antillais révoltés.

C'est un peu vite oublier que ce genre de pratique relève de la normalité quand l'esclave se révolte. Dans ces cas, le racisme est tout à fait secondaire ; seul le refus de voir qu'un moyen de production qui échappe à son propriétaire peut motiver au fond, ce genre d'actes. Rappelons les crucifixions en série qui bordèrent la Via Appia, de Rome à Capoue, après la défaite des compagnons de Spartacus.

Il faudra attendre l'arrivée au pouvoir du christianisme pour que soit posée la question de l'usage de la violence par les autorités. Ce sera d'abord la question de la guerre juste, qui sera abordée puis, plus tard, celle de l'usage légitime de la violence. À propos de cette dernière, le nom à retenir est Grotius (7). Né dans les futurs Pays-Bas, tout à la fois juriste, humaniste, diplomate et avocat, il publiera *Le Droit de la guerre et de la paix*, livre de grande importance selon les historiens. Dédié au roi français Louis XIII, l'auteur déclare : « Je voyais dans l'univers chrétien une débauche de guerre qui eût fait honte même aux nations barbares : pour des causes légères ou sans motifs on courait aux armes, et lorsqu'on les avait une fois prises, on n'observait plus aucun respect ni du droit divin, ni du droit humain, comme si, en vertu d'une loi générale, la fureur avait été déchaînée sur la voie de tous les crimes. »

Cette question de la violence d'État, c'est-à-dire : « Qu'est ce qui est légitime ? », l'Église chrétienne avait tenté de régler cette question par les écrits de certains Pères de l'Église. Augustin (354-430) d'abord puis Thomas d'Aquin (1225-1274). Le premier

affirme : « L'injustice de l'ennemi imposant au sage de faire une juste guerre. [...] Car, enfin, il ne peut faire une guerre juste que pour punir l'injustice de ses adversaires, et cette injustice des hommes, même sans le cortège de la guerre, voilà ce qu'un homme ne peut pas ne pas déplorer. »

**La Cité de Dieu**, XIX, 7.

Pour le second, la guerre ne peut relever que de la puissance publique, sinon elle est un crime, et elle ne doit avoir lieu que pour faire triompher le bien commun.

L'histoire nous montre de tous les temps, que le *bien commun* est toujours celui du détenteur des moyens de la violence. Régulièrement, des mouvements de révolte se saisissent de ces moyens, c'est-à-dire les armes, pour faire advenir leur bien commun. Et, tout aussi régulièrement, les détenteurs « légitimes » de ces moyens réduisent ces poussées « illégitimes ». Il va falloir attendre la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup>-II<sup>e</sup> siècle pour que le transfert des moyens armés soit légitimé. D'abord avec la Guerre d'indépendance des colonies britanniques (1775-1783) puis lors de la Révolution française à partir de 1789 quand le peuple prend les armes.

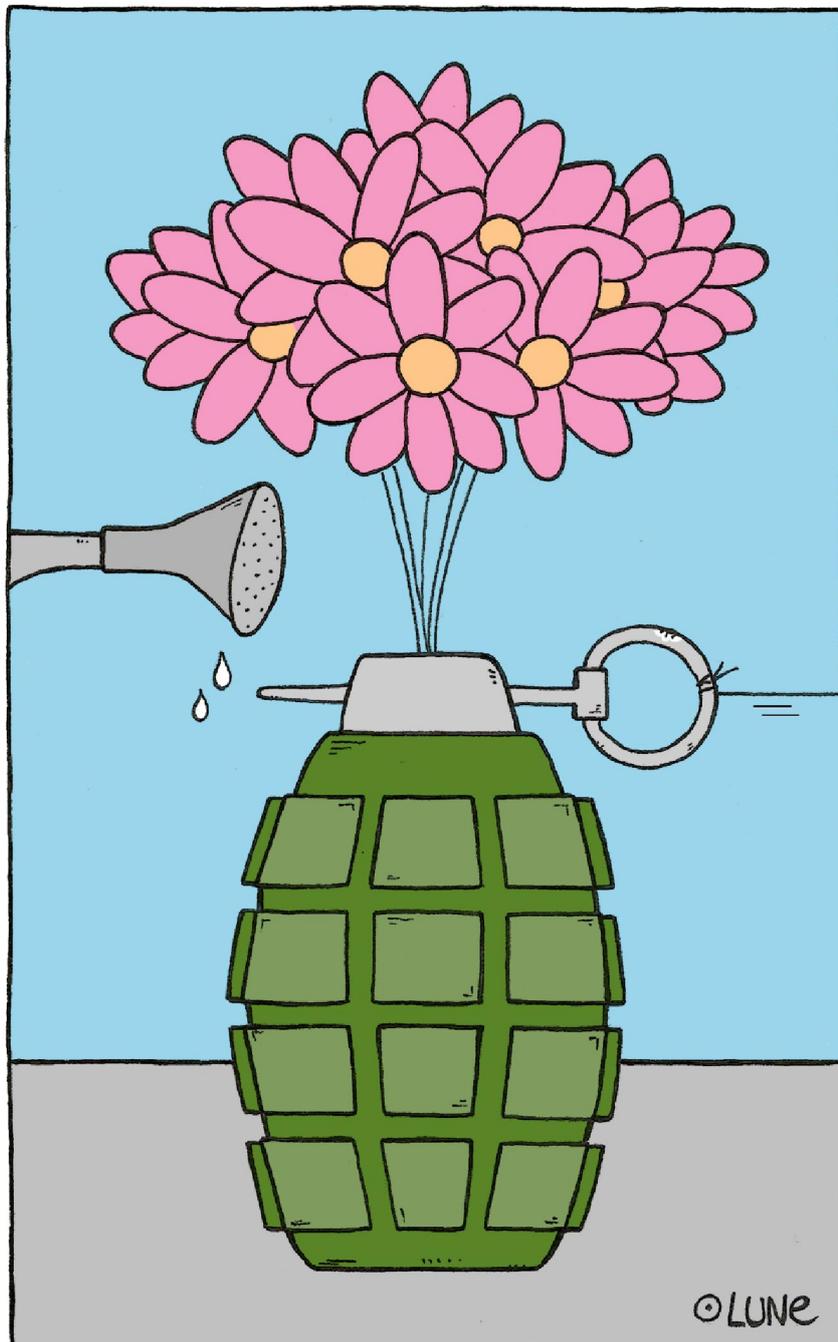
## Pour mémoire

La non-violence n'était pas encore inventée. On s'accorde pour dire que c'est Gandhi qui – sans pour autant imposer un mot pour la qualifier –, par son action, mit en lumière cette forme de combat. Gandhi employa le terme d'« ahimsa » : respect de la vie ; puis celui de « satyagraha » : recherche de la vérité par la désobéissance civile ; c'est de la langue anglaise qu'est venu le terme de « non-violence » repris par Romain Rolland en 1924.

Allons-nous, quant à nous, ajouter un adjectif à l'anarchisme en parlant d'anarchisme non-violent ou de non-violence libertaire ?

André Bernard

- 1) Vinoba Bhave, *La Révolution de la non-violence*, Albin Michel, 1958.
- 2) Léon Tolstoï, *Le Refus d'obéissance, écrits sur la révolution*, L'Échappée, 2017.
- 3) - Maria J. Stephan and Erica Chenoweth, *Why Civil Resistance Works. The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*. *International Security*, Vol. 33, No. 1 (Summer 2008) MIT Press journal.  
- Erica Chenoweth, *Nonviolent Resistance: Does It Really Work ?* (New York, NY: Columbia University Press, August 2011).
- 4) Emma Goldman, *Vivre ma vie*, L'Échappée, 2018, 1096 p., le chapitre 52 sur la Russie.
- 5) Kreszentia Mühsam, dite Zenzl (1884-1962) *Une vie de révolte. Lettres de 1918-1959*, La Digitale, 2008, 246 p.
- 6) Elsa Dorlin *Se défendre, une philosophie de la violence*, Paris, Zones, 2017.
- 7) Grotius, *Le Droit de la guerre et de la paix*, Prolégomènes XXVIII (sur la Toile).



# QUI A PEUR DE LA NON-VIOLENCE ?

Que faut-il dire, que faut-il faire pour que cesse l'assimilation, la confusion entraînée par cette notion ? Qui dit non-violence ne dit pas, ni ne sous-entend la soumission à la violence d'autrui. Faut-il rappeler sans cesse que les deux héros les plus connus de cette pratique, Gandhi et Martin Luther King sont morts assassinés ?

C'est en 1924 que Romain Rolland emploie pour la première fois le terme de « non-violence ». En 1965, apparaissent un groupe et une revue *Anarchisme et non-violence* issus du mouvement des objecteurs de conscience opposés à la guerre d'Algérie. A la critique faite si souvent que les deux individus, cités plus haut, étaient des bourgeois, ANV avait répondu ainsi : « Nous pouvons remarquer que ceux qui devinrent des leaders de mouvements non violents, étaient et sont tous issus de moyenne et haute bourgeoisie : un Gandhi, fils et petit-fils de premier ministre, avocat lui-même ; Martin Luther King, pasteur, fils de pasteur ; Helder Camara, archevêque ; Lanza del Vasto, noble sicilien. Leur origine même aura une importance énorme dans le choix des luttes qu'ils mèneront. Tous commenceront à s'attaquer aux problèmes sociaux, en demandant le respect des règles de la démocratie bourgeoise : indépendance nationale, racisme, respect du travailleur, objection de conscience, et non en s'attaquant au problème de l'exploitation de l'homme par l'homme. Seul Chavez, du fait même de son origine, posera en fait le problème en termes de lutte de classes, même s'il ne s'exprime pas de cette façon. Organiser la lutte d'ouvriers sous-prolétarisés contre les patrons de l'agro-business, qu'est-ce sinon de la lutte de classe contre classe ? »

Aujourd'hui, nous pouvons rajouter à leur propos, ceci : « Le jour de sa mort, le 30 janvier 1948, Gandhi avait commencé un jeûne pour obliger le gouvernement de l'Inde à revenir sur sa décision de retenir le versement au Pakistan de la part du budget commun qui lui revenait, en invoquant l'invasion pakistanaise du Cachemire. Le pouvoir indien avait cédé pour ne pas voir Gandhi mourir. Cela avait rendu les fondamentalistes hindous furieux puisque cela apparaissait comme au détriment de la communauté hindoue ».

Martin Luther King quant à lui prononça son dernier sermon le 3 avril 1968 à Memphis Tennessee. Il était venu défendre les éboueurs de la ville en butte à des conditions de travail dignes de l'esclavage. Il proclamait alors la nécessité de boycotter tout à la fois des banques blanches en faveur de la banque Tri-State-Banque appartenant à des noirs, et des fabricants de produit alimentaires, comme le lait Sealtest, Hart's bread pour le pain, et aussi le boycott du Coca-cola. Le lendemain, il était assassiné. Il venait de lancer une attaque contre le business blanc.

En France même, des luttes non-violentes ont profondément marqué l'imaginaire, au point que leur dimension propre en a été effacée des mémoires. Qui allie encore les luttes du Larzac avec l'idée de non-violence ? Pendant les années de service militaire, qui se souvient encore que la possibilité d'y échapper sans devenir hors-la-loi, a été la conséquence d'une lutte opiniâtre d'un anarchiste : Louis Lecoin en grève de la faim, prolongée par l'engagement radical et non-

violent d'une poignée d'objecteurs et de leurs amis proches. 70 000 jeunes hommes ont ainsi pu aller faire autre chose, dans une occupation de leur choix. Faut-il aussi oublier que dans un petit village du Massif central, sous l'occupation nazie, quelques objecteurs de conscience non-violents, pasteurs de surcroît, organisèrent la sauvegarde de quelques 3000 juifs ?

Aujourd'hui, autour de nous, pleins de choses se passent qui ne correspondent pas aux critères habituels prônés par les plus radicaux d'entre nous. Ceux-là n'ont de cesse que de s'émerveiller de la violence des manifestations des Gilets jaunes. Mais auraient-elles été possibles sans l'occupation non-violente de fait, des ronds-points ? Sans cette présence constante et bienveillante, il n'y aurait même pas eu de gilets jaunes. Il en est ainsi des occupations de places, lors du printemps arabe, comme plus récemment à Khartoum au Soudan, en ce moment même à Bagdad en Irak. Là, comme pendant le HIRAK, les marches hebdomadaires algériennes, des nouvelles formes sociales naissent et se développent. Ce sont les prémisses de nouvelles sociétés.

Certes, la question de se défendre pose problème. Comment faire sans porter atteinte à l'humanité de nos agresseurs ? Il existe en fait un tas de possibilités d'action dont, sans aucun doute, l'une d'elle, étant : tout en refusant la confrontation directe, d'instaurer la non-coopération. C'est ce qui se passa en Norvège face aux Nazis. Traîner les pieds, appliquer les règlements à la lettre, oublier, les possibilités d'action, par la désobéissance civile, sont légion. Mais là, il se pose la question suivante :



## Et la révolution ?

C'est le mantra de tous ces textes venant des USA aux titres séducteurs et ravageurs. Nous en avons fait la critique dans un livre dont la recension est faite dans ce journal par ailleurs. Mais suffit-il de vraiment désirer la révolution comme se demande leur auteur dans un de ses textes ? La non-violence va-t-elle vraiment à l'encontre d'un activisme révolutionnaire ? Est-ce un moyen d'aller vers une révolution sans conséquence ? Le passage par la violence armée est-il inévitable ? C'est ce que beaucoup laissent entendre.

Nous pouvons sans problème faire un début de réponse. Toutes les révolutions armées qui ont « réussi », ont ouvert la voie à des régimes dictatoriaux dans les années qui ont suivi leur succès. Quand un régime dit démocratique a succédé à la tyrannie précédente, comme en Afrique du Sud, les habitudes de la violence meurtrière, de la clandestinité, tous les us indispensables à la vie hors la loi sont restés vivaces. Ce pays est le plus violent d'Afrique et l'on a vu dernièrement des manifestations xénophobes s'y produire, opposant des groupes noirs à d'autres groupes noirs venant d'autres pays africains.

Nous sommes bien d'accord ; il n'y a pas eu de révolution non-violente. Les mouvements sociaux qui ont utilisé avec succès ces techniques comme moyen d'action, avaient le plus souvent un but restreint. A notre connaissance, le seul endroit où ce qui a pu ressembler à une révolution non-violente d'ampleur a été écrasé dans le sang. Il s'agit de la Syrie entre 2011 et 2013. Ce qui montre bien que l'emploi de techniques non-violentes ne garantit pas une répression sans violence. Pour une simple raison : c'est qu'il s'agit alors non seulement d'une

confrontation avec le système en place mais aussi avec ses serviteurs dans leur moi profond. Ce qui leur est absolument insupportable.

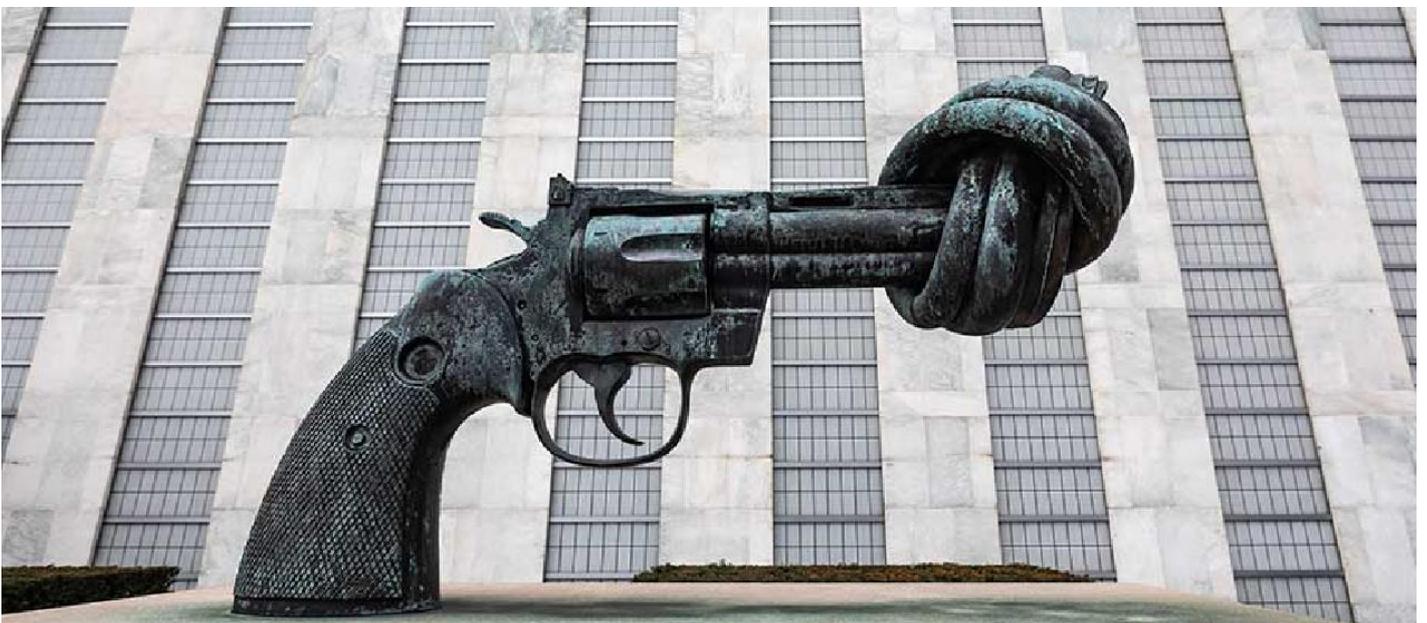
Quant au désir de révolution... Nous pouvons citer Malatesta (1852-1932), à ce propos. Pour lui (*Umanita nova*, 1921) la révolution est d'abord un acte de volonté. Dans ce cadre l'utilisation de la violence est inévitable. « *L'esclave est toujours en état de légitime défense et donc, sa violence contre son maître, contre l'opresseur, est toujours moralement justifiable ; elle ne doit avoir pour règle qu'un seul critère. Il faut donc se préparer moralement et matériellement pour que la victoire soit au peuple quand éclatera la lutte violente* ». On retrouve la même affirmation en tête du texte publié dans la revue *Timult* : « *La soumission de l'opprimé relève de l'ordre établi. Qu'il rompe cet ordre en brisant ses chaînes et en frappant le maître, voilà le scandale. Dans la langue des maîtres devenue langue commune, le violent n'est pas celui qui fait violence, mais le vilain qui ose se rebeller* ».

Cependant nous, anarchistes non-violents, affirmons donc que la révolution armée, si même elle advient, est une impasse. De même, nous pouvons dire que d'une façon ou d'une autre la confrontation est inévitable. La seule question qui se pose aujourd'hui en ce premier quart du XXI<sup>ème</sup> siècle est de savoir si la révolution est encore possible. Qu'elle soit nécessaire n'est pas discutable. Le niveau d'injustice, de violence, d'exploitation a suivi celui de l'augmentation de la population. Ce que nous pouvons aussi dire c'est que l'idée même d'une révolution dans un seul pays relève du fantasme. Nous vivons dans un monde interconnecté tant

du point de vue économique, du point de vue scientifique ou de quelque autre façon. C'est la conséquence de l'extension du capitalisme mondialisé. Nous vivons dans un monde interdépendant, où chaque production est devenue impossible sans la médiation d'intervenants extérieurs. Nous devons en tenir compte pour penser le changement social. Adviennent alors les transformations climatiques ! Quelle place pour la révolution, là, ou plutôt quelle forme peut-elle encore prendre ? Pablo Servigne dans un petit livre *Eloges des mauvaises herbes* (LLL 2018) publié en soutien à Notre Dame des Landes, nous disait « *Notre monde s'effondre, c'est un secret de polichinelle. Quel monde ? Des pans entiers du système Terre : des écosystèmes, des espèces de mammifères ou d'insectes, des populations d'êtres vivants non humains, des calottes glaciaires, des courants océaniques, des zones maritimes ou des coraux. Et puis des pans entiers de sociétés humaines : des pays dévastés par les guerres, des populations déplacées par la désertification, des tribus décimées par la modernisation, des destins brisés sur les chemins des migrations, des classes sociales délaissées par la mondialisation, et même des idéologies, des croyances, une confiance en l'avenir, ou encore une certaine idée du progrès* ».

Aujourd'hui, à l'épreuve de ce qui se passe autour de nous que nous reste-t-il ? C'est pourtant dans ces rues remplies de monde défilant avec fermeté mais sans volonté d'en découdre, c'est sur ces places, ces ronds-points où se créent des nouvelles socialités qu'une nouvelle société montre le bout de son nez à travers les actes de désobéissance civile.

Pierre Sommermeyer



# LA SOLUTION QUI MARCHE À TOUS LES COUPS

La solution qui marche à tous les coups  
Ce qui est embêtant avec la non-violence, c'est qu'elle est contre-intuitive. Quand on est révolté, quelle qu'en soit la raison, l'instinct ne porte pas vers la non-violence mais plutôt à la violence.

Ce qui est embêtant avec la violence, c'est qu'elle est toujours un engrenage. À la fin, c'est le plus fort qui l'emporte mais le plus fort n'est pas forcément celui qui a raison : il est simplement le plus fort, physiquement ou militairement, ce qui n'a rien à voir.

On peut s'inspirer d'idéologues plus ou moins anciens, on peut aussi regarder l'actualité, les événements qui, ici ou là, posent la question de la violence et de la non-violence.

On peut lire ainsi dans un quotidien : « Pour certains Iraniens, le saccage est l'œuvre des éléments liés au pouvoir qui cherchent ainsi à justifier sa réponse violente, tandis que d'autres y voient la colère des couches défavorisées dont la situation s'est sensiblement dégradée ces dernières années. »

(1) On est dans une ambiguïté sans solution. Le plus vraisemblable est que, comme souvent, les deux interprétations correspondent à la réalité. Et après ? Concrètement, qui est en train de gagner la bataille ? Bien sûr, celui qui l'emporte est celui qui est le plus fort militairement. Et la prochaine fois ?

Ce sera pareil, évidemment.

On peut aussi voir (et approuver) les vendredis algériens : la non-violence des manifestations dérange au plus au point le pouvoir qui ne peut réprimer massivement le mouvement comme il le souhaiterait pour le faire stopper. Soit dit en passant, il dérange aussi les néocoloniaux plus ou moins racistes qui ne s'imaginent pas les Algériens capables d'une telle mobilisation, avec une telle discipline et une telle lucidité politique. Le « printemps arabe » n'avait pas touché l'Algérie, les Algériens n'étaient pas prêts à subir une répression féroce. Puis l'heure est venue d'une maturité politique suffisante pour faire entendre une voix en opposition à la mafia au pouvoir. Si les manifestations sont non-violentes, ce n'est pas pour autant que les propos qui y sont tenus ne sont pas violents. Ils dénoncent le système et ses perversités, ils lui tendent un miroir et d'une certaine manière, on peut dire que l'image reflétée est une violence. N'est-elle pas légitime ? Toutes ces situations sont du point de vue de la dialectique violence/non-violence tout à fait ordinaire. C'est ce que l'on voit depuis toujours... Sauf qu'en terme de stratégie, il peut aussi y avoir un au-delà de ce jeu malheureusement banal et régulièrement perdant – excepté, heureusement, quelques

cas ponctuels – pour les partisans de l'émancipation. C'est ce qui se passe quand on quitte le contexte démocratique. Dans le cas de la France, il semble bien qu'une période nouvelle soit engagée depuis quelques années. Les manifestations habituellement considérées comme « pacifistes », c'est quasiment fini. Même quand la non-violence fait explicitement partie de la motivation des manifestants, comme c'est le cas avec Extinction-Rébellion, cela n'empêche pas les lacrymogènes et les gazages à bout portant. En effet, les policiers ont ordre de réprimer violemment n'importe quel manifestant et en même temps les médias les plus importants soutiennent la communication du gouvernement et jouent le jeu du « il n'y a pas de violence policière ». Un certain atavisme laisse penser que la démocratie est gravée dans le marbre et non susceptible d'évoluer dans ses fondements. Quel est le meilleur mode de résistance dans ce contexte ? La violence ou la non-violence ? On a aussi beaucoup parlé récemment des violences conjugales... La riposte violente est-elle une solution ? La non-violence en est-elle une ? Les hommes et les femmes violents sont-ils prêts à entendre que leur violence est inadaptée à un contexte qui n'est pas sado-maso ? Les victimes sont-elles prêtes à faire face, seules ? Et après ? Depuis toujours les anarchistes clament que la répression n'est pas une solution à un problème de société mais seulement un moyen de faire taire certaines personnes durant un certain temps.

Entre la violence et la non-violence, beaucoup ont fait leur choix, avec divers arguments, plus ou moins de bonne foi, chose que montre bien un petit livre paru récemment (2). Dans un monde violent, si on veut gagner, il faut simplement choisir le camp des vainqueurs c'est-à-dire celui du capitalisme. L'autre solution, celle de l'espoir, de la recherche, de la construction d'un autre monde, non fondé sur le capitalisme, n'a pas de stratégie qui marche à tous les coups. Il est bien évident que sinon nous ne serions pas encore en train d'en discuter. Elle a simplement des erreurs à éviter, mais les acteurs ne le souhaitent ou ne le savent pas toujours.

Le Furet



1) *Le Monde*, 26 novembre 2019.

2) *Une critique anarchiste de la justification de la violence. Réponses aux écrits de Peter Gelderloos et des tendances autoritaires au sein du black bloc*, Collectif Désobéissances libertaires. Atelier de création libertaire - 2019.

# LIBÉRER HONG KONG, RÉVOLUTION DE NOTRE TEMPS

## Le musée des horreurs

Bienvenue à Hong Kong, le port aux parfums, la fierté économique de l'Asie, l'une des meilleures forces policières au monde, l'ancienne colonie britannique retournée dans le giron aimant de la Chine mère ! Au cours de votre visite, vous aurez l'occasion de contempler les trésors cachés de la cité.

Voyez ici notre première installation : des officiers de police photographiés bras dessus, bras dessous avec des membres de la Triade, l'organisation mafieuse locale après que ceux-ci aient attaqué les passants de la station Yuen Long. Là, un corps nu et décapité est retrouvé dans les rues de Hong Kong. Trois blessés graves de la station Prince Edward disparaissent après avoir été emportés par des ambulances. Un jeune homme se vide de son sang, inconscient alors qu'une dizaine de policiers continuent de l'écraser et de le rouer de coups. Le corps nu de Chan Yin Lam, adolescente de quinze ans, membre de l'équipe de natation de son lycée, est retrouvé dans la baie de Hong Kong un mois après sa disparition. Un suicide par noyade, tranche la police avant d'organiser la destruction des preuves par

crémation. Un enfant de 11 ans arrêté et embarqué. Un policier charge seul dans un groupe de manifestants le 1<sup>er</sup> octobre, date anniversaire de la fondation de la Chine populaire, et tire à bout portant dans la poitrine d'un garçon de 16 ans armé d'un bâton en PVC et d'une planche de natation en mousse. Dans un parking aérien, une des figures du mouvement des parapluies nommé Alex Chow lutte contre une figure en noir avant de basculer dans le vide : chute mortelle. Une adolescente de 16 ans, violée en réunion par des policiers, voit son dossier médical consulté par les officiers chargés de l'enquête.

Puis il y a ces milliers de manifestants arrêtés, disparus dans des maisons d'arrêt pour délinquants juvéniles et des prisons sans procès, des centaines embarqués dans des trains en direction de la Chine continentale, des dizaines qui reviennent et qui témoignent malgré la peur des représailles de la torture physique et psychologique, des agressions sexuelles et des viols endurés. Il y a ces visages tuméfiés et ensanglantés qui tentent de se dégager de la prise des

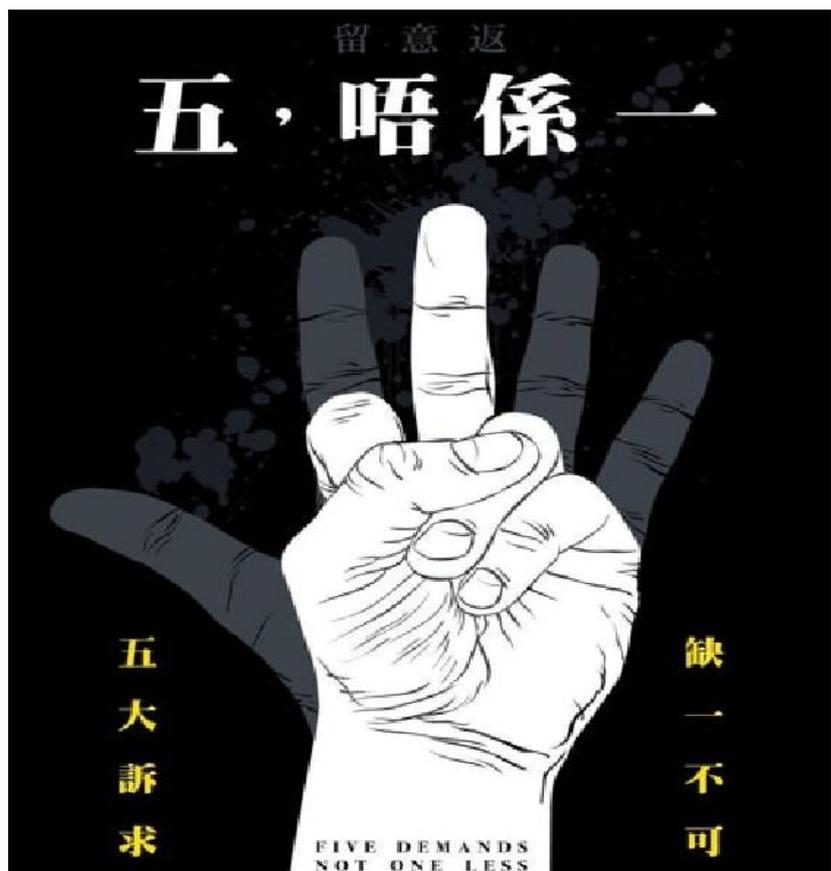
policiers pour décliner leur identité et déclarer qu'ils n'ont « aucune intention de se suicider », car le nombre de suicides des six derniers mois a dépassé la somme des suicides de ces dix dernières années. Il y a la presse gazée et les premiers secours alignés le long d'un mur.

Voilà six mois que Hong Kong est plongée dans les nuages toxiques des gaz lacrymogènes, qu'elle résonne des slogans anti-gouvernementaux, qu'elle s'agite et se débat contre l'emprise grandissante de Pékin, qu'elle sombre dans la violence. Les tensions entre les partisans de Pékin et les pro-démocraties se cristallisent en juin 2019, alors que le gouvernement de Carrie Lam, cheffe de l'exécutif hongkongais prépare la promulgation d'une loi d'extradition vers la Chine. Plus de 2 millions de citoyens se mobilisent et battent le pavé de la ville, soit près de 30% de la population totale. Le gouvernement lâche du lest face à la mobilisation massive et annonce la suspension temporaire du projet de loi. Le mal est déjà fait.

## Cinq demandes, pas une de moins

Le mouvement anti-ELAB (Extradition Law Amendment Bill) se dote rapidement de cinq revendications. La première est le retrait total du projet de loi. Carrie Lam finit par céder à la fin du mois de septembre, dans l'espoir d'apaiser la révolte qui gronde à l'approche de l'anniversaire des 70 ans de la République Populaire de Chine, mais le temps des concessions est révolu et le mouvement continue de se radicaliser. La deuxième est l'institution d'une commission d'enquête indépendante sur les violences policières. La troisième est la déclassification des manifestants comme « émeutiers ». La quatrième est l'amnistie pour tous les manifestants arrêtés et pour certains déjà condamnés à dix ans de prison. Enfin, la cinquième, l'instauration d'un véritable suffrage universel pour les élections du conseil législatif et du chef du gouvernement, continuation du combat du mouvement des parapluies.

Ce qui avait commencé comme manifestation contre la promulgation de la loi d'extradition vers la Chine s'est depuis transformé en mouvement de remise en question profonde de la légitimité du gouvernement, déjà profondément fragilisée, ainsi que le désir de réformes politiques en profondeur.



## Quand la gangrène prend

Diverses enquêtes menées lors de « l'été de la liberté » et les premiers mois d'automne par une équipe de chercheurs affiliés à différentes universités hongkongaises et dirigée par le professeur Francis L. F. Lee montrent que la moitié des manifestants sont âgés de 20 à 30 ans, hautement diplômés. Peu sont au chômage, contrairement aux manifestants d'autres mouvements autour du monde souffrant du chômage et de la précarité économique. Ces enquêtes furent réalisées dans les cortèges des manifestations, et comptabilisent près de 8000 répondants.

La plupart s'identifie comme démocrates ou localistes. Cependant, au début des mani-

festations, près de 30% des enquêtés s'identifiaient comme centristes ou apolitiques. Ce nombre avait chuté à 15% dès le début du mois d'août. Plus de 90% donnaient deux motifs de mobilisation : le retrait total de la loi d'extradition et l'enquête indépendante sur les violences policières contre les manifestants. De manière progressive, les manifestants ont également indiqué se battre pour la démocratie hongkongaise, avec une proportion d'enquêtés percevant ce combat comme « très important » passant de 83% à 88%. Soulignons que la progressive radicalisation des manifestants correspond à l'escalade de la répression politique orchestrée par la police avec la complicité d'un gouvernement dominé par une clique à la

solde de Pékin.

La loi d'extradition cristallise les tensions qui gangrènent le système depuis des années : le peu de représentation démocratique, l'ingérence grandissante de Pékin et la dégradation progressive des droits politiques et des libertés civiques des citoyens hongkongais.

Tous ces problèmes avaient déjà mené au mouvement des parapluies. Mais, contrairement aux manifestants de 2014 qui avaient fini par s'entre-déchirer sur les modes d'action à adopter, les militants pro-démocratie font aujourd'hui preuve d'une incroyable solidarité et d'une détermination à toute épreuve.

## La solidarité et l'union face à Pékin et ses marionnettes

Partisans de l'action non-violente et partisans de l'action violente restent unis malgré les tentatives de créer des dissensions. Les gens ont appris du mouvement des parapluies qui avait fini par imposer.

Les débordements et les dégradations ne sont plus condamnés, mais font l'objet d'une réflexion collective sur les groupes de discussion Telegram et sur les réseaux sociaux. Des manifestants sont abrités par des commerçants, des groupes de personnes âgées s'interposent entre les policiers et les manifestants. Des passants distribuent bouteilles d'eau, nourriture, titres de transport et vêtements aux manifestants. Certains se jettent en première ligne, armés de parapluies pour dévier les gaz lacrymogènes, d'autres se réunissent dans des lieux publics pour scander les slogans du mouvement ou chanter « Glory to Hong Kong », alimenter des Lennon Walls des dernières créations

graphiques. Mi-novembre, des centaines d'étudiants se retranchent sur le campus de PolyU. Alors qu'ils se préparent à subir un siège éprouvant, la population de Hong Kong se mobilise massivement pour descendre dans les rues et diviser les forces de police.

Le 24 novembre, les manifestants suspendent les actions afin de ne pas gêner le déroulement des élections de districts. À l'issue de cette journée qui enregistre des records de participation, la « majorité silencieuse », que le gouvernement pro-Pékin aimait tant mentionner pour justifier la répression et marginaliser les revendications des manifestants, fait entendre sa voix. 17 districts sur 18 sont remportés par les candidats pro-démocraties.

80% des manifestants interrogés estiment que les rassemblements pacifiques et les confrontations violentes doivent être combinées afin de maximiser l'influence des

manifestations. En juin 2019, un peu moins de 70% approuvait l'utilisation de tactiques radicales lorsque le gouvernement refuse d'écouter. Ce pourcentage avait dépassé les 90% avant la fin du mois d'août.

Une série de sondages menée respectivement en août, septembre et octobre 2019 par le Centre for Communication and Public Opinion Survey of the CUHK permet d'appréhender la popularité du mouvement auprès de la population de Hong Kong.

L'attitude des citoyens de Hong Kong à l'égard des manifestations violentes est largement ambivalente, et nombreux sont ceux qui pensent les actions des manifestants problématiques. Cependant, il leur est difficile d'incomber l'escalade alarmante de violence aux manifestants pro-démocratie. À leurs yeux, les véritables coupables sont le gouvernement et la police.

## “Give me liberty or give me death” (1)

Un puissant désespoir alimente cette solidarité. Les jeunes de Hong Kong ont le sentiment de n'avoir rien à perdre. L'ombre de la Chine totalitaire plane sur leur futur. Leurs libertés, leurs droits, leur mode de vie, leur culture ont une date de péremption : 2047. Mais 2047 la Terrible est encore lointaine et le combat ne fait que commencer.

« Nous nous battons pour un futur plus permanent. Il n'y a personne que je chérisse. Il n'y a rien que je ne doive protéger, sauf ça. Je suis prêt à mourir. Pour ça. Regarde les étudiants autour. En 2047... Ils auront la quarantaine. Ils seront tous des esclaves. Nous serons tous des esclaves. » explique

un manifestant à la presse en pointant du doigt de jeunes lycéens rassemblés autour de lui. « Si on ne se bat pas maintenant, nous n'aurons pas d'autre chance. »

Le gouvernement espérait que les arrestations en masse, les terribles violences et les multiples mutilations, la mise en place de l'état d'urgence décourageraient les manifestants. Il n'en est rien, bien au contraire. Sur les forums, dans les rues, surgissent régulièrement des slogans prônant la destruction mutuelle : « If we burn, you burn with us. » (2)

Naga

1) « Donne-moi la liberté ou donne-moi la mort » Phrase attribuée à Patrick Henry qui fut l'un des défenseurs les plus radicaux de l'insurrection des colonies contre l'Angleterre. (nldr)

2) « Si nous brûlons, tu brûles avec nous. » phrase tirée du tome 3 de « the Huger Games », La Révolte (Mockingjay). (nldr)

# IRAN : RÉVOLTE SANS PRÉCÉDENT, RÉPRESSION DANS LE SANG

« Laisse se lever, / Ce peuple sans sourire. »  
Ahmad Chamlou (1925-2000)

Chamlou, ce grand poète et écrivain ayant dit : « tout poète utopiste est finalement anarchiste » n'a pas assez vécu pour constater que « ce peuple sans sourire » se soulève depuis deux ans par ses propres moyens, sans aucun rapport avec quelque faction du régime de la République islamique que ce soit. Ce peuple écrasé sous 40 ans de dictature politique théocratique, de paupérisation économique, d'exclusions sociales, de privation des moindres libertés individuelles, de misogynie et d'homophobie.



## De Charybde en Scylla

Une véritable révolution a eu lieu en 1978-79 qui aboutit au renversement du régime du Chah (le roi en persan) le 11 février 1979. Mais la prise de pouvoir des mollahs n'est pas due qu'à ce mouvement. En effet, les principales puissances occidentales (États-Unis, France, Allemagne et Angleterre) se sont réunies en Guadeloupe du 4 au 7 janvier 1979. Elles décidèrent de ne plus soutenir le Chah et de faciliter la prise de pouvoir par les mollahs afin que la révolution ne se radicalise pas et que l'Iran ne devienne pas un nouveau satellite de l'URSS. Le général américain Robert Ernest Huyser est allé au même moment en Iran, le 4 janvier 1979, pour rencontrer le Chah et lui notifier son obligation de départ. Il eut aussi des réunions avec les généraux iraniens pour qu'ils ne résistent plus aux manifestants. Le régime du Chah a ainsi été renversé par une insurrection armée de deux jours, principalement à Téhéran, la capitale. Cette insurrection armée était cependant remarquable, car l'ayatollah Khomeini, qui s'était emparé du leadership, s'opposait à toute action armée. Elle eut lieu grâce à des officiers de l'armée de l'air ayant ouvert au peuple la porte d'arsenaux et au soutien massif des « Moudjahiddines du peuple » et « Guérilleros du peuple », les premiers fondés le 5 septembre 1965, organisation religieuse, les sec-

onds fondés le 8 février 1971, organisation marxiste-léniniste, qui pratiquaient la lutte armée et la guérilla.

Le « nouveau » régime a utilisé la même armée pour écraser la première révolte sérieuse à la mi-mars 1979 au Kurdistan. Et il n'a jamais cessé la répression, en particulier le massacre de presque 5000 prisonniers politiques à l'été 1988, un crime contre l'humanité.

Les révoltes des 40 dernières années sont nombreuses. Quelques-unes : le 30 mai 1992 à Mashhad contre la confiscation des terrains au profit d'une institution religieuse, 3 morts et 4 exécutions onze jours plus tard ; le 6 août 1994 à Ghazvine contre la nouvelle division administrative ; le 4 avril 1995 à Islamshahr, à 15 kilomètres au sud-ouest de Téhéran, contre 30 % d'augmentation du prix des transports en commun, 50 morts. C'est à cette époque que l'aile « réformatrice » du régime apparaît pour le sauver du déclin, et que le mollah Khatami devient président de la République le 23 mai 1997. Les « réformateurs » commencent à publier des journaux. Mais l'aile dure du régime ne supporte pas les critiques de ceux-ci, même diluées, et les interdisent. La révolte estudiantine du 9 au 14 juillet 1999 eut ainsi

lieu pour protester contre l'interdiction du journal *Salam*, soldée par 7 morts, répression soutenue par le président « réformateur » ! Il y eut ensuite les protestations post-électorales du 13 juin 2009 qui ont duré 7 jours. On ne connaît pas encore le nombre de morts, variant de 19 à 150.

Les élections sont une mascarade en Iran. Le Conseil des gardiens de la Constitution procède au filtrage des candidats avant les élections. Les femmes ne sont pas autorisées à se porter candidates aux élections présidentielles, les chrétiens, zoroastriens et juifs non plus. On ne parle même pas des disciples de la religion bahá'í, interdite. Même les musulmans sunnites et les chiites non duodécimains [reconnaissance des descendants de Hussein jusqu'au Douzième imam] ne sont pas autorisés. Il est évident que les marxistes, sociaux-démocrates et toutes celles et ceux qui pensent autrement que le guide suprême ne peuvent pas être candidats. Le Conseil des gardiens a bien autorisé Mir-Hossein Moussavi, un « modéré », à être candidat en 2009, mais « magiquement », Ahmadinejad est sorti des urnes ! Les protestations post-électorales eurent lieu principalement dans les grandes villes comme Téhéran, Mashhad et Ispahan.

## Quand les périurbains se joignent aux citadins

La première révolte importante de ces dernières années éclata le 28 décembre 2017. Elle a été totalement différente des autres, bien qu'elle ait démarré dans une grande ville, Mashhad, contre la vie chère. Elle s'est propagée très rapidement dans 100 villes. Ce n'étaient pas seulement les classes moyennes qui descendaient dans les rues pour contester les résultats électoraux, espérant vainement que le régime se réforme et tende vers une démocratie, mais surtout tous ceux qui vivent dans les zones périurbaines. Des gens sans travail ou dans l'économie informelle, telle la vente de fleurs et de marchandises dans les rues, aux feux rouges ou dans les transports en commun, et des ouvriers qui reçoivent 110 €

par mois comme salaire minimum alors qu'un député avoue qu'il en faut deux fois et demi plus pour ne pas être sous le seuil de pauvreté, mais en réalité cinq fois plus. Des gens très pauvres qui habitent en marge des grandes villes dans les bidonvilles, là où les égouts se déversent dans les rues. Combien sont-ils ? Le ministre des Routes et Villes déclara le 31 juillet 2017 que 19 millions de personnes, presque le quart de la population, vivent dans ces zones périurbaines. Quand le Chah a quitté le pays, 30 % de la population habitait en ville, alors que maintenant, on est à plus de 70 %, sans que les infrastructures suivent.

La révolte de fin décembre 2017 - début janvier 2018 fut importante car les slogans

étaient contre la totalité du régime : « À bas la dictature, Mort à Khamenei » (guide suprême), « Mort à Rouhani » (président dit modéré), « Nous sommes tous contre le guide suprême », « Liberté pour les prisonniers politiques », « Travail – pain – liberté, Mollah, honte à toi – laisse le pays tranquille », « Le jeune est au chômage – le mollah est au palais », etc. Non seulement les slogans religieux ont été totalement bannis de la révolte mais en plus, selon le ministre de l'Intérieur, plus de 60 bureaux d'imams de prière du vendredi, furent incendiés. Cette révolte fut aussi réprimée avec 12 à 25 morts et 5000 personnes arrêtées. Deux prisonniers ont été « suicidés » en prison, sûrement tués sous la torture.

## La semaine du 15 novembre 2019

La révolte récente, commencée le 15 novembre 2019, qui a duré 5 à 6 jours, a eu des similitudes avec la précédente. Elle a eu comme motif la protestation contre la cherté de la vie, mais s'est transformée très vite contre toutes les factions du régime, comme l'indiquaient les slogans. En plus des ouvriers, des habitants des zones périurbaines, des chômeurs et populations pauvres des petites villes, une partie des classes moyennes paupérisées ont aussi pris part à la révolte. Le vendredi 15 novembre 2019 à minuit (le vendredi est le seul jour de repos hebdomadaire en Iran) le gouvernement annonce le triplement du prix du carburant. Dans la journée, la révolte démarre dans une petite ville du Sud, Sirdjan. Le régime commet son premier crime : Javad Nazari tombe, une balle dans la tête. On apprendra plus tard que des snipers des unités spéciales de la police ont tué des dizaines de personnes. Alors que des villes historiquement importantes comme Tabriz étaient absentes des précédentes protestations, elles s'y mettent aussi. La révolte gagne rapidement plus de 100 villes. Un député parle de 500 points de protestation. Leur nombre déborde les forces de répression au point que dans une ville périurbaine comme Chahryar, les jeunes en prennent en partie le contrôle et réussissent à confisquer l'arme d'un flic.

Alors que depuis des années le régime filtre l'Internet pour que les gens ne puissent avoir accès aux sites d'opposition, aux messageries comme Telegram et aux réseaux sociaux comme Twitter, pour la première fois, il arrête complètement Internet, seul 4 à 5 % du trafic passant pour sa propre propagande vers l'extérieur. On apprendra que le black-out numérique n'est pas une mince affaire techniquement et que les informaticiens à la solde du régime étudient la ques-

tion depuis 10 ans. S'il y a deux ans, aucune coupure d'Internet n'a eu lieu, ce fut seulement en raison de leur incapacité technique. Le régime prétend que les protestations sont des « complots » étrangers, en particulier américain, israélien et saoudien ou fomentées par des monarchistes ou des « Moudjahiddines du peuple ». Mais cela est complètement faux. Différentes oppositions sont actives à l'extérieur du pays mais aucun groupe ou parti n'a une influence réelle sur les mouvements sociaux en Iran. Aucun État, européen ni américain, ne veut la chute du régime des mollahs. Le seul État qui veut véritablement le renversement du régime est peut-être Israël, mais sans rapport avec les revendications des gens dans la rue. Quelques fois on a entendu le slogan : « Pourquoi ne vous révoltez-vous pas,

l'Iran est devenu la Palestine ». Le régime islamique d'Iran n'est pas anti-impérialiste, il utilise un certain anti-américanisme comme fonds de commerce politique. On sait que le régime des mollahs n'a aucun problème avec les impérialismes chinois, russe ou européen. D'ailleurs, sans eux, il serait encore plus affaibli. Des marxistes n'ont pas encore compris cette réalité : quand le journal *L'Humanité* écrit le 19 novembre 2019 sur la récente révolte en Iran, il choisit comme titre : « Le soulèvement d'un peuple écrasé sous les sanctions », alors qu'il y a eu une révolte deux ans plus tôt, sans les sanctions. De même le régime castriste de Cuba s'est opposé systématiquement à une simple résolution de l'ONU condamnant la République islamique pour non-respect des droits de l'homme depuis 40 ans.



## Une révolte sans précédent

Le régime a bloqué l'Internet surtout pour que les gens ne puissent se contacter entre eux à l'intérieur du pays et s'organiser. Après la répression sanglante de la révolte, il a été rétabli par étapes : d'abord l'ADSL dans les habitations (9 millions d'abonnés) puis quelques jours plus tard l'Internet mobile (63 millions d'abonnés). La province du Sistan et Baloutchistan, parmi les plus pauvres et protestataires, a été privée le plus longtemps, presque deux semaines.

Le black-out numérique n'a pas permis un suivi précis de la répression du mouvement. Mais rien que les déclarations du ministre de l'Intérieur donnent un aperçu de l'ampleur sans précédent de la révolte historique de novembre 2019. Il a dit que les protestations ont eu lieu dans 27 ostan (provinces) sur 31, dont 5 avec un maximum d'intensité. Il a confirmé qu'à Téhéran 100 points de contestations, au même moment, sont été comptabilisés. Il a ajouté que partout en Iran les protestations ont eu lieu dans les zones périurbaines. Il donne des noms de localités autour de la capitale comme Malard, Chahryar, Ghods et Baharestan. Le ministre a précisé que 50 bases militaires et commissariats ont été attaqués. Il a reconnu

que 731 banques, 140 bâtiments gouvernementaux, 9 lieux religieux, 70 stations d'essence, 307 voitures de police et 1076 motocyclettes de voltigeurs (les forces les plus mobiles de répression) ont été brûlés. Il a aussi avoué que plusieurs centaines de personnes ont marché sur les locaux de l'IRIB (radio et télévision publiques) pour les occuper. L'un des lieux religieux incendiés est le « hozeh elmieh » de Kazéroun. Un « hozeh elmieh » (littéralement « section de science ») est une sorte d'université islamique où les mollahs sont formés. Dans l'incendie de Kazéroun, jadis connue comme une ville traditionaliste sur le plan religieux, plusieurs exemplaires du Coran ont été brûlés.

Un site d'information gouvernemental a aussi confirmé que 80 grands supermarchés ont été incendiés après avoir été vidés de leurs marchandises. Quand on regarde les villes où ces supermarchés ont été incendiés, on a une confirmation supplémentaire que la révolte a bien eu lieu surtout dans les zones périurbaines pauvres : Marlik, Parand, Chahryar, Robot-Karim, Fardis, Malard, Ghods, Varamin, Hassanabad ainsi qu'un supermarché à l'est de Téhéran.

Le ministre de l'Intérieur a dit une partie de la vérité sur les protestations au Khouzestan, province (ostan) du sud où existe la plus grande réserve pétrolière et gazière. Il a dit que c'est une des provinces où les protestations ont été les plus intenses et vives. Il a parlé de Mahshahr et de sa route vers le port Imam qui a été fermée et contrôlée pendant trois longues journées par les protestataires. Mais il n'a pas dit que les protestataires de cette ville ont subi un véritable massacre, dont le nombre de morts n'est pas encore exactement connu. En effet, après le barrage de ladite route et son contrôle qui a stoppé le transport des produits pétrochimiques, des armes lourdes ont été utilisées pour tuer délibérément, entre autres la douchka, une mitrailleuse russe conçue pour la défense anti-aérienne. Il n'a pas dit que les forces de répression ont tiré sur les gens qui s'étaient réfugiés dans une roselière [zone humide] et ensuite ont mis le feu dans une partie pour être sûres qu'il n'y ait plus personne. Récemment un rapport a été publié sur Mahshahr avec un titre qui donne froid dans le dos : « Quiconque est allé dans la roselière, n'en est pas sorti vivant ».



## Atrocités d'une répression sans bornes

Les atrocités du régime de la République islamique contre le peuple qui se révolte pour le pain et la liberté ont été sans borne. Pour la première fois, plusieurs mineurs ont été tués : Amir Reza Abdollahi (13 ans), Nikta Esfandani (14 ans), Armin Ghaderi (15 ans), Khaled Ghazlavi et Reza Nissi (16 ans) et six autres âgés de 17 ans. La mort par balle de la jeune Nikta a particulièrement ému la population. Une autre atrocité est que le régime a demandé une certaine somme d'argent aux familles pour leur rendre le cadavre de leur proche. Plusieurs familles pauvres ont supplié les responsables hospitaliers pour qu'ils ne marquent pas sur l'acte de décès : « mort par balle », afin de ne pas payer ce que le régime appelle « prix de munition ». Il y a eu un cas

où les agents de sécurité du régime sont allés dans un hôpital pour voler des cadavres.

Le nombre de morts de la révolte de novembre 2019 restera sans doute inconnu pour longtemps. Amnesty International donne le chiffre de 208 tués, un site proche de l'aile réformatrice du régime de 366 personnes et quelques sources vont jusqu'à 1000. Le nombre de blessés est totalement inconnu. Le régime a arrêté au moins 5000 à 7000 personnes. Beaucoup craignent des exécutions sommaires ou morts supplémentaires sous la torture.

Que se passera-t-il dans un futur proche ? Un sociologue vivant en Iran qui n'est guère révolutionnaire et est proche de l'aile réfor-

matrice, répond : « Presque tout le monde sait que les méthodes de notre système politique vont accentuer les difficultés... Nous sommes là avec l'économie en faillite, la corruption, l'exclusion et 30 à 40 ans de mauvaises politiques qui ont vidé les villages. Une armée d'affamés est autour de villes où la richesse est concentrée entre les mains de peu de gens... Les politiciens peuvent être fiers de ramener le calme avec des procédés sécuritaires mais cette armée d'affamés va revenir avec une puissance que plus personne ne pourra arrêter. »

Nader Teyf  
Groupe Henry Poulaille de la FA

# EXPLOSION SOCIALE AU CHILI : SE RÉVEILLER POUR ÊTRE AVEUGLÉ

*Un ami français, Cornelius Philogène, m'a invité à écrire un texte relatant les derniers événements au Chili. C'est l'occasion d'écrire quelques-unes des réflexions qui m'ont tourmenté sur l'histoire, la vie quotidienne, l'humanité et la politique.*

Il y a des moments où la vie quotidienne nous surprend et nous secoue... Le 17 octobre, comme tous les jeudis, la veille de ce qu'on a appelé « l'explosion sociale », nous enregistrons avec deux collègues de l'Université de Los Lagos, une émission radio que nous diffusons depuis trois ans : le bon, le mauvais et le laid. Le thème spécifique de cette journée était « Les droits ». Notre éditorial disait :

*« Une femme âgée revendique son droit à la propriété de son épargne-pension, ce qui met en péril le système économique, mais aussi le système juridique. Un procureur est démis de ses fonctions, une cour constitutionnelle fait face à une cour suprême, des centaines d'étudiants entrent dans le métro de Santiago en se soustrayant au paiement pour protester contre la hausse du prix des billets ; toutes les situations actuelles à l'ordre du jour chilien, alors qu'en Équateur, des centaines de milliers de personnes, menées par des communautés indigènes, sillonnent les rues pour faire changer une décision du FMI impérial. Le lien commun : la lutte pour les droits. »*

Le lendemain, des milliers de personnes, surtout des jeunes, se sont entassées dans les rues des différentes villes du pays, scandalisées par l'augmentation de 30 pesos du prix du métro (le prix avant l'augmentation était de 0,8 euros pendant les heures de forte demande, soit une augmentation d'environ 0,035 euros). Je dis et j'insiste que des milliers de personnes manifestent dans différentes villes du pays. Parce que bien qu'il n'y ait de métro qu'à Santiago et Valparaiso, les manifestations, se sont déroulées partout dans le pays. Pourquoi ? L'éditorial que nous avons fait n'était rien de plus qu'une esquisse de bon sens qui, depuis lors, a été partagée jour après jour, lors de centaines de marches à travers le pays, des centaines de jours de « caceroleo » (1), de barricades, de productions culturelles, de vie.

Il est vrai qu'il y a eu de la violence, beaucoup de stations de métro ont été incendiées sans que l'on sache qui l'a fait jusqu'à aujourd'hui (56 jours plus tard), car à vrai dire, dans le Chili contemporain, il n'existe aucune organisation sociale ou politique de gauche ou de droite ayant la capacité opéra-

tionnelle pour mener une action de cette ampleur de manière coordonnée et simultanée ; mon premier soupçon était que les structures policières ou militaires pouvaient être responsables, afin de créer un sentiment d'insécurité qui justifierait la déclaration d'état d'urgence et un éventuel coup d'état. Ce sont mes premiers soupçons, l'état d'exception a été déclaré, l'armée est descendue dans les rues de plusieurs villes et il y a même eu un couvre-feu, mais la vérité est que rien dans le contexte national ou international ne m'incitait à conforter la suspicion d'un coup d'état. Les conditions ne sont pas réunies, ni nationales, ni internationales. Et en dehors des gouvernants de droite au Chili, un coup d'état serait inouï si l'on considère que dans toute l'histoire républicaine du pays, les coups d'état successifs ont toujours été issus de l'alliance entre les forces militaires et l'oligarchie de droite. Non, les conditions pour cela ne sont pas réunies.

Quoi qu'il en soit, j'essaierai ici de donner un aperçu général des fondements et des effets de ce mouvement social ; pour cela j'utiliserai un principe méthodologique très basique : en suivant Gilles Deleuze, je chercherai à la surface certaines fissures qui nous permettent d'expliquer la profondeur. Dans son texte *Logique du sens*, Deleuze soutient que l'effet de surface rompt avec l'impossibilité d'accéder aux profondeurs globales du monde social, de l'histoire, de la culture ; l'accès à celui-ci n'est possible que sur la base de ce qui est là, du visible, de sa surface ; c'est le paradoxe dont Deleuze nous rappelle qu'il a été inauguré par les Stoïciens : ce qui est au fond, caché, opaque, ne peut être accessible, son accès n'est possible qu'à partir de la recherche des fissures à la surface. C'est ce qu'on appelle l'effet de surface.



GABRIEL MARAGANO

## À la surface de la société chilienne

Qu'est-ce que j'observe sur la surface chilienne qui peut expliquer l'explosion ?

- Inégalité obscène des salaires de la population et de l'accès aux biens et services.
- Des villes ségréguées socialement. Les personnes à faible revenu n'imaginent même pas comment vivent les personnes à revenu élevé et vice versa.
- Un système de retraite composé de cotisations individuelles gérées par des entreprises privées qui tirent profit de l'épargne populaire et qui génèrent des retraites de l'ordre de 250 000 pesos en moyenne, soit environ 290 euros par mois (2).
- Une constitution politique conçue par la dictature de Pinochet, qui, malgré plusieurs modifications, continue d'être celle mise en place par la dictature civile-militaire et la violence étatique, dans les années 1980.
- Le peuple mapuche (3) harcelé systématiquement sur son territoire et avec plus de 20 assassinats spécifiques au cours des 20 dernières années, tous impunis.
- Des institutions politiques discréditées par plusieurs cas de corruption et une déconnexion totale avec le monde social.

- La crédibilité des institutions policières s'est effondrée, tant par des actes de corruption tels que les « Pacogates » ou l'« Affaire des ouragans », que par des interrogatoires historiques pour usage abusif de la violence et violation des droits humains, par exemple dans l'assassinat, toujours impuni, de Camilo Catrillanca, membre de la communauté mapuche, qui a eu lieu il y a seulement un an.
- Des institutions étatiques inopérantes, bureaucratiques et qui fonctionnent davantage comme un point d'ancrage pour les opérateurs politiques, pour la reproduction du pacte bipartite qui a duré plus de 30 ans, que comme un soutien institutionnel aux besoins des populations.
- Importante attente de consommation au sein de la population ; les gens veulent consommer. Ce désir s'est installé suite à des années et des années de publicité médiatique pro-consommation et a été facilité par un système financier qui génère les outils de l'endettement faciles pour suppléer à la faiblesse des salaires. La conséquence est un surendettement. La population chilienne est enlisée dans l'endettement.

- L'éducation, la santé, les ressources naturelles, tout cela entre des mains privées. Avec un accès à des services publics d'éducation et de santé précaires, incapables de répondre aux besoins de base.

Bref, ce qui est en surface est, comme le souligne mon collègue Cristian Tejeda, une précarité généralisée de la vie.

L'analyse du cas chilien est intéressante si l'on considère qu'au cours des 30 dernières années, car il a été un laboratoire mondial du « modèle de Chicago », pour expérimenter des stratégies de néolibéralisation de la vie, car l'image du « miracle néolibéral » de ce pays, a été promue au moyen de coûteuses campagnes nationales et internationales. Il convient de rappeler que quelques semaines seulement avant l'explosion, le Président de la République, Sebastián Piñera (l'un des hommes les plus riches du pays selon Forbes), qualifiait le Chili d'« oasis » comparé au développement médiocre des autres pays d'Amérique latine. Mais ce 18 octobre 2019, cette oasis s'est effondrée.



*Manifestation Place Baquenedo, Santiago, Chili le 22 octobre 2019*

## Du Chili au reste du monde

L'analyse du cas chilien est intéressante, mais insuffisante. Ce qui se passe au Chili, c'est ce qui se passe dans différentes parties du monde depuis des décennies, c'est ce que le journaliste et analyste chilien Mirko Macari a appelé « l'effondrement des institutions ». La thèse de Macari, est celle d'un tournant dans la conception de la démocratie et de la citoyenneté : l'effondrement d'une époque et l'émergence, douloureuse comme toute naissance, d'un nouvel ordre historique. Mais Macari ne se prononce pas sur ce que sera cet ordre... pour ma part, je doute en tout cas qu'il transformera les conditions de vie précaires de milliers de personnes dans le monde qui, comme tout au long de l'histoire de l'humanité, ont été victimes de projets oligarchiques n'ayant généré que des miettes pour la survie de la population. Une fois qu'une explosion a commencé, on ne peut l'arrêter sans violence. L'histoire est fertile en exemples. Après le 18 octobre

2019 au Chili, la police et les forces militaires sont descendues dans la rue, protégées par cette constitution qui est aujourd'hui chancelante et dont les jours sont maintenant comptés. La police et les forces militaires sont sorties pour réprimer la population. En quelques jours, il y a eu plus de 20 morts et des centaines de personnes avec une perte partielle ou totale de la vue. Les yeux ouverts de la population, éblouis pendant des dizaines d'années par la consommation, s'ouvrent grands, comme s'il s'agissait de fenêtres où la lumière entre enfin. Ces yeux ouverts ont été arrachés par des balles de police ou des bombes lacrymogènes. Aujourd'hui au Chili, plus de 300 personnes, selon les données officielles, ont perdu la vue totalement ou partiellement à la suite des impacts des balles et des bombes tirées par les forces publiques de l'État. Il est également arrivé que dans différentes villes du pays, les tensions spécifiques à chaque lieu

émergent. Dans ma ville, par exemple, un conflit foncier a éclaté qui a mis en tension une politique publique de la fin du XIXe siècle qui a permis l'arrivée de colons allemands à qui l'État a donné des terres, bien sûr prises aux communautés mapuches sans contrepartie. Cette tension, qui s'est prolongée pendant des décennies, est maintenant à la surface. Il est également arrivé que dans différents quartiers de plusieurs villes, des gangs de personnes vêtues de gilets jaunes aient été générés (ils n'ont rien à voir avec les « gilets jaunes » de France, sauf le gilet) ; la spécificité chilienne de ce phénomène est que protégés par la police, ces sujets étaient armés et ont commencé à protéger les entreprises, les supermarchés, d'éventuels pillages. Une tactique curieuse qui consiste à créer les conditions permettant à la population civile de s'affronter.

## Quels résultats ?

En passant en revue l'énumération des « surfaces », ce que nous avons fait de manière ultra-synthétique, après presque 3 mois de mobilisations, rien n'a été réellement obtenu : - Il y a un accord parlementaire pour lancer un nouveau projet constitutionnel qui mettra fin à la Constitution née pendant la dictature. Il n'y a qu'un vague accord.

- L'ancien ministre de l'Intérieur de Piñera, M. Andrés Chadwick, fait l'objet d'une accusation constitutionnelle. Aujourd'hui, cette accusation a été approuvée par le Congrès et, par conséquent, il ne sera pas en mesure d'occuper une charge publique pendant les cinq prochaines années. C'est tout !

- L'accusation constitutionnelle contre le président de la République lui-même a été rejetée par la Chambre des députés lors d'un vote divisé. Sous le discours de la sauvegarde de la démocratie, c'est Piñera qui est sauvé.

- Un groupe de femmes de Valparaiso a lancé une campagne chorégraphique qui a eu une portée mondiale. Le collectif Las Tesis avec leur chanson *El violador eres tú* (4), a donné un cadre théorique patriarcal aux abus qui ont provoqué l'explosion. On se félicite de cette proposition et de sa portée, bien que la chanson quelques jours plus tard, ait été enregistrée au registre de la pro-

priété intellectuelle, au nom des hommes. En ce qui concerne le reste : les pensions, la santé, l'éducation, les ressources naturelles, les droits des peuples autochtones, rien. Rien non plus pour en finir vraiment de la précarisation généralisée de la vie. Ah, j'avais oublié. La mesure de 30 pesos pour le métro de Santiago a été supprimée quelques jours après l'explosion, car, comme les autorités l'ont expliqué, l'algorithme de calcul des valeurs n'était peut-être pas aussi précis. L'été approche dans l'hémisphère sud. Les familles seront endettées pour les cadeaux de Noël et pour les vacances précaires, les banques ont augmenté les taux d'intérêt parce que le Chili n'est plus un pays aussi sûr. Plusieurs personnes ont perdu leur emploi et à la télévision, on parle déjà des artistes qui seront présents au festival de Viña del Mar. Plus de 300 personnes ont perdu tout ou une partie de leur vue pendant les journées de mobilisation. Espérons que les 17 millions de chiliennes et chiliens restants ne la perdront pas, accablés par la vie quotidienne.

*Martín Quintana Elgueta*

Enseignant chercheur à l'Université de Los Lagos, Chili

---

1) Populaire en Amérique du Sud, la casserolade est un joyeux concert de casseroles, une technique populaire collective et ancienne de protestation, pour créer brouhaha, chahut, charivari...

2) <http://www.fundacionso.cl/Graphiques/pension-moyenne-fevrier-2019>

3) Les un million et demi d'amérindiens Mapuches (littéralement « Peuple de la terre ») sont un peuple autochtone du Chili et d'Argentine.

4) <https://www.youtube.com/watch?v=sjrM4vgl-NE>

# ALGÉRIE : LE PACIFISME EST-IL UN SIGNE DE FORCE OU DE FAIBLESSE DU HIRAK ?

À la veille de la mascarade qui a conduit à l'élection d'Abdelmadjid Tebboune – Premier ministre d'Abdelaziz Bouteflika en 2017 – plusieurs appels émanant de groupes ou de personnalités ont réitéré leur attachement au pacifisme du mouvement populaire (*hirak*) dont un des slogans phares est « *silmya !* » (« pacifique ! »).

Le Pacte de l'alternative démocratique (PAD) – qui regroupe trotskistes, stalinien, démocrates et autres droitiers pour « *la construction de l'Etat de droit* » – a ainsi convié les Algériens à adhérer aux « *formes d'actions pacifiques projetées par le mouvement populaire, y compris la grève générale* » (*El Watan*, 9 décembre 2019).

Un groupe de 19 personnalités – dont les doyens Ali Yahia Abdenour et Ahmed Taleb Ibrahimi – qui plaide pour une « *solution politique consensuelle* » a pour sa part invité les militants du *hirak* à « *faire preuve d'un haut niveau de retenue pour préserver la communion dans cette épopée rassembleuse par son pacifisme* » (*Liberté*, 11 décembre 2019).

Pourtant, dans les discussions privées et publiques – quand elles ne sont pas interdites –, la question du recours à la violence est posée en d'autres termes par des individus qui participent au *hirak* dans une perspective autrement radicale que celle, d'essence réformiste, proposée par les groupements précités.

Ces *hirakistes* se demandent si le pacifisme constitue un moyen ou une fin en soi, s'il faut se préparer à la violence – quand il ne s'agit pas d'y appeler –, si le slogan « *Doula madania machi askaria !* » (« Etat civil et non militaire ! ») est pertinent – puisque, selon eux, l'armée ou un officier pourraient mettre en œuvre une politique progressiste...

Aux illusions de droite répondent donc celles de gauche, même si ces interrogations correspondent à un niveau de conscience : celui d'une société en pleine régénération après 132 ans de colonialisme, un régime autoritaire de plus d'un demi-siècle dont une décennie de guerre civile et 20 ans de bouteflikisme.

Par conséquent, la question du recours à la violence ne peut se poser abstraitement dans un pays où l'arbitraire policier s'abat sur les jeunes défavorisés et les militants de

gauche comme à Oran (*Maghreb Emergent*, 14 décembre 2019), où les brutalités domestiques meurtrissent femmes et enfants, où les injures tiennent lieu d'arguments.

Le mouvement populaire n'a pas été assez puissant pour empêcher les élections du 12 décembre sauf dans certaines localités kabyles. C'est une défaite pour le *hirak* dont la majorité ne s'est pas débarrassée de sa « *mentalité de vaincu* » (*Le Réveil*, n°3, novembre 1940) dans le sens où elle a pensé aux concessions plutôt qu'à la résistance au pouvoir.

Malgré les démonstrations de force hebdomadaires – puis quotidiennes à l'approche du scrutin –, il n'y a pas eu de réelle tentative visant à construire un rapport de forces en faveur des couches populaires qui n'ont aucun intérêt dans la perpétuation du système tant décrié dans les rues.

Mais le pacifisme a représenté une modalité nécessaire pour une population inégalement politisée, dans un pays marqué par une profonde crise de confiance et l'hypocrisie sociale, où l'on croise des personnages comme le Furex de George Orwell (*Dans la dèche à Paris et à Londres*) : internationalistes sobres et nationalistes ivres.

Or, les appels lancés par les politiciens ont une autre signification. Il s'agit pour eux de contenir le *hirak* dans des limites acceptables pour la bourgeoisie en vue de négocier avec les tenants du système une transition – en ayant éventuellement recours à la grève générale – mais qui préserverait l'État, l'armée et la police.

Quant à ceux qui, obsédés par le mythe du Front de libération Nationale, méprisent le pacifisme du *hirak*, on conseillera le livre de Robin Yassin-Kassab et Leila al-Shami sur la révolution syrienne (*Burning Country*), en leur demandant comment ils comptent mener en temps de guerre les débats qui n'ont pas été amorcés en temps de paix.

Errico Malatesta voulait démontrer « *comment l'esclave est toujours en état de légitime défense et comment sa révolte contre le maître, contre l'opresseur, est toujours*



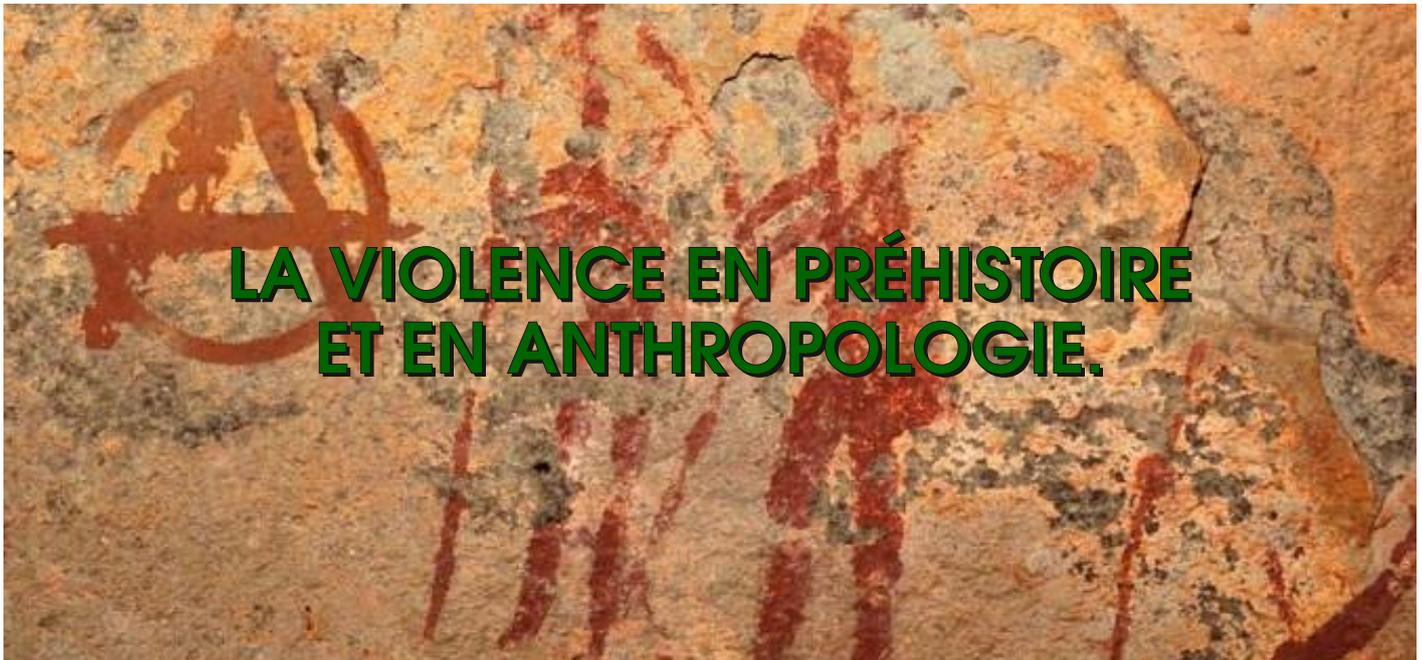
*moralement justifiable et doit être réglée par la seule préoccupation de l'utilité, de l'économie de l'effort humain et des souffrances humaines* » (*Le Réveil anarchiste*, 1<sup>er</sup> mai 1928).

En outre, l'anarchiste italien soulignait l'importance de songer à la réorganisation sociale, en prenant en considération la satisfaction des besoins – on pourrait les énumérer pour l'Algérie et ailleurs (travail, logement, santé, éducation, culture, etc.) –, par-delà la focalisation sur la violence physique :

« *Nombreux sont ceux qui donnent à l'acte insurrectionnel une importance exclusive, sans songer à tout ce qu'il faut faire, afin qu'une insurrection ne soit pas un fait de violence stérile, à laquelle viendrait répondre ensuite un autre fait de violence réactionnaire* » (*Le Réveil anarchiste*, 1<sup>er</sup> mai 1935).

Ces observations formulées dans une situation incertaine nous rappellent que si les moyens de lutte sont rarement choisis par les révolutionnaires, il leur revient toutefois de penser à la finalité de leur engagement en évitant d'entretenir les logiques sociales qui annihileraient les idéaux d'indépendance, de liberté et de justice.

Nedjib SIDI MOUSSA  
Alger, le 15 décembre 2019



## LA VIOLENCE EN PRÉHISTOIRE ET EN ANTHROPOLOGIE.

### Homo sapiens est-il violent génétiquement ?

Par Charles Macdonald, anthropologue

Anthropologues, ethnologues, préhistoriens, paléanthropologues, primatologues et psychologues ont participé à un débat qui les oppose depuis une trentaine d'années au moins. Il s'agit de savoir si *Homo sapiens* a constamment ou rarement été violent, s'il l'est génétiquement ou culturellement, quelle importance la violence homicide a eu au cours de son évolution. Il ne s'agit pas d'un débat philosophique mais scientifique. La violence fait-elle ou non partie de la « nature » humaine ?

#### En préhistoire

On a des indices directs (fractures du crâne, pointes de flèche encastrées dans des os) de morts ou blessures causées par des armes dès le paléolithique (36 000 à 27 000 ans avant le présent). Ötzi, « l'Homme des Glaces », vieux de 5 000 ans, est un témoin emblématique d'une situation de violence chronique, d'après des auteurs comme S. Pinker (2011) et J. Diamond (2012). Ce cadavre très bien préservé porte une pointe de flèche encastrée dans l'os de l'épaule. Des traces de sang prouvent qu'il a également blessé ses agresseurs. Pour L. Keeley (1996), un archéologue et préhistorien, l'état de guerre existait à toutes les époques

et dans tous les groupes humains. Des preuves de blessures ayant entraîné la mort sont présentes sur des squelettes en Europe et en Afrique du Nord aussi bien qu'en Amérique du Nord (Homme de Kennewick, 9 400 ans.)

D'autres archéologues et préhistoriens, dont B. Ferguson (2013), contestent cette lecture de la préhistoire. Les indices sont finalement assez rares et très dispersés dans le temps. Les preuves de violence au paléolithique ancien sont rares, et les signes plus nombreux d'homicides apparaissent au mésolithique mais avec une fréquence

inférieure à celle prédite par Keeley. Il s'agirait plutôt d'homicides résultant de combats individuels plutôt que de conflits collectifs. Les chiffres mis en avant par Pinker, Keeley et d'autres sont abusifs : si on trouve plusieurs squelettes dans une tombe commune et qu'un seul porte des traces de coups on ne peut en inférer que tous les cadavres ont été des victimes de violence. Pour Ferguson, la guerre n'a pas toujours existé, de très longues périodes n'ont pas connu de violence. Il en conclut qu'*Homo sapiens* n'est pas programmé génétiquement pour tuer ses semblables.

#### En primatologie

L'étude des grands singes nous permet de remonter encore plus loin dans la phylogénèse hominienne. Les chimpanzés (*Pan troglodytes*) font preuve de violence intraspécifique. Leur observation a suggéré le titre du livre *Mâles démoniaques. Les grands singes et les origines de la violence humaine* (R. Wrangham et D. Peterson 1996). Comme nous sommes génétiquement très proches des chimpanzés leur comportement, peut-on penser, exhibent des traits archaïques mais toujours présents, ou latents, chez l'humain. Or cette espèce, très territoriale, se livre à des confrontations entre commu-

nautés voisines. Ces confrontations, lorsqu'elles se traduisent par des combats corps-à-corps, (mais à plusieurs contre un), aboutissent le plus souvent à la mort de l'adversaire, un fait rare en éthologie puisque les combats entre mâles ne se soldent généralement pas par la mort du vaincu mais par la fuite ou l'exclusion du groupe. La conclusion serait que les coalitions meurtrières et la soif de dominance soient des traits génétiquement hérités par les humains.

Cette conclusion a été contestée par d'autres primatologues, comme Sussman et Mar-

shak (2010), qui contestent non seulement les chiffres avancés par Wrangham et Peterson mais aussi la conceptualisation idéologique (pulsion de dominance) impliquée par ces hypothèses. Enfin, à l'appui d'une vision pacifiste de notre espèce, nous avons l'exemple des bonobos (*Pan paniscus*) qui, comme c'est bien connu, font l'amour plutôt que la guerre. Rien n'interdit de penser que les ancêtres d'*Homo sapiens* ont suivi la voie des bonobos plutôt que celle des chimpanzés, ou une autre voie divergente.

## En ethnologie

Les populations guerrières ne manquent pas. L'une en particulier a retenu l'attention, celle de la tribu amazonienne des Yanomami (ou Yanomamö). N. Chagnon, un des ethnologues qui les a étudiés a fait paraître un livre célèbre sous le titre *Yanomamö : les hommes féroces* (1968). Ce groupe effectivement se livre régulièrement à des actes violents, dans le groupe, entre communautés voisines, entre hommes et sur les femmes. Cet ouvrage et les interprétations de Chagnon qui ont suivi - basées sur la thèse du succès reproductif des mâles de l'espèce - ont donné lieu justement à une féroce controverse. L'un des détracteurs des thèses de Chagnon et plus généralement de l'idée que la violence est génétiquement programmée et présente dans toutes les cultures humaines est D. Fry (2006).

Pinker et Fry, comme Keeley et Ferguson, se sont également livré à une guerre de statistiques tendant à démontrer, pour les premiers que la fréquence des violences et guerres tribales est toujours élevée et omniprésente, pour les seconds que les statistiques indiquent une fréquence moindre et plus intermittente, voire non existante pour les bandes de chasseurs-cueilleurs. Mais surtout, ce que les tenants de la violence endémique et omniprésente contestent - et qui cependant est un fait avéré - est l'existence de populations non violentes (Benjamin et al. 2012). Elles aussi existent partout et ont été étudiées attentivement sur de longues périodes. C'est le cas par exemple

de populations de la Péninsule Malaise (Batek, Chewong, Semai,) des Philippines (Palawan), de l'Arctique (Inuit) et de bien d'autres. Des cas d'homicides sont présents mais très peu fréquents. Ces populations se conforment à une éthique de non-agression radicale, préférant fuir que confronter l'adversaire. Elles répriment en même temps toute forme d'agressivité dans et hors du groupe (J. Briggs 1970)

L'ethnologie et l'anthropologie nous renseignent encore sur les mécanismes qui favorisent ou au contraire diminuent les risques de violences et d'homicides chez les humains. Tout d'abord ce sont les hommes et de préférence les hommes jeunes qui tuent, pas les femmes.

Ensuite l'armement. Il y a une progression constante du nombre d'homicides en fonction du type et de la présence d'armes. L'apparition très ancienne des armes de jet a permis de tuer à distance et de réduire les risques de dommage corporels pour l'agresseur. Cela a augmenté les risques de conflits mortels. On sait maintenant que le nombre d'homicides par armes à feu et directement corrélé à la présence de ces armes. Si on a un fusil on tue. Si on a un couteau aussi, mais moins. Si on n'a pas d'armes, on ne tue pas ou très peu.

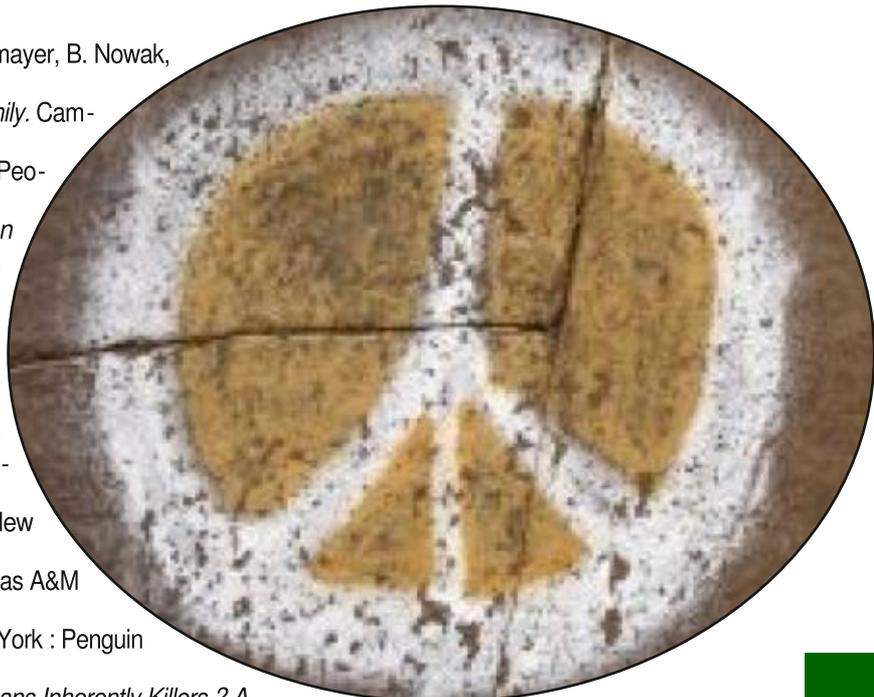
Un autre mécanisme a été mis à jour (Otterbein 2004). Ce sont les groupes d'intérêt fraternels --en anglais FIG ou « fraternal interest groups ». Un groupe de jeunes

hommes apparentés et voisins (partageant le même territoire) se livrent presque systématiquement à des confrontations violentes avec d'autres groupes du même type. Cette hypothèse semble vérifiée par une autre observation. Les sociétés matrilocales (les hommes vont habiter dans le groupe de la femme) dispersent les mâles et sont corrélativement beaucoup moins violentes que les groupes patrilocaux.

Le débat sur les origines de la violence et sur la situation qui prévalait au cours de plus de 200 000 d'évolution humaine reste ouvert. Mais d'abord, un argument très fort en faveur d'un état de relative non-violence primitive est l'ethnographie des chasseurs-cueilleurs qui vivent en petites bandes très mobiles et en constant état de fission-fusion. On a toutes les raisons de penser que l'homme anatomiquement moderne a vécu ainsi pendant plus de 190 000 ans. Or ces groupes sont généralement peu disposés à la violence, voire radicalement non-violents. D'une façon beaucoup plus générale, de nombreuses études psychologiques montrent que les humains répugnent à tuer leurs semblables et qu'ils évitent de le faire même dans des situations de guerre. Le goût de tuer relève plus souvent d'une véritable psychopathie. Enfin une très grande partie de l'humanité souhaite la paix, vit en paix, évite la violence et trouve de nombreux moyens de régler les conflits de façon amiable et sans en venir aux mains ni aux armes.

### Références

- Benjamin, G., R. Dentan, C. Macdonald, K. Endicott, O. Steinmayer, B. Nowak, 2012. "Violence: finding peace", *Science*, 338: 327.
- Briggs, Jean 1970. *Never in Anger. Portrait of an Eskimo Family*. Cambridge : Harvard University Press.
- Chagnon, Napoleon A. 2013 [1968]. *Yanomamö: The Fierce People*. 6th Edition, Wadsworth, Belmont.
- Diamond, Jared 2012. *The World until Yesterday. What Can we Learn from Traditional Societies ?* New York : Allen Lane, Penguin Books.
- Ferguson, Brian 2013. «The Prehistory of War and Peace in Europe and the Near East», in Fry, D. ed., *War, Peace, and Human Nature*, Oxford & New York : Oxford University Press : 191-240.
- Fry, Douglas P. 2006. *The Human Potential for Peace. An Anthropological challenge to Assumptions about War and Violence*. New York and Oxford: Oxford University Press.
- Keeley, Lawrence 1996. *War Before Civilization*. Oxford & New York : Oxford University Press.
- Otterbein, Keith 2004. *How War Began*. College Station : Texas A&M University Press.
- Pinker, Stephen 2011. *The Better Angels of our Nature*. New York : Penguin Books.
- Sussman, Robert W. and Marshak, Joshua 2010. *Are Humans Inherently Killers ? A critique by robert Sussman and Joshua Marshak followed by a Response by Richard Wrangham*. Global Nonkilling Working Papers #1. Honolulu : Center for Global Nonkilling, Wrangham, Richard and Dale Peterson, 1996. *Demonic Males. Apes and the Origins of Human violence*. Boston & New York : Mariner Books, Houghton Mifflin Cy.



# POUR UNE POLITIQUE MATÉRIALISTE DE LA LIMITE

*Dans ce petit livre de lecture aisée « Anarchisme et anthropologie : pour une politique matérialiste de la limite » qui vient d'être réédité chez Asinamali, le philosophe italien Alberto Giovanni Biuso aborde une question d'anthropologie qui ne peut nous laisser indifférents : la part de notre animalité dans nos comportements.*

L'être humain en tant qu'animal est soumis à sa biologie et à son hérédité ; il s'en distingue par le fait qu'il est une conscience porteuse d'un « rêve individuel au sein du plus vaste état de veille collectif, ainsi que des ensembles de structures formant l'humanité ».

Pour Alberto Giovanni Biuso, nous sommes des mammifères prédateurs de grande taille avec quelques spécificités portant sur des différences de degrés, mais avec des caractères que nous partageons en réalité avec les animaux : xénophobie, destruction de notre environnement, assassinat, génocide. Si l'homme a éprouvé le besoin de les justifier en les rationalisant dans un but d'efficacité, il n'en demeure pas moins soumis à la loi de la vie : survivre en tant qu'espèce.

Pour Clastres déjà, pouvoir et conflit étaient une réalité de toute société ; toutefois les sociétés sans État distinguaient pouvoir et État, guerre et domination, société indivisée et société avec chef. Dépassant la thèse de Clastres qui semble négliger la part de zoologie humaine, le philosophe italien inscrit les logiques du comportement humain dans un cadre biologique se singularisant comme toute espèce, par des caractéristiques culturelles. Biuso rejoint Clastres pour constater que toutes les sociétés humaines en mode de production domestique sont des sociétés de loisirs et d'abondance, ayant d'autres rapports à la vie, au temps, aux relations que les sociétés capitalistes, basées sur la production de masse et le commerce. Il rappelle que dans les sociétés sans État, la guerre a pour fonction de préserver la cohésion du groupe en le distinguant de ce qui lui est extérieur, alors que l'échange des femmes crée des liens avec cet extérieur. Le chef n'y est que le porte-parole et le débiteur de son groupe (le pouvoir se distingue du prestige). Ainsi, dans de telles sociétés, la guerre est dirigée contre l'État et non en sa faveur. La société primitive est constituée sur une logique différentielle, opposée à l'Un, et à sa domination.



## Comportementalisme et autoritarisme

Outre sa capacité animale de répondre aux sollicitations de l'environnement, l'humain use de significations et de symboles. Il crée des formes et de la transcendance (mythe, religion, langage, art, Histoire, science). Il est à la fois organique et supra-organique, à la fois corps, action, expérience, formation, culture. A travers l'action, le corps façonne le monde et se façonne lui-même en permanence.

L'apprentissage de la confrontation, entre autres au cours des rituels d'initiation, prépare à la difficulté de vivre et permet de tester ses propres limites. Pour notre auteur, l'éducation moderne en s'alignant sur les thèses rousseauistes a renoncé à cette initiation au nom d'une apparente liberté, en réalité contraignante ; elle crée les conditions du totalitarisme. En effet « une communauté libre est composée de sujets non serviles, conscients des limites, de la responsabilité, des devoirs inhérents à chaque forme du vivre ensemble, [...] d'individus qui ne s'en remet-

tent pas totalement au groupe [...] mais défendent avec ténacité leur propre unicité ». Liée à notre animalité, l'agressivité est biologique, et, condition de survie de l'espèce, constitue un frein à la destructivité. Toute espèce apprend à la contrôler. Alors qu'un loup pourrait d'un coup de dent éliminer un adversaire de son espèce, il l'épargne dès lors que celui-ci montre un signe de soumission. Chez l'homme, qui ne dispose pas biologiquement de « cette arme propre aux grands prédateurs d'éliminer d'un seul coup celui qui lui fait obstacle », cette inhibition est absente ; elle relève donc de son apprentissage. Dès l'origine certains groupes humains ont un idéal pacifique, d'autres : guerrier. La violence, non la guerre, est donc inscrite dans notre espèce, comme l'art, la curiosité et le jeu. La guerre, elle, dans sa forme même, est un fait culturel, et un refus des limites. Inné (biologique) et acquis (culturel) doivent contribuer à résoudre les conflits nés d'une nécessité d'assurer la sécurité

et l'activité à l'organisme au sein de son milieu spécifique. Ainsi l'agressivité exploratrice naturelle chez l'enfant peut lui permettre de connaître les limites souhaitables, possibles, de son pouvoir, à condition qu'il expérimente les limites de sa liberté qui ne soient pas qu'interdits culturels et d'autorité.

Tout animal naît avec des prédispositions utiles à son espèce. Des constantes anthropologiques, telle l'agressivité, ont été bénéfiques à la nôtre. On peut agir sur elles, non les éliminer. Cette agressivité est biologique mais la symétrie et la réciprocité des relations, faits culturels, permettent de la contrôler. C'est ainsi que joie inquiète, prestation, possession, férocité, culpabilité, structurent les relations interhumaines. Reconnaître notre nature nous permet d'espérer de ne pas y être soumis inconditionnellement. En tant que fait culturel, la paix n'est donc pas impossible.

## Le pouvoir, la violence de l'État

Tout pouvoir est d'abord possession, il ne se limite pas à l'exercice de la force brutale. Il est avant tout pouvoir de faire, action. Mais notre humanité est cernée par des comparaisons, des conflits, des rivalités de rang. Survivre étant la priorité de tout vivant, l'agressivité défensive est biologique. Le problème commence dès qu'elle s'exerce sur le groupe, non en sa faveur mais pour le soumettre. Or, par sa nature grégaire, l'homme est biologiquement prédisposé à obéir, pour se faire reconnaître et accepter ! Une anthropologie désenchantée, matérialiste, immanente peut seule nous permettre de nous opposer efficacement au pouvoir, si en dehors de toute téléologie (1) de l'humanité, elle tient compte de son évolution qui n'est impulsée que par le hasard et des improvisations.

La violence de l'humain envers ses sem-

blables, les choses, la nature, est constante et intrinsèque à sa spécificité : pourtant, il est d'abord un corps qui s'unit à d'autres pour se défendre. A l'origine, il crée le pouvoir pour limiter la violence et ce dernier s'en empare pour défendre les « valeurs » qui proposent l'espoir téléologique (2) d'une illusoire perfection. C'est pourquoi tout projet révolutionnaire ayant réussi à prendre le pouvoir, a aggravé la violence. Le pouvoir s'appuie sur les masses dont il se proclame l'unique représentant. « Le pouvoir est une structure criminelle qui dans tous les cas reste au service de certains groupes contre d'autres. »

Ignorer les motivations biologiques de l'action individuelle ou collective est une erreur. Notre espèce est un produit de l'évolution, non sa finalité. Une éthique matérialiste doit prendre en compte la centralité du corps, la

consistance de la passion, de la rationalité, la critique du libre arbitre et l'altruisme, le fait que notre comportement se constitue et se structure en permanence par notre corps même et ses impulsions.

On voit bien que le seul sentimentalisme ne fait pas obstacle à la férocité qui s'oriente en priorité vers ceux que la solidarité universelle reconnaît pourtant comme les plus faibles. Nos sociétés fragmentées, soumises au politiquement correct, humanistes verbalement, reposent sur une économie immodérée, retournent aux guerres tribales : elles n'existent qu'à travers l'État. Nos démocraties ne sont pas un dialogue, mais le partage d'une vérité salvatrice transcendante. La liberté renvoie à des valeurs externes, naturelles auxquelles on ne peut que se soumettre.

## Contre la politique considérée comme une religion, pour une anthropologie matérialiste et anarchiste...

Au XIX<sup>e</sup> siècle la politique est devenue religion ; c'est d'elle que nous attendons le salut, le bonheur sur Terre. Tout est devenu politique, entre autres l'économie (et la religion, l'art, la morale, la science, etc.). Communisme étatique, comme nazisme ont été construits en objets de culte ; les États incarnent une vision de la morale : par l'éducation on prétend libérer l'homme de ses déterminismes biologiques. Or il n'existe aucune téléologie de l'histoire : l'homme est constamment en train de se modifier, tout comme il modifie le regard qu'il porte sur lui-même. Vouloir construire un avenir en négligeant la nature biologique et historique de l'homme, c'est courir vers une utopie

d'essence religieuse.

Fascisme, bureaucratisation, consumérisme capitaliste détruisent la pensée individualiste par l'endoctrinement de masse, s'opposent à cet aspect de la culture qui défend l'individu face à la tribu. La culture laïque, en exaltant la différence, dénie aux religions de pouvoir assurer notre rédemption, comme elles prétendent le faire y compris par l'usage de la férocité. « Un véritable multiculturalisme se place à l'opposé [des] dogmes religieux et rejette l'invitation à s'isoler dans la pureté de sa propre identité tribale. » L'homme ne constitue ni la gloire ni l'erreur d'un dieu, mais il est partie d'un tout. Il ne devient que ce qu'il est, ni bon, ni mauvais.

## ... Un anarchisme pour le présent

La société humaine est un tout organique composé d'une multitude de formes identitaires. C'est cette différence qu'il importe de sauvegarder. Or la « démocratie » détruit les communautés et les corps, entre autres lorsqu'elle impose sa modernité partout en important ses normes. L'État est le destructeur de nos désirs profonds profitant de notre désir grégaire de nous fondre dans la masse et de cet autre qui nous pousse à la destruction pour nous maintenir en vie. Nos désirs sont contradictoires. Hédonistes et altruistes à la fois, ne les confions pas à la légèreté.

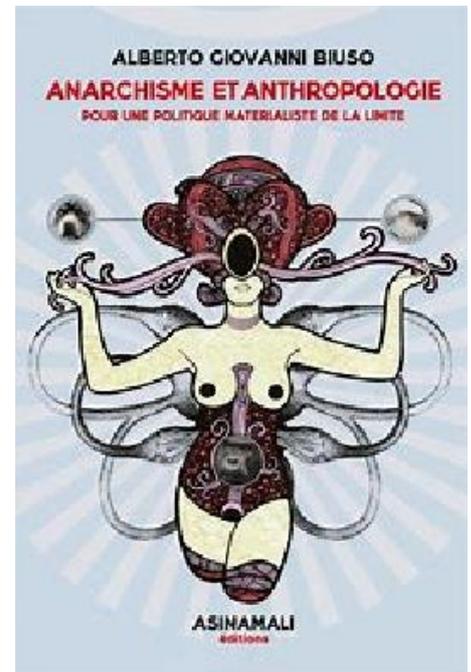
En nous proposant de conjuguer désir individuel et désir collectif, *inné* et *acquis*, Bios

et *Polis*, d'agir pour que le Léviathan élaboré en vue d'éviter la destruction n'en soit pas en réalité la cause déterminante, Alberto Giovanni Bosisio nous invite, nous anarchistes, au réalisme, d'autant plus efficaces que nous serons désenchantés et matérialistes, et décidés à construire la société humaine, « sans illusion, mais avec une ténacité extrême ».

Toni

1) En philosophie, doctrine selon laquelle le monde obéit à une finalité (NLDR)

2) Qui porte sur la finalité (NLDR)



# VIOLENCES ÉDUCATIVES ORDINAIRES ET ÉDUCATION SANS VIOLENCE

En tant qu'anarchistes, nous souhaitons un monde débarrassé des relations d'oppression et des différents systèmes de domination. Parmi les motifs qui rendent insupportables les relations de domination, il y a le fait que les systèmes de domination s'appuient toujours sur des pratiques violentes (physiques, psychologiques, symboliques). Quand nous parlons de cela, nous pensons immédiatement au racisme, au sexisme, à l'antisémitisme, au validisme, etc., les exemples sont hélas nombreux.

Mais il existe un territoire encore peu exploré : celui de l'enfance. En effet, les enfants sont en situation d'être des dominés dans notre société, face à des adultes se trouvant, eux, en situation de dominants, quelle que soit par ailleurs leur situation sociale.

Nous sommes encore peu nombreux à concevoir l'enfance comme un territoire colonisé, à voir les enfants comme des opprimés et les adultes comme des oppresseurs. Les mots peuvent sembler forts. Et pourtant. Nous vivons dans une société où la domination adulte est la norme (1).

Il suffit de se demander quelles sont les décisions que peuvent prendre, pour eux-mêmes, des enfants, c'est-à-dire des personnes non majeures, et de regarder la réponse pour constater que nous vivons dans une société adultiste : quasiment aucune (2). Les enfants ne disposent pas de leur propre vie. Aujourd'hui, c'est aux parents ou aux représentants légaux des mineurs que revient le droit de décider de la vie d'un enfant. Davantage que d'un droit, il s'agit en réalité d'un devoir, puisque l'Etat lui-même surveille les adultes, afin de s'assurer qu'ils surveillent bien les enfants (3).

Que nous soyons parent, beau-parent, grand-parent, enseignant, professionnel de l'enfance, ou simplement en contact avec des enfants dans notre vie quotidienne, nous sommes, à chaque instant, dans une position de domination vis-à-vis de ces personnes fragiles et dépendantes que sont les enfants. Et comme tout dominant, nous exerçons, plus ou moins, des violences à l'encontre des dominés.

Les violences faites aux enfants peuvent revêtir de multiples formes, des plus graves aux plus ordinaires. Nul ne remet aujourd'hui en question la gravité et le caractère inacceptable des violences physiques infligées aux enfants. Mais le fait que nous vivons dans une société qui considère les enfants comme inférieurs rend possibles les « violences éducatives ordinaires ».



Photo extraite du film *The Kid* de Charlie Chaplin

De quoi s'agit-il ? Les violences éducatives ordinaires (VEO) sont l'ensemble des pratiques considérées comme « éducatives », c'est-à-dire ayant pour but d'éduquer un enfant, mais qui s'avèrent néanmoins violentes. Ces pratiques, parce que considérées comme éducatives, sont tolérées, considérées comme normales, voire encouragées, et sont souvent subies quotidiennement par les enfants. Elles en deviennent donc « ordinaires ». Il peut s'agir de fessée, gifle, cheveux tirés, enfant poussé, tiré ou secoué, cris, menaces, insultes, paroles dévalorisantes ou humiliantes (« tu es méchant », « tu n'es pas jolie quand tu pleures »), moquerie, chantage, culpabilisation, punition, gestes qui font peur à l'enfant, isolement, privation, etc.

« En France aujourd'hui, 85% des enfants subissent quotidiennement cette violence éducative ordinaire. Un enfant sur deux est frappé avant l'âge de deux ans et les trois quarts avant l'âge de cinq ans. La majorité des parents sont pour les gifles, la fessée » (4).

Se positionner en tant que dominant en exerçant toutes sortes de violence à l'encontre des enfants n'est pas synonyme de prendre soin d'eux, et il nous faut avoir l'honnêteté de le reconnaître. Se regarder agir avec les enfants en toute objectivité peut être difficile, voire douloureux, mais c'est un exercice nécessaire. Accepter de nous percevoir, nous adultes, comme des oppresseurs, permet de réfléchir à nos idées et nos pratiques, de les remettre en question et de sortir de cette posture de dominants pour en adopter une autre, plus juste envers les enfants.

Entrer dans des relations dépourvues d'autoritarisme, d'arbitraire, et d'attente envers les enfants n'est pas une chose aisée, car nous avons, pour la plupart, grandi dans un

autre modèle, et que nous vivons dans une société qui maltraite les enfants. Il est cependant possible de changer de lunettes et de regarder les enfants comme nos égaux (5). Chacune et chacun trouvera comment faire, à sa façon, pour changer de posture, abandonner le rapport de force et quitter ses habits de dominant, déposer ses attributs de colon de l'enfance (6).

Les années d'enfance sont les plus formatrices pour les individus. Si nous parvenons à accompagner les enfants vers l'âge adulte sans leur faire subir de violences, nous pouvons peut-être espérer qu'alors ils ne souhaiteront devenir ni oppresseurs ni opprimés, mais qu'au contraire, ils s'épanouiront dans des relations d'égalité avec les autres humains. L'éducation sans violence semble alors être une piste à ne pas négliger pour faire route vers une société anarchiste.

Marina  
groupe Libertad

- 1) Yves Bonnardel, *La domination adulte*
- 2) John Holt, *S'évader de l'enfance*
- 3) Mélissa Plavis, *Apprendre par soi-même, avec les autres, dans le monde : l'expérience du unschooling*
- 4) Catherine Gueguen, *La violence éducative ordinaire (VEO) selon Catherine Gueguen*, consultable en ligne : <https://lesprosdela petiteenfance.fr/bebes-enfants/psycho-pedagogie/la-violence-educative-ordinaire-veo-selon-catherine-gueguen>
- 5) Evelyne Mester, *Mon enfant, mon égal*
- 6) De nombreuses pistes ont été suggérées par exemple par Catherine Dumonteil-Kremer dans ses ouvrages



## VIOLENCE PARTOUT !

La violence n'épouse pas obligatoirement la forme kaki, en armes, lance-pierres, projectiles, coups de matraques... adressés à la partie adverse : manifestants...

Elle est aussi omniprésente en nous, dans le langage, les gestes de communication entre humains.

Et s'il est constaté une graduation, voire un fossé entre l'envoi de coups et une parole menaçante, violente, autoritaire, ce n'est bien souvent qu'une question de degrés. Le fait d'imprimer une autorité, un pouvoir sur autrui, c'est-à-dire de vaincre par le seul fait d'occuper une place supérieure, sociale, politique, culturelle, de dominer la parole de l'autre, n'est-ce pas de la violence ?

En réalité, l'individu est pétri de violence plus ou moins latente et il ne tient qu'à lui de la contrôler au mieux, et de la libérer dans des formes exutoires : sport...

### Violence de l'État et du capitalisme

L'une des plus grandes violences subies à ce jour est exercée par l'État, bien sûr par les forces qui sont à ses ordres, mais aussi par l'exercice de la loi, son exécution, que les « sujets » soient d'accord ou non avec le contenu de ladite loi.

Le capitalisme occupe aussi une place de choix dans l'étalonnage de la violence, par l'exploitation d'abord, puis par sa capacité légale, de licencier à tour de bras des centaines de salarié.e.s, pour augmenter à loisir la plus-value de l'actionariat, en jetant sur le pavé, à la misère, au chômage, d'innombrables foyers et individu.e.s.

Les médias à la solde de ce système, pointent avec délice, les frictions, casses... constatées lors de certaines manifestations. Mais s'ils faisaient l'effort de la jauger face à la casse générée par l'ordre bourgeois, ils

se rendraient compte que ce n'est absolument pas comparable. La violence ultime vient de l'imposition de cet ordre, avec les béances, les fossés enregistrés entre les possessions de la classe dominante et les maigres subsides des travailleurs.euses. De plus, pour bien symboliser la nature des rapports de classe, la seule réponse rencontrée lors des manifestations comme « réponse » à l'expression de la souffrance, de l'exploitation, du rabaissement, est l'envoi de gardes mobiles, de CRS... casqués, matraque à la main.

Cet ordre est bien à la dérive, en faiblesse donc, n'ayant à exhiber que son torse, ses poings, sa brutalité. Pas d'autre argument que les coups !

Voilà bien l'image violente de cette société, diffusée et imprégnée comme la seule possible ; cela commence à l'école, avec les notions d'autorité, de soumission, d'acceptation de la hiérarchie sociale, c'est-à-dire sans justification autre que celle de celui qui en détient les règles.

Cette violence se dilue dans presque tout l'organisme, le mental et le subconscient, gérant tous les réflexes et comportements.

### Violence journalière

Dans un degré moindre, mais tout de même à prendre en compte, dans nos contacts journaliers avec notre entourage, nous exerçons, sans bien nous en rendre compte, une forme de violence verbale, dans la locution, dans le désir de « l'emporter », de convaincre, qui signifie vaincre mais de manière policée, « civilisée ».

Les violences commises envers autrui, ou même et surtout au sein des familles, envers les femmes, les enfants, sont hautement condamnables (pas uniquement par

la Justice), mais ne représentent souvent qu'une étape supplémentaire (inqualifiable), de ce parcours de haine, de domination qui a été déjà bien entamé à force de moqueries, mépris, autorité, injures...

Les termes pouvant rabaisser les enfants, par exemple, pour soi-disant leur montrer « le bon chemin », ne sont-ils pas, eux aussi, porteurs de fractures, de traumatismes indélébiles ?

C'est pour cela que les anarchistes, notamment, prônent une autre forme d'éducation, de rapport entre les humains.

C'est pour cela aussi, que l'autorité, le pouvoir sont à rejeter, car outre le fait qu'ils pérennisent une société inégalitaire, de classes, ils exercent une domination que le système électoral leur consent certes, mais aussi, parce qu'ils disposent des moyens physiques, matériels, administratifs, législatifs... donc uniquement parce qu'ils sont les plus forts ou qu'ils disposent à volonté de la force multiforme.

L'élection, en soi, porte ce germe : l'élu.e ne doit ce statut uniquement par le fait qu'il ou elle a obtenu le plus grand nombre de voix ou de suffrages. La qualité de l'argumentation est écrasée au profit du seul nombre ; un peu comme le hit-parade des idées, des convictions.

### Rien n'a vraiment changé

C'est donc le principe hérité des premiers humains, quand ils devaient exercer la force pour se défendre contre, ou dominer un environnement hostile. Rien n'a vraiment changé : les différents pouvoirs gagnent (pour le moment) parce qu'ils sont les plus forts !

Guy  
Groupe de Rouen

# VÉGANISME : NON-VIOLENCE OU OBSERVANCE ?



Depuis l'inconsolable sevrage du doux sein maternel, l'auteur de ces lignes se venge sur les bêtes. Certes, il ne les tue pas lui-même, mais il les mange ; il n'est pas végan, pas même végétarien. Interpellé toutefois par le nombre croissant des légumistes (comme en son temps, on caractérisait Elysée Reclus), il s'interroge, se demande « comment peut-on être végan ? », et subsidiairement « pourquoi cette détestation des végans ? »

La question qui nous est posée semble être la suivante : un végan ou un végétalien peut-il – doit-il, légitimement – fonder son choix sur l'anarchisme ? Ou serait-il plutôt comme on l'entend souvent, l'observant orthodoxe d'un nouveau culte, un religieux « radicalisé » voulant nous soumettre à son dogme contre nature ? Sans toutefois en tirer les conséquences... nous penchons plutôt pour la première explication.

## Agaçants végans...

En France on ne naît pas végan, il faut se transformer, et en puisant aux trois sources du « devenir végan » : le souci de soi, de l'environnement ou des bêtes (1). Les études indiquent toutefois que c'est le plus souvent par empathie avec les animaux qu'on le reste, une noble cause...

Mais les végans agacent. Peut-être parce que l'alimentation touche à l'intime, à ce qui entre dans notre corps, et qu'enfin débarassés des religieux, nous supportons mal de nous faire dicter à nouveau le bon et le mauvais. Peut-être aussi parce les végans mettent les « carnistes » face à leurs actes, en particulier ceux qui imaginent se soucier du bien-être animal. Agacement enfin, car comme tout jeune mouvement, le véganisme se développe largement sur le mode de la conversion. Et quelle que soit leur cause, les convertis tendent au prosélytisme ; particulièrement maladroit ici, car c'est bien souvent la méthode de la « mauvaise conscience » qui est mobilisée pour nous enrôler.

Mais si les végans agacent, ne perdons pas notre sang froid, pas car cette affaire n'est pas nouvelle. Déjà au Ve siècle avant notre ère, les disciples végétariens du grand Pythagore provoquaient l'ire des stoïciens. Les stoïciens qui, on le sait, formaient les classes dirigeantes des sociétés antiques, affirmaient déjà que refuser de manger la chair des bêtes menaçait les bases de la société...

## Le dieu dit : point ne tueras... les tiens

Très précis, le dieu unique nous donne un ordre des plus clairs. « Tu ne tueras point ! ». Mais l'injonction biblique popularisée par le christianisme se limite absolument aux meurtres (tuer des humains). Ça n'est que parce que l'homme est divin que sa vie est sacrée ; c'est le dieu en lui que le texte protège.

« Si quelqu'un verse le sang de l'homme, son sang sera versé par l'homme, car Dieu a fait l'homme à son image. » – Gen 9-6

Il nous aura auparavant enjoint de dominer les bêtes ; s'y adonner relève de l'obéissance absolue qu'exige le dieu.

« Vous serez craints et redoutés de tout animal de la terre, de tout oiseau du ciel, de tout ce qui se déplace sur le sol et de tous les poissons de la mer : ils sont placés sous votre autorité. » – Gen 9-2

Les glossateurs pourront bien sûr faire dire aux textes ce qui ne s'y trouve pas, c'est leur métier, mais le lecteur honnête tout comme l'orthodoxe observant ne tuera pas les humains et se rattrapera sur les bêtes. On ne tue pas les bêtes, d'ailleurs, on les « abat ».

## Le Bouddha dit : point ne mangeras... les tiens

*Mother India*, le pays de la spiritualité, semble plus généreuse, en imposant au croyant de respecter la vie animale, les jains allant jusqu'à pousser l'interdit à certains légumes racines dont l'arrachage pourrait nuire aux insectes ou vers de terres qui les fréquentent. Mais le gain en universalité n'est qu'apparent, car le religieux nous enseigne ici qu'après sa mort, un humain se réincarne. Si possible en humain bien sûr – ultime étape vers la « libération » du cycle des renaissances – mais selon son karma, éventuellement en chien, singe, insecte ou pire. C'est donc l'injonction végétarienne qui logiquement s'impose, car la chair animale est potentiellement chair humaine. C'est encore et toujours l'homme qui est sacralisé et sanctuarisé, et rien que l'homme. Le nom de l'interdit, c'est « anthropophagie ». Ce ver de terre, c'est peut-être ta grand-mère !

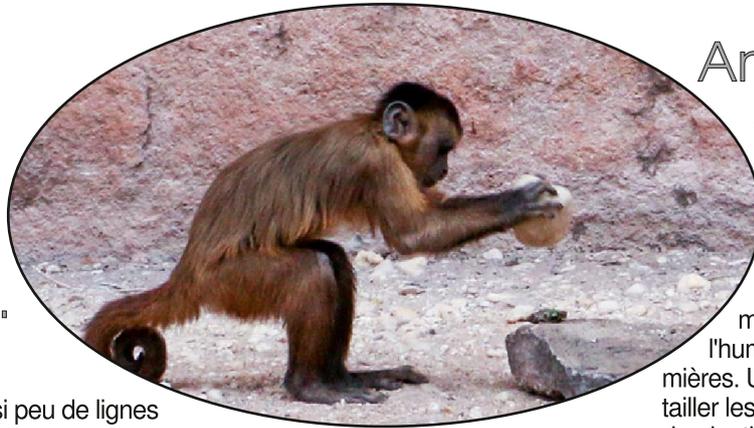
## Animisme, totémisme : point trop ne mangeras... tes pairs

Impossible de résumer en si peu de lignes l'animisme, le chamanisme ou encore le totémisme, ces culture-natures que l'on retrouve en particulier au sein des peuples sans État. On peut toutefois constater qu'elles enseignent tout à la fois que si l'on peut tuer et manger les bêtes, on se doit toutefois de les respecter et compter la mort donnée, car elle devra être rendue. Les différences d'apparence et de mœurs entre les hommes et les bêtes recouvrent ici une commune nature, une destinée solidairement partagée. C'est au même titre que les bêtes et les humains participent à l'esprit ; animal parmi les animaux, l'humain n'est pas un dieu, et à part le protecteur ou ami du clan, on peut manger ses pairs les animaux dans le cadre ritualisé qui prévient les dérapages. Le chasseur qui tue a conscience d'avoir prélevé une vie précieuse ; le rapport à la mort et à la souffrance animale est d'une toute autre nature que dans les deux cas précédents.

## Science: mort partout, souffrance souvent

En Europe la science, qui nous explique maintenant le monde, nous dit que la mort est au fondement même de la vie. Les animaux pour se nourrir doivent ôter la vie, et plus encore, leur corps ne reste « en forme » qu'au prix d'un permanent suicide (2) et d'une chasse sans pitié aux cellules malades, handicapées ou hostiles. Nous sommes le lieu quotidien d'épouvantables massacres ; afin de vivre il nous faut tuer. Ce résumé brutal mériterait bien sûr quelques développements, mais il faut s'y faire, et tout le monde d'ailleurs, s'y fait très bien : personne n'agit comme si la vie était sacrée. Seuls les tartuffes et les victimes de la propagande religieuse font semblant d'y croire ; la vie ne nous est pas « sacrée ».

En contrepoint, la science nous dit que, tout comme le plaisir, son inséparable compagnon, la souffrance est largement partagée dans le monde animal. Évitant celle-ci, recherchant celui-là, et guidée par une con-



science qui nous rend sensible aux émotions de l'autre, notre expérience du monde nous invite à imaginer la souffrance des bêtes ; parfois la ressentir. La plupart d'entre nous désirent sincèrement la minimiser, et c'est pour nous aider à *vivre avec la nécessité* qui nous impose d'être bourreaux, que les sociétés humaines ont produit les dispositifs qui l'invisibilisent et les conditionnements qui nous insensibilisent.

## Omnivores et humaniste ?

L'autre que l'on se doit de respecter, ne s'arrête plus maintenant à la frontière de la tribu (grégaire), du peuple (culturelle), ou de l'humanité (génétique). Il nous faut aller au-delà et parcourir en compagnie des scientifiques les catégories du règne animal ; les mammifères par exemple. S'asseoir sur un cheval, attacher un chien, castrer un chat... on voudrait oublier que ces agressions ne sont perpétrées que par la ruse ou la force, imposées à celles des bêtes qu'il nous plaît d'utiliser. Inutile, les bêtes sauvages sont parquées dans des réserves, enfermées dans des zoos, ou abattues.

Le cas de ces bêtes que l'on mange se mêle à la nécessité de l'alimentation qui fonde les habits et les rituels les plus profondément ancrés. En cette période de transition, une cuisine européenne exclusivement végétale, équilibrée et conviviale reste encore à finaliser et populariser.

De fait, nombre d'entre nous qui voudraient éviter la souffrance aux bêtes, les mangent à l'occasion. On assiste alors à une sorte de paradoxe, à un troublant renversement de norme : alors qu'entre humains, on peut bien se faire modérément souffrir, mais on ne peut absolument pas se tuer. Pour ce qui est des bêtes, on pourra par contre les tuer.. mais pas les faire souffrir.

Pour les bêtes la mort serait plus douce que la souffrance !

## Anarchistes: domination nulle part ?

Bien qu'ancré aux fondements des sociétés humaines, l'anarchisme contemporain reste largement emprunt de l'esprit de l'humanisme promu au siècle des Lumières. Un siècle dont on commence à détailler les points aveugles, en particulier la domination des autres : « indigènes », femmes, enfants ou animaux. Nous ne pouvons donc ressasser verbatim les croyances du 19<sup>e</sup> siècle ; une domination étant l'école de l'autre, il nous faut continuer de questionner les modalités de la domination.

Quelle position donc pour les anarchistes ? Humains, en premier lieu, ils feront avec leurs conditionnements, engrammés au plus profond d'eux-mêmes par la famille, l'école et la société. Sans dieux, ils s'aideront de la science pour articuler au mieux le nécessaire et le possible. Sans maîtres, enfin, ils analyseront leurs relations aux bêtes sous le double prisme de l'intérêt mutuel, et de la domination. Rétifs à subir la domination, on peut penser qu'ils hésiteront à l'imposer aux autres. Notre proposition donc, aussi exploratoire que temporaire, s'articulera donc au fil des questions ci-dessous :

1. La question animale contemporaine s'articule-t-elle selon la religion, ou inversement selon un anarchisme questionnant toute forme de domination ?
2. Qu'est-ce qui nous permet de nous asseoir sur un cheval, d'attacher un chien, de castrer ou ceindre d'un collier le cou d'un chat ?
3. Manger des bêtes, est-ce une nécessité, ou une facilité et un plaisir créé par un conditionnement culturel ?
4. Quelle quantité de viande l'élevage artisanal en prairie pâturage peut-il fournir ?
5. Un végétarien se doit-il d'être anarchiste, opposé à toute forme de domination chez les humains ?

Nuage Fou

1. Nous utiliserons le mot « bêtes » pour désigner les animaux non humains.
2. Processus d'auto-destruction des cellules au cœur du fonctionnement des organismes multicellulaires. Une cellule ne se maintient en vie que si elle est utile, en interprétant des signaux transmis par son voisinage.

# L'INSURRECTION DE PÂQUES : L'ARGUMENT EN FAVEUR DE LA NON-VIOLENCE

Présentation : cette lettre a été publiée dans l'organe indépendantiste Irish Citizen en mai 1915 par un des dirigeants du moment, Francis Sheehy Skeffington. Le destinataire sera l'un des sept dirigeants du soulèvement de Pâques de 1916, exécuté le 3 mai 1916 pour son rôle dans le soulèvement à l'âge de trente-huit ans. Quant à Skeffington, il sera sommairement exécuté par les hommes du 3<sup>e</sup> bataillon des Royal Irish Rifles le 25 avril 1916.

Mon cher MacDonagh,

Votre discours lors de la réunion de protestation des femmes la semaine dernière est vraiment remarquable. Il m'a frappé de façon extraordinaire comme un exemple vivant de la confusion dans laquelle nous nous sommes tous mis sous ce système existant militariste et déshumanisant.

Vous avez parlé de façon véhémement et avec une sincérité absolue en faveur de la paix. Vous avez, avec une justesse parfaite, fait remonter la guerre à ses racines de l'exploitation. Vous avez fait l'éloge de chaque effort fait par les femmes pour combattre le militarisme et établir une paix permanente. Et dans ce même discours, vous vous êtes vanté d'être l'un des créateurs d'un nouveau militarisme en Irlande. Vous avez décrit vos devoirs « dégoûtants » en tant qu'instructeur du combat à la baïonnette ; vous avez évoqué votre « espoir » d'avoir « une meilleure opportunité que de voter » pour montrer que les *Volontaires irlandais* prenaient position en faveur de la liberté des femmes de même que de celle des hommes. Et qu'alors, il ne serait plus nécessaire d'utiliser les armes avec lesquelles vous aviez aidé à fournir à des milliers d'Irlandais ; et que nous ne verrions jamais la guerre dans ce pays.

Vous-même disiez que votre position était quelque peu anormale à un meeting pour la paix. En aucune façon, je ne vous le reproche. Je ne suis que trop conscient de votre sincérité pour cela. Nous sommes tous dans la même confusion.

Vous le savez, à titre personnel, j'adhère complètement avec les objectifs fondamentaux des *Volontaires irlandais*. Quand vous avez rejeté l'Appel cauchemardesque de Redmond en septembre dernier, j'étais sur le point de me joindre à vous. Si votre exécutif avait accepté ma suggestion qui consistait à établir de façon nette qu'il prenait position de façon claire pour les libertés en Irlande, « sans distinction de sexe, classe

ou croyance », je l'aurais fait immédiatement. Je suis heureux maintenant de ne pas l'avoir fait. Car, alors que votre mouvement naissant se dirige vers la stature d'un militarisme adulte, son essence - se préparer à tuer - me révolte de plus en plus.

Je ne ferme pas les yeux devant les mérites du mouvement. C'est un mouvement à ciel ouvert, transparent, qui donne aux jeunes gens d'Irlande quelque chose de mieux à faire que d'applaudir lors des meetings et de voter en faveur de résolutions. Il leur donne de l'estime de soi et de l'autonomie. C'est un militarisme dans ce qu'il a de mieux. Mais c'est du militarisme. Il est organisé pour tuer.

Vous êtes à l'évidence animé d'idéaux forts. Mais chaque système militariste n'a-t-il pas vraiment commencé avec ces mêmes hauts idéaux ? Vous ne voulez pas exploiter ni opprimer ; vous êtes là simplement pour prévenir l'exploitation et pour défendre. Quel militarisme a-t-il jamais avoué publiquement d'autres objectifs, à ses débuts ? Vous ne justifiez aucune guerre à l'exception d'une guerre en vue de mettre un terme à l'oppression, pour établir le droit. Quel va-t-en guerre a-t-il jamais dit autre chose quand il était nécessaire d'enrôler les gens ?

En outre, si vous-même êtes sincère dans votre attitude, qu'en est-il de vos collègues ? Combien sont-ils à partager votre horreur de la guerre, votre aspiration à une paix durable ? Dans la dernière publication des *Volontaires irlandais*, je trouve la reprise de cette exaltation de la guerre prônée comme étant « le plus grand jeu au monde », « le jeu le plus noble que les Irlandais peuvent jouer ».

Le gros des troupes des *Volontaires irlandais* n'est-il pas animé par la vieille et mauvaise tradition que la guerre est une chose glorieuse, qu'il y a quelque chose de « viril » dans le fait d'être prêt à tuer vos semblables, quelque chose de lâche d'un désir de voir sa finalité accomplie sans verser de sang ?

Ceux qui se réjouissent de la guerre ne vont-ils pas inévitablement prendre la première place dans la direction de votre organisation ? Ne serez-vous pas, vous et ceux qui partagent votre désir de paix, votre horreur de la guerre, confrontés, tôt ou tard, à la nécessité d'abandonner vos idéaux ou un système militaire qui ne sera pas dirigé selon ces idéaux ?

Mais vous direz que l'Irlande est trop petite, trop pauvre, pour jamais devenir une nation militariste au sens européen. C'est vrai, le militarisme de l'Irlande ne sera jamais sur un rang aussi grand que l'Allemagne ou l'Angleterre ; mais il pourrait tout aussi bien être aussi fatal aux intérêts bien compris de l'Irlande. Le militarisme européen a inondé l'Europe de sang ; celui de l'Irlande pourrait ne faire que teinter de rouge les champs d'Irlande. Pour nous ce serait déjà en soi un désastre.

Vous espérez fermement ne jamais employer la force armée contre un compatriote irlandais. Mais il y a quelques semaines, j'ai entendu un ami qui est aussi un *Volontaire*, parlant à la même tribune que moi, remporter des vivats en disant que les collines d'Irlande seraient inondées de rouge-sang plutôt que d'accepter la partition. C'est l'esprit que je redoute. Je suis opposé à la partition ; mais la partition pourrait être mise en échec à un prix trop élevé.

Je ne prône pas un simple acquiescement servile et paresseux à l'injustice. Je suis et serai toujours un combattant. Mais je veux voir ce combat qui remonte à si longtemps contre l'injustice revêtir de nouvelles formes adaptées à une nouvelle ère. Je ne veux plus voir la nature profonde de l'Irlande aveugle à l'horreur des meurtres organisés.

Vous avez fixé, dans le programme des *Volontaires irlandais*, trois objectifs fondamentaux. Le premier est : « Maintenir et assurer le droit et les libertés communs à tous les Irlandais ». C'est excellent : si vous ajoutiez « sans distinction de sexe, classe



"Nous ne serons aucun roi, aucun empereur"  
Un groupe de l'Irish Citizen Army devant Liberty Hall, Dublin, en 1914.

ou croyance », ce serait parfait. On ne saurait trouver de motif plus noble à une organisation.

Votre second objectif est : « Former, discipliner, armer et équiper un corps de *Volontaires irlandais* pour le but précédent ». A nouveau, excellent. Pour atteindre quelque objectif que ce soit, on doit en interne se former et se discipliner, on doit s'assurer des armes extérieures et équipement nécessaires à l'atteinte de cet objectif.

Toutefois, cette formation doit-elle nécessairement être militaire et la discipline nécessairement discipline militaire ? Les armes et l'équipement doivent-ils être des armes et un équipement de guerre ?

Votre troisième objectif est : « Unir dans ce but des Irlandais de toutes croyances, de tous partis et de toutes classes ». Il est hautement significatif que les femmes en soient exclues. Pour quelles raisons ? Prenez en considération avec attention pourquoi ; et quand vous aurez trouvé et exprimé clairement les raisons pour lesquelles on ne peut demander aux femmes de s'enrôler dans le mouvement, vous serez proche de l'élé-

ment réactionnaire du mouvement lui-même.

Nous sommes sur le seuil d'une nouvelle ère dans l'histoire de l'humanité.

Après cette guerre, plus rien ne peut ressembler à avant. Le fondement de toute chose doit être réexaminé. Les choses que nous avons pu laisser passer, le cœur léger, comme étant sans importance, se trouvent maintenant chargées d'une signification intense et tragique.

Autrefois, nous ne pouvions qu'imaginer le chaos vers lequel nous étions conduits par l'esprit militaire. Maintenant nous en prenons conscience. Et nous ne devons plus jamais retomber dans cet abîme.

Ne vous est-il pas possible de concevoir une organisation, un corps d'hommes et de femmes engagés, ensembles, à assurer et maintenir les droits et les libertés du peuple d'Irlande, un corps animé par un objectif élevé, uni par un lien de camaraderie, formés et disciplinés vers le sacrifice d'eux-mêmes et réel patriotisme, armés et équipés avec les armes de l'intellect et de la volonté

qui sont celles auxquelles on ne peut résister ? Une organisation de gens prêts à tout oser pour atteindre leur objectif, prêts à souffrir et à mourir plutôt que d'abandonner un iota de ses principes, mais aussi une organisation qui ne posera pas comme principe fondamental : « Nous nous préparons en vue de tuer nos compatriotes ».

Impossible en pratique ? Pas si vous avez la vision pour le concevoir, la volonté pour y parvenir. Quoi que l'esprit de l'homme puisse envisager, que le cerveau de l'homme puisse réaliser.

En tout cas, c'est la seule façon de s'extirper de cette confusion. C'est la seule façon avec laquelle, nous, les opprimés et les exploités, pouvons concilier notre haine de la tuerie organisée.

Réfléchissez-y, avant que le courant militariste ne vous entraîne trop loin de votre ancrage humanitaire.

*Francis Sheehy Skeffington*

# ESPAGNE : LE SINDICATO LIBRE ET L'ÈRE DU PISTOLÉRISME

Pour les anarcho-syndicalistes de la CNT, le pistolérisme, de l'espagnol « *pistolero* », tireur (1), fut un phénomène très sanglant, des années 1919 à 1923 en Espagne. Le terme se réfère à l'utilisation par le patronat d'hommes de main afin d'exécuter des syndicalistes ouvriers et de « liquider les meneurs et terroriser les militants ». À cette époque, la police abattait de sang-froid les ouvriers d'une balle dans le dos en appliquant la « loi de fuite », après leur arrestation ou lors d'un transfert.

Les anarchistes ripostèrent par la création de leurs propres « groupes d'action » dont les plus notoires furent *Los Justicieros* et *Los Solidarios* (2) créés en 1920 et en 1922.

Nous étions à la fin de 1919 et la grève de *La Canadiense* (3) était terminée, elle provoqua au sein du mouvement ouvrier et syndical une importante diversité d'opinions sur les pratiques utilisées dans la lutte contre les patrons et l'État. Le 10 décembre de la même année, le carliste (4) Ramón Sales, un ancien membre de la CNT (Confédération nationale du travail), devint membre de l'organisation traditionaliste *Grup Crit de la Pàtria* (Groupe Cri de la patrie), il rencontra alors plusieurs militants carlistes du Centre ouvrier légitimiste. Le but de cette réunion était de créer la Corporation générale des travailleurs des syndicats libres d'Espagne, qui restera dans l'histoire comme le *Sindicato libre* ou simplement *El libre*. Parallèlement, le 12 décembre 1919, le Mauriste (5) Manuel Allende Salazar devint Premier ministre et il nomma le Comte de Salvatierra gouverneur civil de Barcelone. C'est alors que commença l'intensification de la répression patronale contre un mouvement ouvrier majoritairement anarchiste. Cette période se caractérisa par une collusion, en matière répressive, entre les forces de sécurité de l'État, les tueurs engagés par les patrons et les carlistes du *Sindicato libre* nouvellement créé.



De gauche à droite, Francisco Ascaso, Buenaventura Durruti et José Jover réfugiés à Paris en 1923.

## Le « Sindicato libre »

Avant d'expliquer les événements violents qui opposèrent le *Sindicato libre* et le mouvement anarchiste, voyons ce qu'était ce syndicat fondé par les carlistes. Il a été fondé le 10 décembre 1919 par Ramón Sales – un jeune homme de 19 ans, ancien membre de la CNT, un catholique dévot de l'idéologie carliste – et une centaine de travailleurs traditionalistes. La création de ce syndicat avait plusieurs objectifs : s'opposer à la radicalisation idéologique de la CNT, à la forte présence d'hommes armés au sein de celle-ci, à l'utilisation par les anarchistes de la violence pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, et enfin à répondre à la volonté du patronat de limiter les revendications salariales des travailleurs. Le *Sindicato libre* a connu deux étapes dans sa vie. La première, de sa naissance jusqu'au début de 1921, alors que son nombre de mem-

bres était faible (environ 10 000 adhérents) et qu'il y avait un pacte non écrit entre ce syndicat et les secteurs industriels pour lesquels ne pouvaient plus exister ni grève ni boycott en Catalogne.

Dans une deuxième phase, les choses ont radicalement changé. De juin 1921 à octobre 1922, *El Libre* commença à établir des accords avec Martínez Anido (le gouverneur civil de Barcelone) et obtint sa protection. Des conventions de financement ont également été conclues avec le syndicat patronal, présidé par Félix Graupera et également avec le président du Conseil Eduardo Dato (6), qui utilisa des fonds publics pour financer le *Sindicato libre*. Durant cette période, ce syndicat compta jusqu'à 150 000 membres, il profita de la clandestinité de la CNT provoquée par la répression gouvernementale

sous la dictature du général conservateur Primo de Rivera. *El Libre* joua un rôle en tant que syndicat, il ne s'agissait pas seulement d'un simple outil de transmission entre les intérêts des entreprises et les intérêts de l'État, mais d'un syndicat qui garda toujours son autonomie en orientant ses efforts pour devenir une sorte d'alternative au syndicalisme révolutionnaire de la CNT. C'était un syndicat jaune, opposé à l'émancipation de la classe ouvrière, une sorte de police ouvrière. Le *Sindicato libre* a toujours maintenu une pratique ouvriériste à l'égard des travailleurs, il avançait des revendications d'ordre social. Un secteur de la bourgeoisie était tout aussi opposé au *Sindicato libre* qu'à la CNT ou à l'UGT (7). Ce n'est que plus tard que commença l'instrumentalisation du *Sindicato libre* par le patronat et les forces répressives de l'État.

## L'ère du pistolero

L'ère du *pistolero* fut l'un des épisodes les plus durs de l'histoire de la Catalogne, en termes de violence politique, au moment où la guerre sociale entre la bourgeoisie et le prolétariat atteignit des sommets sans précédent qui ne furent plus dépassés jusqu'à la révolution sociale de 1936. Face à l'incroyable force sociale que la CNT était en train de développer, tant au niveau des affiliations qu'au niveau des pratiques de lutte, les patrons voulaient détruire le mouvement ouvrier en général et le mouvement anarchiste en particulier. La classe d'affaires catalane utilisait trois « armes » pour combattre le mouvement anarcho-sindicaliste : déclarer des *lock-out* (8), « acheter » les politiciens, et mobiliser les forces de sécurité de l'État et les tueurs à main armée pour éliminer physiquement les syndicalistes de la CNT. Les patrons ont utilisé toutes ces « stratégies » pour combattre les anarchistes,

transformant alors les rues de Barcelone en un véritable champ de bataille où la seule assurance-vie pour tout travailleur affilié à la CNT était de porter une arme à feu.

Le premier incident armé majeur entre des membres armés de la CNT et du *Sindicato Libre* s'est produit le 6 juillet 1920, au cours duquel Joan Purcet, un éminent dirigeant *del Libre*, fut tué dans le quartier du Raval de Barcelone. Pour le venger, les *pistoleros* jaunes assassinèrent deux jours plus tard le leader de la CNT Vicenç Roig, sur la place Urquinaona de la capitale catalane. De 1916 à 1923, c'est la vie quotidienne de la classe ouvrière catalane et du mouvement anarchiste qui se durcit, surtout à partir de 1920. Le mouvement anarchiste est passé du terrorisme individuel classique du XIX<sup>e</sup> siècle au « terrorisme de masse » des années 1920. L'écrivain Amalia Pradas explique la

différence entre ces deux stratégies :

« Le terroriste individuel était considéré comme un martyr de l'idée, qui décidait librement et individuellement de son sort et ne tentait pas de fuir après avoir commis une action. Les délégués des groupes d'action de la CNT (les *pistoleros*) se considéraient comme des professionnels de l'attentat, les exécutants froids de consignes émanant des instances supérieures, et leur intervention violente était menée avec toutes les garanties de sécurité possibles : planification préalable sur le terrain, instruments d'action modernes (automobile, armes automatiques, etc.), attaques surprise et plans de fuite prévus. »

Cette nouvelle méthode de lutte - le terrorisme de masse - a été considérée comme nécessaire par le mouvement anarcho-sindicaliste afin de se défendre non seulement contre les attaques de la classe bourgeoise, mais aussi pour résister à l'assaut de l'État et à ce que certains historiens ont appelé le « plan d'extermination » des cadres de la CNT. Les « groupes d'actions confédéraux » furent créés avec cet objectif.

C'est à partir de la formation du nouveau gouvernement d'Alfons Salazar (9) que l'État a commencé à élaborer un plan d'attaque contre la CNT et tout le mouvement anarchiste. Les prémices de ce plan d'attaque commencèrent le 24 avril 1921 avec le défilé de 45 000 volontaires armés tout au long de la Promenade de Gràcia (*Passeig de Gràcia*) de Barcelone (10) afin de démontrer qu'ils étaient prêts à s'opposer aux anarcho-sindicalistes.

L'ère du pistolero s'est terminée avec plus de 800 attaques et 226 morts, dont beaucoup de personnages illustres comme le comte de Salvatierra (un gouverneur civil de Barcelone), Francesc Layret (un avocat du mouvement ouvrier), le président du gouvernement Eduardo Dato ou le populaire secrétaire général de la CNT en Catalogne Salvador Seguí « El noi del sucre » (11). Cette situation de violence continua dans les années qui suivirent, elle a été l'une des raisons pour lesquelles le général Miguel Primo de Rivera mena un coup d'État sanglant en 1923, mettant ainsi fin à la restauration monarchique des Bourbons (12).

Daniel Pinós



Troisième à partir de la gauche, le dirigeant de la CNT Salvador Seguí peu avant son assassinat le 10 mars 1923 par les hommes du *Sindicato libre* dans le quartier du Raval à Barcelone.

- 1) Le *pistolero* était une pratique existant en Espagne sous la monarchie d'Alphonse XIII, en particulier entre 1917 et 1923. Elle fut utilisée principalement par les chefs d'entreprises et consistait à engager des « exécuteurs » pour éliminer des syndicalistes et des travailleurs engagés dans les luttes sociales afin de freiner leurs revendications.
- 2) Le groupe armé d'auto-défense *Los Justicieros* naquit à Saragosse en 1920. En octobre 1922, les membres de *Los Justicieros* créèrent un autre groupe d'action directe *Los Solidarios*. Composé de quatorze jeunes ouvriers, ce groupe affinitaire réunit, entre autres, Buenaventura Durruti, Joan García Oliver, Francisco Ascaso, Miguel García Vivancos, Ricardo Sanz, Ramona Berri, Eusebio Brau, Manuel Campos et Aurelio Fernández.
- 3) La grève de *La Canadiense* fut un mouvement de revendication mené en 1919 par la Confédération nationale du travail (CNT). Il provoqua des grèves, des boycotts et des insurrections civiles initiés à l'entreprise électrique *Riegos y Fuerza del Ebro*, plus connue sous le nom de *La Canadiense*. Ce mouvement commença le 5 février 1919 à Barcelone et continua durant quarante-quatre jours qui paralysèrent la ville et 70 % de l'industrie catalane dans une des grèves les plus importantes de l'histoire de l'Espagne. Ce fut un grand succès du mouvement ouvrier espagnol et de la CNT en particulier parce qu'il obtint : des améliorations salariales, la réadmission des travailleurs licenciés, la libération de milliers de personnes arrêtées pendant la grève et la journée de travail de huit heures. L'Espagne devint alors le premier pays au monde à adopter cette revendication des travailleurs grâce à une loi. Par la suite, la CNT est devenue l'une des forces sociales les plus importantes en Catalogne et en Espagne.
- 4) Le carlisme est un mouvement politique légitimiste espagnol apparu en 1830. Il revendiquait le trône pour la branche aînée des Bourbons d'Espagne. De tendance conservatrice et antilibérale, il est à l'origine des trois guerres civiles qui déchirèrent le XIX<sup>e</sup> siècle espagnol et marquèrent profondément le pays.
- 5) Le *maurismo* était un mouvement politique conservateur qui prospéra en Espagne à partir de 1913 autour de la figure d'Antonio Maura. Son développement eut lieu dans une période de crise des partis dynastiques de la Restauration. Le mouvement se fragmenta en divers courants dans les années 1920, il est présenté comme un précurseur de la droite radicale espagnole.
- 6) Eduardo Dato Iradier fut un avocat et un homme d'État espagnol. Affilié au Parti conservateur, il fut ministre de l'Intérieur durant la régence de Marie-Christine de Teschen et président du Conseil, ministre de la Grâce et de la Justice, ministre des Affaires étrangères et ministre de la Marine durant le règne d'Alphonse XIII.
- 7) L'UGT (Union générale des travailleurs) fut fondée le 12 août 1888 par Pablo Iglesias Posse. Jusqu'au congrès de 1920, l'UGT ne reconnut pas la lutte des classes comme un principe de base de l'action collective. L'UGT est aujourd'hui une confédération syndicale majeure, proche du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). L'UGT et les Commissions ouvrières (CCOO) constituent aujourd'hui les deux principales représentations des travailleurs en Espagne, avec la CGT (Confédération générale du travail) qui se réclame de l'anarcho-syndicalisme.
- 8) Un *lock-out* est une décision de fermeture d'une entreprise prise par un employeur. Il survient généralement en réponse à une grève de son personnel.
- 9) Manuel Allende Salazar fut ministre du Budget durant la régence de Marie-Christine d'Autriche et président du Conseil des ministres, de l'Instruction publique et des Beaux-arts, de l'Agriculture, de l'Industrie, du Commerce et des Travaux publics, de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de l'Équipement et de la Marine sous le règne du roi Alphonse XIII.
- 10) Le *Passeig de Gràcia* est une avenue barcelonaise reliant la *Plaça de Catalunya* (place de Catalogne) au quartier de *Gràcia*. Elle est l'une des plus grandes artères de la ville moderne. L'avenue est bordée par de nombreux édifices parmi les plus notables de Barcelone, beaucoup furent construits à l'époque de la renaissance catalane au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.
- 11) Salvador Seguí fut assassiné à Barcelone le 10 mars 1923. Connu sous le nom de « *El noi del sucre* » (l'enfant du sucre), il fut l'un des principaux leaders de la CNT au début du siècle.
- 12) La Restauration bourbonnienne en Espagne désigne la période historique qui suivit le coup d'État du général Arsenio Martínez Campos de 1874, il marqua la fin de la Première République et rétablit la dynastie bourbonne en la personne d'Alphonse XII. Elle prit fin avec la proclamation de la Seconde République le 14 avril 1931.





« Vous voyez à Krümmel, Morsleben et Asse les visions de notre classe politique. Gorleben - après nous le déluge », dans la Reinhardstraße, 5 septembre 2009 à Berlin.

Le 22 janvier 1977, le village de Gorleben (Wendland), dans le nord de l'Allemagne de l'Ouest de l'époque, est choisi comme centre d'élimination des déchets nucléaires. Une usine de retraitement nucléaire et un camp de stockage intermédiaire et définitif pour déchets radioactifs y sont prévus.

Pour s'y opposer, une « amicale de Gorleben » se réunit plusieurs fois à partir d'octobre 1977 et commence à développer un concept de résistance décentralisée. Au lieu de concentrer tous les efforts sur une action de masse à la barrière du chantier, on demande aux collectifs sympathisants de chercher dans leurs lieux d'origine des points de départ pour des actions qui permettraient de faire connaître Gorleben en dehors de la région. Le 30 juin 1978, ces activités décentralisées furent mises en commun lors d'une journée d'action fédérale. Plusieurs actions publiques pleines d'imagination eurent lieu à 16 endroits différents, par exemple à Hambourg, avec un « tapis humain » devant le bâtiment administratif HEW (à l'époque, le seul fournisseur en électricité de la ville). La deuxième journée d'action fin octobre 1978 couvrit 42 sites, avec 3000 participants environ. Des blocus devant les entreprises d'électricité à Hambourg, Francfort et Göttingen firent partie des actions les plus spectaculaires.

Lors de la première rencontre fédérale de toutes les initiatives de Gorleben, à la mi-décembre 1978, il y eut une « bataille de Gorleben dans la salle », où on put avoir l'impression qu'il s'agissait de déterminer les territoires d'influence de l'aile « autonome », ou non-violente, du mouvement anti-nucléaire. Avant d'avoir pu se quereller lors de la rencontre fédérale suivante à la mi-février à Braunschweig, sur la question qui divisait tout le monde, à savoir « grande manif à Gorleben ou pas », les agriculteurs de la région du Wendland eurent « une manière élégante » de régler la question : ils décidèrent d'une marche qui irait de Gor-

leben à Hanovre. Cette forme d'action avait été directement reprise du Larzac, ainsi que le motif du badge et des affiches : le panneau de circulation « Sens interdit ! », avec l'inscription dessus « Gorleben » (au lieu de « résistance au Larzac »).

Le réseau décentralisé des amicales de Gorleben se fit vraiment sentir au début de la prospection du site de Gorleben le 14 mars 1979. Dans toute la République, des affiches portant l'inscription « Gorleben ist überall » (Gorleben est partout) furent placardées sur les panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération. Près de 28 000 personnes participèrent à 60 actions dans 40 villes. Dans le Wendland, il y eut des sit-in pendant une semaine ainsi que la marche déjà mentionnée. La fin de la marche vers Gorleben (25-31 mars 1979) ne coïncida pas seulement en même temps que l'audience internationale de Gorleben, mais aussi avec la catastrophe du réacteur de Three Mile Island. L'accueil de la colonne de marcheurs à Hanovre par 100 000 manifestants donna le signal d'une certaine percée. En mai 1979, le ministre-président, M. Albrecht, renonça (temporairement) à Gorleben en tant que site d'usine de retraitement, car il ne voulait « pas de guerre dans le pays ». C'était en fait un coup stratégique pour calmer les esprits, comme le révéla une lettre confidentielle d'Albrecht envoyée au chancelier Schmidt le 8 juin 1979, et remise deux mois plus tard par des inconnus au collectif de Lüchow-Dannenberg. Dès le 1<sup>er</sup> novembre 1982, le collectif découvrit de nouveaux plans pour l'usine de retraitement, sur le site de Dragahn, qui n'est éloigné de Gorleben que de 15 km.

L'été 1979 fut celui des préparatifs pour le début des forages en profondeur. Une conférence fédérale en mai s'était même décidée pour une grande manifestation à Gorleben, au début des travaux de forage, contre la volonté expresse du collectif ! Fin août, le comité directeur du collectif appela

pour la première fois des sympathisants extérieurs à participer aux actions permanentes de résistance sur les sites de forage. La veille au soir du premier forage (là où se trouve aujourd'hui le camp intermédiaire), le 10 septembre 1979, les « femmes de Gorleben » organisèrent un pique-nique sur place afin de rester jusqu'à l'arrivée des bûcherons qui venaient, sous escorte policière, pour défricher la forêt. Dans une action dramatique, chaque arbre fut défendu un par un, sans violence ; il fallut même aller chercher des manifestants qui avaient grimpé dans les arbres. Durant deux semaines, des manifestants, extérieurs pour la plupart, essayèrent de bloquer l'entrée des engins de chantier jusqu'à ce qu'ils dussent abandonner face à la présence massive de policiers et de Bereitschaftspolizei (CRS). Une manifestation qui avait bien commencé sur le site de forage se finissait dans la frustration et le désarroi : pendant qu'on érigeait une estrade pour les orateurs sur une remorque de tracteur, des manifestants masqués arrachaient des lanternes à l'autre bout du chantier. Un agriculteur muni d'un haut-parleur menaçait de faire asperger les « saboteurs » par les pompiers volontaires ; avant même d'avoir commencé, la manifestation prit fin dans le mécontentement général.

Le travail autonome de l'amicale (qui agissait de manière décentralisée) avait diminué les mois précédents ; certains groupes d'action non-violents comme à Hambourg ou Göttingen continuèrent leur travail sur Gorleben, dans les localités alentours et lors de fréquentes visites dans le Wendland. Le groupe de Berlin, Klatschmohn, qui avait séjourné à l'été 1978 aux USA et y avait étudié le mouvement anti-nucléaire, prit bientôt un rôle important. Lors d'un séminaire de 3 semaines au Life Center de Philadelphie, ils prirent connaissance des méthodes les plus importantes relatives à la planification et à la préparation systématiques d'actions de désobéissance civile.



*Déchets radioactifs à 100 m. Nucléaire, non merci !*

## Le Wendland

Le plan d'occupation du chantier prit forme sous l'influence des défaites répétées, subies dans le combat contre l'établissement du deuxième point de forage, et ne put se mettre en place que grâce à l'engagement opiniâtre que montrèrent quelques personnes pendant des mois. Une femme qui avait déménagé dans le département afin de pouvoir se consacrer le plus intensément possible à la résistance, déclara : « On s'est tellement dépensés qu'on doit maintenant de nouveau mettre sur pied un très grand truc, sinon ce sera bientôt la fin de la résistance du Wendland. » Le plan d'occupation non-violente par des groupes de référence, et qui fut présenté lors de la rencontre de Trebel le 2 février 1980, et dans le journal « taz » le 8 février 1980, rencontra un écho très partagé. Dans les groupes locaux régnait une certaine réticence ; on se disputait de nouveau à propos de la violence/non-violence, alors que les groupes et collectifs non-violents donnaient leur approbation. On peut dire que la composition d'une réunion de préparation le 1<sup>er</sup> mars 1980 fut significative en ce qui concerne la répartition de l'engagement pour cette action. Parmi les 70 invités qui regardèrent des diapos sur les occupations de terrain à Wyhl, Grohnde et Seabrook (UK) afin d'en tirer quelque chose pour l'action prévue, il y avait 5 agriculteurs et tout au plus 20 membres du collectif de Lüchow-Dannenberg. Malgré tout, à la fin de la réunion des femmes qui eut lieu à Pâques, la décision fut prise, le 6 avril, d'occuper le terrain à partir de début mai. L'action dura 33 jours. Il semble remarquable que d'un côté, les discussions de fond sur

la non-violence, le système de groupes de référence et le principe du consensus se ranimaient toujours de nouveau, ne serait-ce que parce que ce n'était jamais les mêmes occupants. Il y eut même des manifestations sur place contre le conseil des porte-paroles ! D'un autre côté, la confiance envers la force du comportement non-violent augmentait au fur et à mesure que durait l'action, et qu'une évacuation par les forces de police devenait de plus en plus probable.

Un an après l'évacuation du point de forage 1004, l'Académie protestante de Loccum organisa une discussion portant sur les événements, entre les représentants de la police, des collectifs et de l'Église. Le chef de l'opération relata, sans ressentir le moindre doute, comment les policiers avaient été préparés à leur difficile intervention. On avait montré aux jeunes policiers de la brigade anti-émeute, qu'on était allé chercher bien loin (les policiers du coin « courant trop le risque » de sympathiser avec les manifestants), non seulement des films vidéo d'altercations violentes à d'autres endroits, comme lors de combats urbains, mais on leur avait assuré aussi que des armes à feu étaient enterrées sur la place du village. Le fait de mélanger avec tant de facilité l'inquiétude et la dénonciation sans preuve choqua, car chaque policier en civil aurait pu se convaincre, lors de discussions quotidiennes dans la *République du Wendland* qu'il n'y avait aucune base de résistance violente parmi les occupants ! Évidemment, on ne trouva jamais les dépôts d'armes, mais les Bereitschaftspolizei, avec leurs visages

maquillés en noir, avaient l'air de partir de ce principe lors de leur intervention. Avec cette création délibérée d'images de l'ennemi, le comportement courageux et avisé des « habitants libres du Wendland » trouva une confirmation a posteriori au cours de l'intervention policière qui fut une des plus massives de l'après-guerre. Les quatre semaines d'occupation réussie ayant bénéficié d'une grande visibilité, et ressentie de manière positive, restent une expérience durable pour le Wendland et le mouvement anti-nucléaire national. Malheureusement, il n'y eut aucune évaluation poussée et commune de l'action – alors que cela fait normalement partie intégrante de toute action non-violente. C'est pourquoi certains se sentirent plutôt renforcés dans leurs préjugés. Les uns furent renforcés par la persévérance exemplaire du caractère non-violent de l'action, les autres se sentirent affirmés dans leur scepticisme et jurèrent de ne plus se lancer dans une telle action sans issue, qu'ils avaient ressentie comme humiliante.

Il faut toujours trouver de nouvelles solutions, il n'existe pas de solutions toutes faites pour la réussite de la résistance non-violente. La chaîne d'apprentissage qui va du Larzac à Gorleben, en passant par Wyhl, Grohnde et Seabrook, continue jusqu'à aujourd'hui.

Wolfgang Hertle (co-fondateur du groupe et du journal *Grasswurzel Revolution*) (Trad. Raphaële Jusufi-Girodet)

# COMMENT JE SUIS DEVENUE ANARCHISTE

« Je ne m'étais jamais considérée comme une anarchiste. Aujourd'hui j'ai compris que je l'avais toujours été »

Isabelle Attard raconte les années de déconstruction puis de reconstitution politique qui lui ont permis de « *tout remettre en ordre, celui de l'anarchie* ». Les principales pièces du puzzle : Adolescente, elle accompagne son père, militant antinucléaire.

À vingt ans elle part en Laponie suédoise. Elle perçoit la fragilité des milieux naturels et des peuples qui y vivent, face aux « progrès » capitalistes : Extractivisme : la plus grande mine de fer au monde risque de faire effondrer Kiruna. Déplaçons la ville plutôt qu'arrêter l'exploitation !

Nucléaire : le nuage de Tchernobyl contamine la végétation, les Samis (en suédois Lapons = « porteurs de haillons ») ne peuvent vendre la viande de leurs rennes et deviennent de simples « attractions pour touristes ».

Énergie : projet « Kiruna 100 ans », zone de loisirs sous verre, chauffée en permanence.

De retour en France, elle souhaite agir sur les problèmes écologiques. Éluë en 2012 députée EELV, elle comprend ce qu'est la « *realpolitik* » et en décembre 2013 quitte les Verts, alignés sur le PS : réforme des retraites, allongement de la durée de vie des réacteurs nucléaires...

Cinq ans de « poulailler » parlementaire l'édifient : sexisme de vieux coqs en costume cravate, usage électoraliste de leur réserve annuelle de 130 000 €, mépris pour leurs collaborateurs. Elle s'interroge :

« *La vraie démocratie peut-elle être confiée à des professionnels de la politique ?* », « *Comment défendre la démocratie directe en faisant partie du système politique dominant ?* »

Livres et documentaires lui permettent de « *déconstruire toute une culture apprise sur la démocratie représentative, qu'il faut des élus, un État, sinon on ne peut avoir un pays qui fonctionne* ». Parmi ces révoltés faits de chair et de sang, la touchent particulièrement Voltairine de Cleyre, Élisée Reclus, les « *Mujeres libres* », Murray Bookchin, les révolutionnaires de Russie et d'Espagne d'hier, du Chiapas et du Rojava d'aujourd'hui.

Le livre se termine sur deux citations, qu'elle fait siennes :

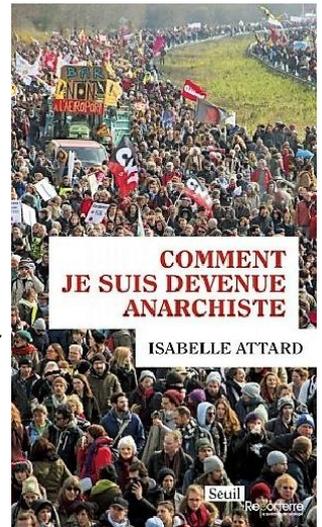
« *Avancer vers l'anarchie aujourd'hui, demain toujours* », Errico Malatesta

« *La pensée libertaire constitue l'espoir et la chance des derniers hommes libres* », Albert Camus.

Élan noir

Isabelle Attard sur Radio Libertaire, le 2 décembre dernier :  
<http://trousnoirs-radio-libertaire.org/>

Isabelle Attard,  
Comment je suis devenue anarchiste,  
Seuil-Reporterre, 2019 (147 pages)



## ANDREA DWORKIN : LES FEMMES DE DROITE

Les Éditions du Remue-ménage nous offrent un texte d'Andrea Dworkin, paru au Québec en 2012, traduit ici par Martin Dufresne et Michelle Briand. Andrea Dworkin (1946-2005) est surtout connue pour sa critique de la pornographie, qu'elle rapprochait du viol et des autres formes de violence contre les femmes. Elle était aussi une militante contre la guerre et proche du milieu anarchiste. Andrea Dworkin a voulu comprendre pourquoi des femmes rejettent le féminisme : réflexion sans concession.

Qu'elles soient célèbres ou inconnues, riches ou pauvres, seules les femmes meurent une à une, isolées, étouffées par les mensonges emmêlés dans leur gorge. Les femmes sont un gibier pourchassé, mutilées de toute capacité morale. L'ultime victoire pour les hommes est d'obtenir qu'elles adaptent leur désir jusqu'à jouir de leur propre destruction. Ainsi, la plupart des femmes se conforment à un impératif biologique découlant de leurs capacités reproductives, qui se traduit en vies étriquées et puritanisme mesquin. Les hommes haïssent l'intelligence chez les femmes, celle-ci se meurt, privée du discours et de l'action : l'intelligence d'une femme « *a moins d'importance que la forme de son cul* ». Si les femmes se plient à la domination masculine, ce n'est pas « *pour leur queue mais pour leur argent* ». Les femmes sont interchangeable en tant qu'objets sexuels ; elles le sont moins en tant que mères. Alors si, chaque année avant 1973, un million de femmes mariées a risqué la mort ou la mutilation en avortant, tout en gardant le secret, c'était pour être des femmes respectables de l'Amérique. Aux États-Unis, ce sont surtout les femmes noires et hispaniques pauvres qui ont été stérilisées contre leur gré.

Être subordonnée aux hommes, colonisée sexuellement dans un système de domination et de soumission, privée de droits, traitée comme une possession, tenue inférieure, confinée au sexe et à la reproduction : voilà en gros l'environnement social où vivent les femmes. C'est pourquoi, des femmes radicales formèrent un mouvement autonome de femmes, mouvement féministe militant, afin de lutter pour une survie personnelle et collective qui ne soit pas fondée sur le mépris de soi, la crainte et l'humiliation, mais sur l'autodétermination, la dignité et l'intégrité authentique ! Ces propos, trente ans plus tard résonnent toujours...

Hélène Hernandez  
Groupe Pierre Besnard

Andrea Dworkin,  
*Les femmes de droite*, Éditions du Remue-ménage, Collection Observatoire de l'anti-féminisme, 2019.



# COMPRENDRE POUR MIEUX COMBATTRE LE FASCISME

Camillo Berneri consacra une large partie de sa vie militante à combattre par la plume et l'action le fascisme en Italie puis en Espagne. A Barcelone, il sera arrêté et tué probablement par des agents communistes. Né en 1897 en Lombardie, il s'affirme comme un militant anarchiste, large d'esprit et à forte capacité d'analyse. Très tôt il affiche une désillusion à l'égard de l'URSS lorsque certains y croyaient encore. Journaliste, enseignant, il sera obligé de s'exiler en France en 1926 sous la menace fasciste. Il faut dire que ses articles étaient implacables dans la dénonciation du personnage théâtral de Mussolini. Pour lui c'est un grand acteur qui fascine les foules du haut de son balcon piazza Venezia avec force de mouvements de menton. On pourrait en rire, ce « cabotin de grand style » cachait sous des dehors assurés, une médiocrité intellectuelle, une absence de perspective politique se reposant sur ses affidés pour trouver des solutions à court terme mais surtout en s'appuyant sur la violence de ses troupes, les plus vulgaires.

## La manipulation des esprits

Ce livre « Contre le fascisme » est un recueil de textes dans une édition établie par Miguel Chueca. Le texte le plus intéressant est probablement cette analyse politique et psychologique du Duce, son évolution de la gauche extrême au fascisme, sa capacité de manipulation des esprits, s'inspirant de d'Annunzio, il manie le verbe dans les « discours claironnants ».

La montée au pouvoir des fascistes fait l'objet d'une analyse fine et lucide. Comment un peuple a-t-il pu croire de telles absurdités ? Comme à l'accoutumée, la crise économique, le chômage, l'incapacité des syndicats à créer une alternative, une classe politique impuissante tout comme des institutions paralysées ont contribué à créer une situation dans laquelle les hommes et les femmes du peuple n'ont pu se mobiliser. Berneri insiste aussi sur l'insuffisante culture politique de ses concitoyens. Réfugié en France, il est menacé par le gouvernement français qui cherche à maintenir de « bonnes relations » avec le Duce. Logiquement il s'impliquera dans la guerre d'Espagne et y sera tué. D'autres textes démontrent la violence à l'égard des opposants, saccages de locaux, tortures, passages à tabac, huile de ricin, suicide arrangé, assassinats, on peut comprendre la difficulté à s'opposer.

Francis,  
Groupe Commune de Paris  
Contre le fascisme, textes choisis (1923-1937)  
Camillo Berneri  
Editions Agone, 2019



CAMILLO BERNERI  
**Contre le fascisme**  
Textes choisis (1923-1937)

Édition établie par Miguel Chueca

ZIGONE  
MÉTHODES SOCIALES

## LA PETITE HISTOIRE

*Mémoires d'un anarchiste barcelonais de 1936 à 1975* de Agustín Guillamón Nebot

Étonnant ouvrage de quelque 500 pages que ces mémoires d'un anarchiste espagnol.

Autant annoncer la couleur tout de suite : j'ai adoré. Problème : il est rédigé en castillan et n'a pas été traduit (pas encore) en français. Mais il y a suffisamment d'hispanisants parmi les lecteurs du *Monde libertaire* pour signaler cette parution (1).

Si ces mémoires ont vu le jour, c'est grâce à ses descendants, et notamment à son fils, Agustín Guillamón Iborra que nous connaissons bien en France dans nos milieux (2). Celui-ci a repris le document brut de son père pour adapter grammaire et style littéraire au goût du jour.

Et c'est à un voyage à travers les années 1920 à 70 qu'il nous convie, par le biais du militantisme familial (père et grand-père), des comités de défense de la CNT des années 30, à l'engagement du grand-père dans la 2<sup>e</sup> DB du général Leclerc. La vie d'Agustín Guillamón Nebot défille, depuis ses dix ans pendant les journées de juillet 1936, la révolution et la guerre civile, l'enterrement de Durruti, puis « les événements de Mai 1937 », la peur, la faim, les bombardements sur Barcelone, qui devient ville occupée fin 1939, où les « capitalistes étaient les vainqueurs et les ouvriers les vaincus » ...

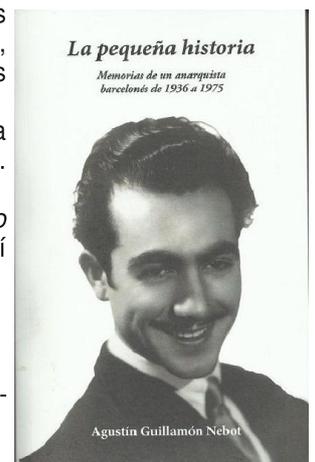
Les années 40 : faim, marché noir, salaires de misère, corruption, emprisonnements, exécutions. Au fil des pages sont évoquées les figures de guérilleros pour qui la guerre n'est pas finie, comme El Quico (Sabaté), mais aussi les luttes ouvrières des années 50 (la grève des tramways), la prison (La Modelo), la réorganisation des organisations syndicales (CNT, UGT), la création de nouvelles (Commissions ouvrières), d'ETA, l'assassinat de Puig Antich, et enfin la mort (dans son lit) de Franco.

Cette « Petite histoire » instructive et passionnante peut se lire comme un récit d'aventures, mais c'est surtout la transmission d'une éthique et d'une vision qui ont leur fondement dans « l'orgueil de classe et la solidarité ».

Ramón Pino  
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

1) *La Pequeña historia* (Agustín Guillamón Nebot) Balance – Cuadernos de historia n° 40  
Pour passer commande, s'adresser à Agustín Guillamón Iborra : [chbalance@gmail.com](mailto:chbalance@gmail.com)

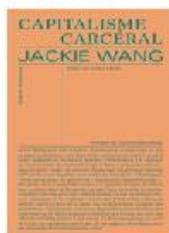
2) Publications en français : *Barricades à Barcelone* (Amis de Spartacus) et *Comités de Défense de la CNT* (Le Coquelicot)



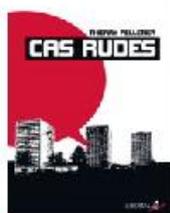
*La pequeña historia*  
Memorias de un anarquista  
barcelonés de 1936 a 1975

Agustín Guillamón Nebot

## Les dernières nouveautés de la librairie Publico



**Capitalisme Carcéral**  
de Jackie Wang  
Éditions Divergences  
350 pages - 18 euros



**Cas rudes** | Paroles d'usagers de drogue  
de Thierry Pelletier  
Éditions Libertalia,  
144 pages - 8 euros

**Ce que tout écologiste doit savoir à propos du capitalisme**  
de Fred Magdoff et John Bellamy Foster  
Éditions Critiques  
202 pages - 17 euros



**Filles à pédés**  
de Lola Miesseroff  
Éditions Libertalia  
152 pages - 10 euros



**Jouis** | En quête de l'orgasme féminin  
de Sarah Barmak  
Éditions Zones  
208 pages - 17 euros



**La domination et les arts de la résistance**  
Fragments du discours subalterne  
de James C. Scott  
Éditions Amsterdam  
432 pages - 22 euros

**Le grand cirque électoral**  
Une histoire visuelle des élections et de leurs contestations  
de Zvonimir Novak  
Éditions L'Échappée  
240 pages - 29 euros



**Le premier âge du capitalisme.**  
Tome 3  
d'Alain Bihr  
Co-éditions Syllepse / Page 2  
1500 pages - 45 euros

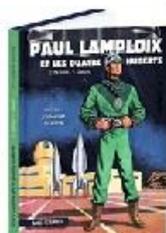


**Le copié-collé de Marx : un plagiat « scientifique »**  
d'Alexandre Skirda  
Éditions Vêché  
238 pages - 25 euros



**Vagabondes, voleuses, vicieuses**  
Adolescentes sous contrôle, de la Libération à la libération sexuelle  
de Véronique Blanchard  
Éditions François Bourin  
328 pages - 20 euros

**Paul Lamoignon et les quatre huberts**  
Tome 1 : Chômeurs du futur  
de Émile Bertier et Yann Girard  
Éditions Bandes Détournées  
BD 80 pages - 18 euros



**DVD The sound before the fury**  
de Lola Frederich et Martin Sarrazac  
Les Mulins de Pangée  
DVD 1h28 - 17 euros



Vous voulez acheter un ou plusieurs de ces livres ?  
- Commandez par correspondance avec paiement par chèque (total du prix des livres + 15% pour le port) le tout adressé à :  
**Librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris.**  
- Passez directement à la librairie ! Du mardi au vendredi : 14h-19h30 le samedi 10h-19h30 et le dimanche 14h-19h30.  
- Ou commandez sur le site : [www.librairie-publico.com](http://www.librairie-publico.com)

# ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 PARIS

**TOUJOURS EN MOUVEMENT**  
Groupe itinérant [ligue.desjustes@federation-anarchiste.org](mailto:ligue.desjustes@federation-anarchiste.org)

## 02 AISNE

- Groupe *Kropotkine* C/O Athénée libertaire 8 rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX  
[kropotkine02@riseup.net](mailto:kropotkine02@riseup.net)  
*Athénée Libertaire Le Loup Noir & Bibliothèque Sociale*  
8, rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX  
Permanence : 1er, 3ème et 5ème jeudi du mois de 18h à 21h  
*Athénée Libertaire L'Etoile Noire & Bibliothèque Sociale*  
5, rue Saint-Jean 02000 LAON  
Permanences : tous les lundis de 15h à 19h et tous les premiers samedis du mois de 16h à 20h

## 04 ALPES DE HAUTE PROVENCE

- Liaison *Metchnikoff* [metchnikoff@federation-anarchiste.org](mailto:metchnikoff@federation-anarchiste.org)

## 07 ARDECHE

- Groupe *d'Aubenas*.  
[fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr](mailto:fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr)

## 09 ARIEGE

- Liaison *Ariège* [ariège@federation-anarchiste.org](mailto:ariège@federation-anarchiste.org)

## 12 AVEYRON

- Liaison *Ségala Aveyron*  
[segala-aveyron@federation-anarchiste.org](mailto:segala-aveyron@federation-anarchiste.org)  
- Liaison *Sud Aveyron* [sud-aveyron@federation-anarchiste.org](mailto:sud-aveyron@federation-anarchiste.org)  
- Liaison *Millau* [jrav@riseup.net](mailto:jrav@riseup.net)

## 13 BOUCHES DU RHONE

- Groupe *Germinal*. [germinal@federation-anarchiste.org](mailto:germinal@federation-anarchiste.org)  
- Liaison *La Ciotat*. [la-ciotat@federation-anarchiste.org](mailto:la-ciotat@federation-anarchiste.org)

## 14 CALVADOS

- Groupe *Sanguin de Caen*  
[groupeanguinfa14@laposte.net](mailto:groupeanguinfa14@laposte.net)

## 16 CHARENTE

- Liaison *Charente* [charente@federation-anarchiste.org](mailto:charente@federation-anarchiste.org)

## 17 CHARENTE MARITIME

- Groupe « *Nous Autres* » 35 Allée de l'angle Chaucre 17190 St Georges d'Oléron  
*nous-autres*  
[@federation-anarchiste.org](mailto:nous-autres@federation-anarchiste.org)

## 20 CORSE

- Liaison *Corsica* [corsica@federation-anarchiste.org](mailto:corsica@federation-anarchiste.org)

## 21 COTE D'OR

- Groupe « *La Mistoufle* » Maison des Associations Les Voix sans Maître Boîte BB 8, rue des Corroyeurs, 21 068 DIJON Cedex ou [lamistoufle@federation-anarchiste.org](mailto:lamistoufle@federation-anarchiste.org)

## 22 COTES D'ARMOR

- Liaison *Jean Souvenance*  
[souvenance@no-log.org](mailto:souvenance@no-log.org)

## 23 CREUSE

- Liaison *Granite* [liaison-granite@federation-anarchiste.org](mailto:liaison-granite@federation-anarchiste.org)

## 24 DORDOGNE

- Groupe *Emma Goldman* (*Périgueux*) [perigueux@federation-anarchiste.org](mailto:perigueux@federation-anarchiste.org)

## 25 DOUBS

- Groupe *Proudhon* c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex  
librairie l'Autodidacte 5 rue Marulaz, 25000 Besançon.  
Ouverte du mercredi au samedi de 15H00 à 19H00.  
ou **groupe-proudhon**  
[@federation-anarchiste.org](mailto:@federation-anarchiste.org)  
- Groupe *anarchiste solidaire* c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex ou **groupe-anarchiste-solidaire**  
[@federation-anarchiste.org](mailto:@federation-anarchiste.org)  
- Liaison *Nord-Doubs* [liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org](mailto:liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org)

## 26 DROME

- Groupe « *la rue râle* » [la-rue-rale@riseup.net](mailto:la-rue-rale@riseup.net)

## 28 EURE ET LOIR

- Groupe *Le Raffût*  
[fa.chartres@gmail.com](mailto:fa.chartres@gmail.com)

## 29 FINISTÈRE

- Groupe *Le Ferment* [leferment@federation-anarchiste.org](mailto:leferment@federation-anarchiste.org)

## 30 GARD

- Groupe *Gard-Vauchuse* [groupe-du-gard@federation-anarchiste.org](mailto:groupe-du-gard@federation-anarchiste.org)

## 31 HAUTE GARONNE

- Groupe de Toulouse [toulouse@federation-anarchiste.org](mailto:toulouse@federation-anarchiste.org)

## 32 GERS

- Liaison *Anartiste 32*  
[anartiste32@federation-anarchiste.org](mailto:anartiste32@federation-anarchiste.org)

## 33 GIRONDE

- Cercle *Barrué* c/o Athénée libertaire 7 rue du Muguet 33 000 Bordeaux  
Ou [cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org](mailto:cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org)  
- Groupe *Nathalie Le Mel* [nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org](mailto:nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org)

## 34 HERAULT

Groupe *Montpellier-Hérault* [montpellier@federation-anarchiste.org](mailto:montpellier@federation-anarchiste.org)

## 35 ILLE ET VILAINE

- Groupe *La Sociale*. c/o local « La Commune », 17 rue de Châteaudun 35000 rennes  
ou [contact@falasociale.org](mailto:contact@falasociale.org)  
- Liaison *Vie A liaison-viea@federation-anarchiste.org*  
- Liaison *Redon* [redon@federation-anarchiste.org](mailto:redon@federation-anarchiste.org)

## 37 INDRE ET LOIRE

- Liaison *Libertalia* [libertalia@federation-anarchiste.org](mailto:libertalia@federation-anarchiste.org)

## 38 ISERE

- Groupe de Grenoble  
[fagrenoble@riseup.net](mailto:fagrenoble@riseup.net)

## 40 LANDES

- Groupe *Euskal Herria* – Bayonne  
[euskal-herria@federation-anarchiste.org](mailto:euskal-herria@federation-anarchiste.org)

## 42 LOIRE

- Groupe *Makhno* Bourse du Travail Salle 15 bis Cours Victor Hugo 42028 Saint Etienne cedex 1 ou [groupe.makhno42@gmail.com](mailto:groupe.makhno42@gmail.com)

## 44 LOIRE ATLANTIQUE

- Liaison de Saint-Nazaire [saint-nazaire@federation-anarchiste.org](mailto:saint-nazaire@federation-anarchiste.org)  
- Groupe *Déjacque* [dejacque@federation-anarchiste.org](mailto:dejacque@federation-anarchiste.org)

## 45 LOIRET

- Groupe *Gaston Couté* [groupegastoncoute@gmail.com](mailto:groupegastoncoute@gmail.com)

## 46 LOT

- Liaison *Lot-Aveyron* [liaison-lot-aveyron@federation-anarchiste.org](mailto:liaison-lot-aveyron@federation-anarchiste.org)  
Actif dans la région de Figeac (Lot)/Villefranche de Rouergue (Aveyron)/Decazeville (Aveyron)/Mauris (Cantal)

## 50 MANCHE

- Groupe de Cherbourg [cherbourg@federation-anarchiste.org](mailto:cherbourg@federation-anarchiste.org) ou [facherbourg@riseup.net](mailto:facherbourg@riseup.net)

## 51 MARNE

- Liaison *Reims* [reims@federation-anarchiste.org](mailto:reims@federation-anarchiste.org)

## 53 MAYENNE

- Liaison *Stilgar* [stilgar@federation-anarchiste.org](mailto:stilgar@federation-anarchiste.org)

## 54 MEURTHE ET MOSELLE

- Groupe Emma Goldman de Nancy  
emma-goldman-nancy@federation-anarchiste.org

## 56 MORBIHAN

- Groupe Lochu Ferrer. c/o Maison des associations 31, rue Guillaume Le Bartz 56000 VANNES ou groupe.lochu@riseup.net

## 57 MOSELLE

- Groupe de Metz c/o Association Culturelle Libertaire BP 16 57645 Nois-seville  
groupedemetz@federation-anarchiste.org

- Groupe Jacques Turbin - Thionville  
jacques-turbin@federation-anarchiste.org

- Liaison Sarrebourg stirner-sarrebourg@federation-anarchiste.org

## 60 OISE

- Liaison Beauvais scalp60@free.fr

## 62 PAS DE CALAIS

- Groupe Lucy Parsons in the Sky  
bethune-arras@federation-anarchiste.org

## 63 PUY DE DÔME

- Groupe Spartacus spartacus@federation-anarchiste.org

- Groupe « Mauvaise Graine » mauvaisegraine@federation-anarchiste.org

## 66 PYRENEES ORIENTALES

- Groupe John Cage john-cage@federation-anarchiste.org

- Liaison Pierre-Ruff pierre-ruff@federation-anarchiste.org

## 67 BAS RHIN

- Liaison Bas-Rhin liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

- Groupe de Strasbourg. groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org

## 68 HAUT RHIN

- Groupe du Haut Rhin. groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org

- Liaison Colmar - Maria Nikiforova  
colmar@federation-anarchiste.org (Entre Colmar et Mulhouse)

## 69 RHONE

- Groupe Graine d'Anar.grainedanar@federation-anarchiste.org

- Groupe Kronstadt kronstadt@federation-anarchiste.org  
- Liaison « Juste une étincelle noire »  
letincelle-noire@riseup.net

## 71 SAONE ET LOIRE

- Liaison « La vache noire »  
vachenoire@federation-anarchiste.org

## 73 SAVOIE

- Groupe de Chambéry fa73@no-log.org

## 74 HAUTE SAVOIE

- Liaison Haute Savoie haute-savoie@federation-anarchiste.org

- Groupe Lamotte-Farinet lamotte.farinet.FA@protonmail.com

## 75 PARIS

- Liaison William Morris william-morris@federation-anarchiste.org

- Groupe Anartiste anartiste@sfr.fr

- Groupe Berneri Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou jacques.de-la-haye@wanadoo.fr

- Groupe Salvador Segui gruposalvadorsegui@gmail.com

- Groupe Botul Publico 145 rue Amelot 75011 Paris botul@federation-anarchiste.org

- Groupe Orage Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou groupe.orage@gmail.com

- Groupe « Commune de Paris » Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

ou commune-de-paris@federation-anarchiste.org

- Groupe Louise Michel Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

ou groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org

- Groupe La Révolte Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

ou la-revolte@federation-anarchiste.org

- Groupe no name. no-name@federation-anarchiste.org

- Groupe Pierre Besnard. pier-rebesnard@outlook.fr

## 76 SEINE MARITIME

- Groupe de Rouen. c/o Librairie l'In-soumise 128 rue St Hilaire 76000 Rouen

ou rouen@federation-anarchiste.org

## 78 YVELINES

- Groupe Gaston Leval gaston-leval@federation-anarchiste.org

## 79 DEUX SEVRES

- Liaison Bakounine plexdor@gmail.com

## 80 SOMME

- Groupe Georges Morel.  
amiens@federation-anarchiste.org

## 81 TARN

- Groupe les ELAF elaf@federation-anarchiste.org

## 84 VAUCLUSE

- Groupe Gard-Vaucluse  
fa.30.84@gmail.com

## 85 VENDEE

- Groupe Henri Laborit henri-laborit@federation-anarchiste.org

## 86 VIENNE

- Liaison Poitiers poitiers@federation-anarchiste.org

## 87 HAUTE VIENNE

- Groupe Armand Beure armand-beure@federation-anarchiste.org

## 92 HAUTS DE SEINE

- Groupe Fresnes-Antony Fresnes-antony@federation-anarchiste.org

## 93 SEINE SAINT DENIS

- Groupe Henri Poulaille c/o La Dionysversité 4 Place Paul Langevin 93200 - SAINT-DENIS  
ou groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

## 94 VAL DE MARNE

- Groupe Elisée Reclus Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou faivry@no-log.org

## 95 VAL D'OISE

- Liaison 95 liaison95@federation-anarchiste.org

## 97 GUADELOUPE

- Liaison Guadeloupe Caraïbes liaison-guadeloupe-caraiibes@federation-anarchiste.org

## 98 NOUVELLE CALEDONIE

- Individuel Albert nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

## BELGIQUE

- Groupe Ici et Maintenant. groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org

## SUISSE

- Fédération Libertaire des Montagnes (FLM) rue du Soleil 9 2300 La Chaux-de Fonds Suisse ou flm@federation-anarchiste.org

## ANGLETERRE

- Liaison Coventry liaison-coventry@federation-anarchiste.org

Une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités : Le site de La Fédération anarchiste à la page suivante [https://www.federation-anarchiste.org/?g=FA\\_Groupes](https://www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes)

# GRILLE DES PROGRAMMES

15 Novembre 2019

## LUNDI

09h00 - Pause musicale  
11h00 - Lundi matin : infos et revue de presse

13h00 - C'est là que ça passe ! état des lieux, état des luttes, l'agenda de la semaine

14h30 - En alternance  
→ Ondes de choc : magazine culturel, poésie, chansons et littérature

→ Pause musicale  
16h00 - Trous noirs : luttes sociales

18h00 - En alternance  
→ Les mangeux d'erre : écolo-libertaire - 1<sup>er</sup> lundi

→ Sciences en liberté : 1 h 30 pour démenager la biologie - 2<sup>es</sup> lundi

→ La société dans tous ses états : l'actualité sociale

→ Pause musicale 3<sup>es</sup> lundi

19h30 - En alternance  
→ Le monde merveilleux du travail : des syndicats de la CNT

→ Chroniques d'auteurs : relations internationales de la FA 3<sup>es</sup> lundi

21h00 - Ça urge au bout de la scène : actualité de la chanson

22h30 - Pause musicale  
00h00 - Nuit noire : musique dans le noir de la nuit

## MARDI

10h00 - Pause musicale  
11h00 - Pause musicale

12h30 - Pause musicale  
14h30 - Sorbir du capitalisme : émission de critique radiocale

16h - Pause musicale  
17h00 - En alternance

→ Des oreilles avec des trous (dedans) : des fusiques molles pour tous les trous

→ En veux tu, en voilà : musiques indépendantes et DIY

18h00 - En alternance  
→ Idéaux et débats : émission littéraire

→ Pas de quarailleurs... : ça se passe près de chez vous

19h30 - Pause musicale  
20h30 - Émission de la CNT : Actualités syndicales

22h30 - Ça booste sous les pavés : musique, reportages, actualité et le CSPB tous les derniers mois du mois

00h30 - Wreck this mess : cocktail de musiques radicales

## MERCREDI

09h30 - L'entonnor : antipsychiatrie

10h30 - Rayon de soleil : les nouvelles du sud au fil de l'eau - 2<sup>es</sup>, 4<sup>es</sup> et 5<sup>es</sup> mercredis

12h30 - Blues en liberté : émission musicale blues

14h00 - En alternance  
→ Flemmardise et réveil mots : ne trouble pas ma sieste ! - 1<sup>er</sup> mercredi

→ Radio Tistou : le ciel est bleu, c'est le vent dans le nez - 2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> mercredis

→ Des cailloux dans l'engrenage : l'effrance, poil à gratter - 3<sup>es</sup> et 5<sup>es</sup> mercredis

16h00 - Le Ferré club  
17h00 - En alternance

→ Pause musicale - 3<sup>es</sup> et 5<sup>es</sup> mercredis

→ Squat'heure d'antenne : l'émission des squats et lieux alternatifs 1<sup>er</sup> mercredi

→ Émission anticafiste 4<sup>es</sup> mercredi

18h30 - Femmes libres : femmes qui luttent, femmes qui témoignent

20h30 - Pause musicale  
22h30 - Traffic : musiques urbaines et livres propos

00h30 - En alternance  
→ Tumultum hominum : 1<sup>er</sup> mercredi

→ Les nocturnes multipass' : - 4<sup>es</sup> mercredi

## JEUDI

09h00 - Pause musicale  
10h00 - Pause musicale

12h00 - De rimes et de notes : actualité du spectacle et de la chanson

14h00 - Radio cartable : la radio des enfants des écoles d'Ivry

15h00 - Bibliomanie : autour des livres

16h30 - En alternance  
→ Radio Lap : émission du Lycée autogéré de Paris - 2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> jeudis

→ Pause musicale - 3<sup>es</sup> et 5<sup>es</sup> jeudis

18h00 - Si vis pacem, annulariste de l'Union Pacifique de France

19h30 - En alternance  
→ Jeudis noirs : - 2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> jeudis

→ Pause musicale 3<sup>es</sup> jeudi

20h30 - En alternance  
→ Jazz libre : - 1<sup>er</sup> et 3<sup>es</sup> jeudis

→ La fabrique de l'écoute : - 2<sup>es</sup> jeudi

→ Expressions artistiques et libertaires : - 4<sup>es</sup> jeudi

22h00 - Épsilonia : musiques expérimentales et expérimentations sonores

## VENDREDI

08h00 - Pause musicale  
09h30 - La course aux étoiles : OVNIS artistiques

13h00 - Place au fous : musiques, discipolines de l'indiscipline

14h30 - Les oreilles libres : musiques engagées

16h00 - En alternance  
→ Dies irae : jour de colère - 1<sup>er</sup> et 3<sup>es</sup> vendredis

→ Pause musicale  
17h30 - Radio espéranto : émission de l'association Sat.A.Mikaro

19h00 - L'invité du vendredi de bonne heure : magazine des livres, de la musique et du cinéma la LDH - 1<sup>er</sup> et 5<sup>es</sup> vendredis

→ Au delà du RL : Chroniques ; billets d'humeur - 2<sup>es</sup> vendredi

→ L'antenne du social : autour des acteurs du social - 3<sup>es</sup> vendredi

21h00 - En alternance  
→ Offensive .. libertaire et sociale

→ Les amis d'Orwell : émission contre les techniques de surveillance

22h30 - En alternance  
sonores, rocks et chronique

→ Hôtel paradox : pratique de la poésie sonore et de la performance

→ Transbord : qui fait bouger la ligne - 2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> vendredi

→ Radio X : musiques électroniques 1<sup>er</sup> et 3<sup>es</sup> vendredi

00h00 - Les nuits musicales  
→ Sure shots : 1<sup>er</sup> vendredi

→ Radio X : 3<sup>es</sup> vendredi

→ Nuit.L60 : 2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> vendredi.

## SAMEDI

08h00 - Réveil hip-hop : hip-hop au saut du lit ou dans le lit

10h00 - La philanthropie de l'ouvrier charpentier : comme son nom ne l'indique point

11h30 - Chroniques syndicales : luttes et actualités sociales

13h30 - Chroniques rebelles : débats, dossiers et rencontres

15h30 - Deux sous de scène : poésie, littérature et musique.

17h00 - En alternance  
→ Bulles noires : BD et polar

→ Bulle de rêve : cinéma d'animation

19h00 - En alternance  
→ Tribuna latino americana : actualité de l'Amérique latine

→ Contrebande : cinéma

→ Longtemps je me suis couché de bonne heure : magazine des livres, de la musique et du cinéma

21h00 - Les nuits libertaires d'Orphée : chronique artistique, musique classique et contemporaine

→ Torm entor : musiques alternatives

23h00 - En alternance  
→ Nuit off : topologies sonores, rocks et chronique

→ Hôtel paradox : pratique de la poésie sonore et de la performance

## DIMANCHE

10h00 - En alternance  
→ Ni dieu ni maître : économie et religion à l'heure de la messe

2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> dimanche  
→ Un peu d'air frais : atelier de documentaire - 1<sup>er</sup> dimanche

12h00 - Folk à lier, le magazine des musiques traditionnelles

14h00 - En alternance  
→ Passage aïde : analyse des formes de domination - 3<sup>es</sup> dimanche

→ Tempêtes sur les planches : actualité du théâtre et de la danse - 2<sup>es</sup>, 4<sup>es</sup> et 5<sup>es</sup> dimanche

→ Au café de la page : un bar hanté par des esprits - 1<sup>er</sup> dimanche

15h30 - En alternance  
→ On a déjà traité le sujet : émission sur le documentaire - 1<sup>er</sup> dimanche

→ Wild side : rélecture et découverte du rock par des adolescents - 2<sup>es</sup> dimanche

→ Des mots, une voix : des mots, des auteurs - 3<sup>es</sup> dimanche

→ Micro-ondes 94 : émission de la CNT - 5<sup>es</sup> dimanche

→ Pause musicale - 4<sup>es</sup> dimanche

17h00 - Le mélange, musique et actualité du spectacle

18h30 - En alternance  
→ La sociale : luttes et alternatives sociales

→ Il y a de la fumée dans le poste : émission du CIRC

20h30 - En alternance  
→ Poètes on dem-i-euil : élan vital - 1<sup>er</sup> dimanche

→ Détruire l'emul : anarcho punk et diy (do it yourself)

22h00 - En alternance  
→ Rudie's back in town : les rudies boys et les rudies girls de retour en ville

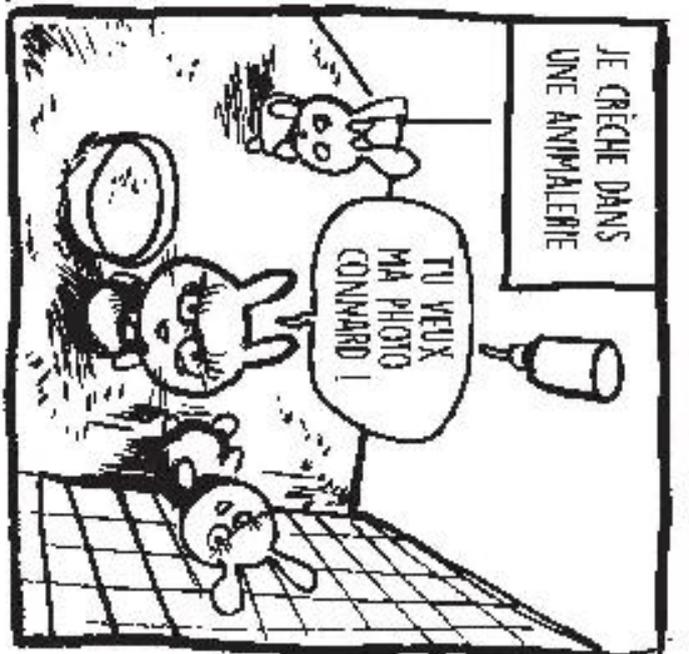
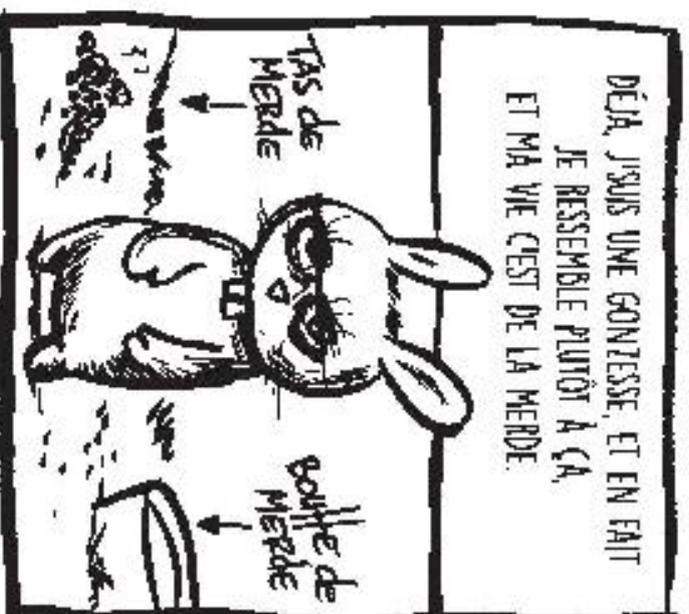
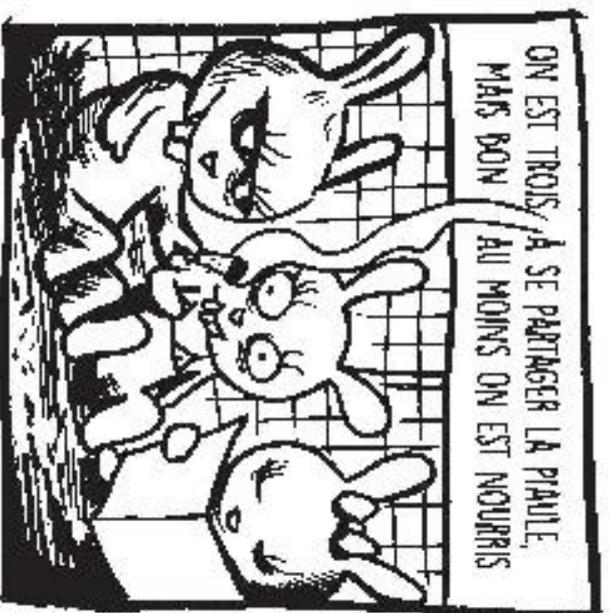
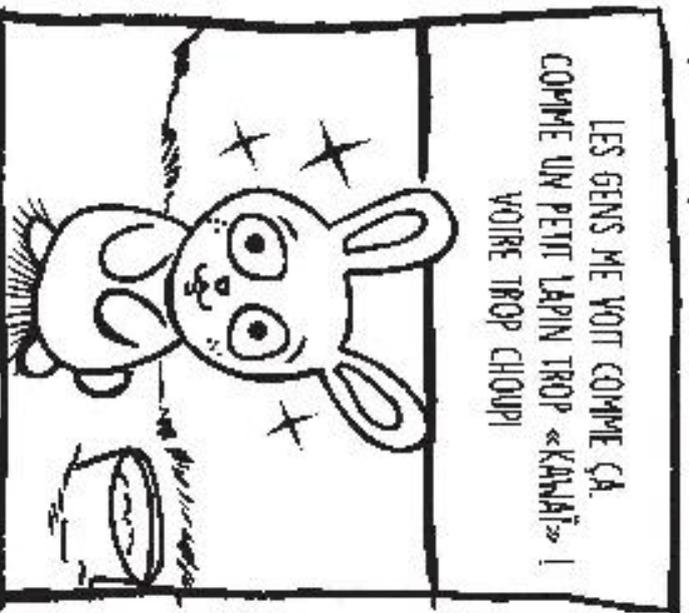
→ Seppuku : musiques électroniques

radio-libertaire.net  
Tel studio 01 43 71 89 40  
Siège social  
Publico  
145 rue Amelot  
75011 Paris  
Permanence  
Voir dates sur le site

# Radio LIBERTAIRE

LA RADIO DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE 89.4 MHz

# BAD RABBIT



# **VOUS EN AVEZ MARRE DE CES GREVES ET DE CES BLOCAGES ? FAITES LE SAVOIR !**

## **COUPON À ENVOYER À VOTRE EMPLOYEUR ET AU GOUVERNEMENT**

-----X-----

Je soussigné NOM .....

PRENOM .....

demande à ne pas bénéficier des améliorations que les travailleurs en grève pourront obtenir, par exemple :

- Je demande à travailler au moins jusqu'à 67 ans ;
- Je veux pouvoir être licencié plus facilement, qu'il s'agisse d'une incapacité due à un accident du travail ou à une diminution des bénéfices de mon entreprise ;
- Je souhaite que mes indemnités soient réduites en cas de licenciement, y compris en cas de licenciement abusif ;
- Je suis favorable à ce qu'il y ait un droit du travail par entreprise et non plus les mêmes droits pour tous ;
- Je ne souhaite plus passer de visite médicale du travail ;
- Je veux que mes horaires de travail (durée et répartition) puissent être modifiés n'importe quand ;
- Je veux pouvoir travailler jusqu'à soixante heures par semaine et même sans limite en cas de forfait jour ;
- Je souhaite que mes heures supplémentaires soient bien moins rémunérées et je suis d'accord pour qu'elles ne me soient payées que tous les trois ans ;
- Je suis d'accord pour que mes dates de départ en congé puissent légalement être modifiées moins d'une semaine avant mon départ ;
- Je souhaite que tous les acquis sociaux soient remis à zéro tous les cinq ans ;
- Je suis favorable à l'étouffement des services de l'inspection du travail ;

Merci de répondre favorablement à mes demandes.

Date et signature :

-----X-----

### **EN OPTION**

Pour préparer l'avenir avec modernité, je ne souhaite plus bénéficier des améliorations gagnées par le passé :

- Je renonce à mes congés payés ;
- Je renonce à la sécurité sociale ;
- Je ne veux plus de salaire minimum ;
- Je suis favorable à l'interdiction des syndicats et du droit de grève.